



*Développement des
Investigations sur
l'Ajustement à
Long terme*

CONFIDENTIEL

CAMEROUN

**Evolution économique rétrospective
et perspectives macroéconomiques
à l'horizon de 1995**

MARS 1991

SOMMAIRE

PREAMBULE

VUE D'ENSEMBLE

A.- Jusqu'en 1985 : Le Cameroun est bien parti

INTRODUCTION

A1- La croissance du PIB

une forte hausse du niveau de vie à partir de 1977

1

A2- La croissance sectorielle

la croissance spectaculaire du PIB minier est accompagnée par celle des autres secteurs jusqu'en 1982, mais se poursuit seule au delà

2

A3- Les emplois du PIB (en volume)

après une forte poussée de l'absorption, sous l'effet de l'investissement, la croissance du début des années 80 est tirée de façon presque égale par la demande interne et le solde extérieur

5

A4- Le secteur externe

après un déficit lancinant sur toute la décennie 1970, le solde extérieur est marqué par une embellie puissante, mais malheureusement éphémère, entre 1982 et 1986

7

A5- Les finances publiques

un solde budgétaire qui reste au voisinage de l'équilibre malgré une évolution soutenue des dépenses

13

A5.1) L'évolution de la composition des dépenses, appréciée en part du PIB, fait apparaître

A5.2) L'évolution des recettes

une hausse du poids dans le PIB des recettes pétrolières, légèrement tempérée par la baisse relative du poids des impôts indirects

15

A6- L'évolution de la dette extérieure

17

B- Les performances du Cameroun depuis 1985

déclenchement et diffusion de la crise économique

18

ENCADRE : Les statistiques du Cameroun : le problème des sources

19

B1- La croissance et les emplois du PIB

une récession forte sous l'effet du recul de l'investissement public

20

B2- La croissance sectorielle

le déclin des secteurs du pétrole et du BTP entraîne les autres secteurs

22

B3- Le secteur extérieur

le coût de 40% de dégradation des termes de l'échange

23

B3.1) Le contre-choc pétrolier

24

B3.2) La chute des prix de l'agriculture d'exportation

25

B3.3) Le rôle des importations et exportations de services

un taux de couverture inférieur à 1 mais cependant élevé

27

B3.4) La balance des biens et services non facteurs

une décomposition comptable des variations du solde extérieur

27

B4- les finances publiques

un ajustement tardif et insuffisant des dépenses aux pertes de termes de l'échange entraîne une croissance de la charge de la dette

31

B4.1) L'évolution des dépenses

une contraction brutale en 1988 et 1989 mais insuffisante

31

B4.2) L'évolution des recettes

un fort recul entraîné par le contre choc pétrolier

33

B4.3) Le déficit et son financement

le besoin de financement de l'Etat reste très dégradé, à partir de 1987, malgré une nette réduction du déficit primaire

34

B5- INFLUENCES EXERCEES PAR LE NIGERIA SUR LE CAMEROUN	35
B5.1) Solidarité de populations partagées	36
B5.2) Mode de développement différencié	36
B5.2.1) Industrie	36
B5.2.2) Agriculture	37
B5.3) Différenciation monétaire	38
B5.4) Interventions des Etats	40
B5.4.1) Politique agricole (1)	40
B5.4.2) Echanges extérieurs	41
B5.4.3) Accords bilatéraux	41
C.- LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE A MOYEN TERME DU CAMEROUN (1991-1995)	42
C1- SYNTHESE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DEPUIS 1986	43
C1.1) Le calendrier des interventions	43
C1.2) Les mesures d'ajustement structurel approuvées par le Cameroun	45
a) Politique budgétaire et restructuration des entreprises publiques	
b) Politique monétaire et restructuration du secteur bancaire	46
c) La politique commerciale	47
d) La politique agricole	47
e) La politique sociale	47
C1.4) Le bilan des bailleurs de fonds	48
C2- LES HYPOTHESES DU COMPTE CENTRAL	49
C2.1) Le secteur pétrolier	49
C2.2) Le secteur agricole	50
C2.3) Les autres hypothèses de prix	51
C2.4) Le comportement de l'Etat et la prise en compte des mesures d'ajustement structurel	51
C3- LES RESULTATS	
une sévère aggravation de la crise financière malgré un retour de la consommation par tête à son niveau de la fin des années 70	52
C4- DIFFERENTES VARIANTES	57
C4.1) Variantes : hausse du dollar	57
C4.2) Hausse de la valeur des ressources pétrolières	58
C5- UN EXERCICE D'ILLUSTRATION DE CONDITIONS DU REDRESSEMENT FINANCIER DU CAMEROUN	60
C5.1) Poursuite des tendances actuelles	61
C5.2) Déflation immédiate puis marquée et maintien ensuite du niveau de consommation par tête	62
C5.3) Croissance plus soutenue des exportations après 1995	63
ENCADRE : Un schéma illustratif des contraintes financières à long terme : le modèle K2000	65
D.- FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES ET INDUSTRIES CAMEROUNAISES	67
D1- LES FILIERES AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES	
(constat et perspectives)	68
D1.1) Réalité et origines de la crise	
D1.2) Données quantitatives	
D1.3) La position de l'institutionnel	
D2- LE SECTEUR INDUSTRIEL	88
D2.1) Données globales et sous-sectorielles	89
D2.2) Plan directeur d'industrialisation	90
ANNEXE : Recommandations et principaux projets du Plan directeur d'industrialisation	95

PREAMBULE

L'étude , présentée ici , a été réalisée à la demande du Ministère de la Coopération et du Développement français et financée par lui. Elle représente une première étape qui avait pour objectif une description de l'évolution économique du Cameroun, par une compilation et une synthèse des documents existants , et l'élaboration de quelques scénarii macroéconomiques à moyen terme.

La dernière partie du document (élaborée par SOFRECO) apporte un éclairage sur la situation des filières de production à partir des différentes études fournies par la Caisse Centrale de Coopération Economique. Les autres parties, à caractère plus macroéconomique, sont réalisées à l'aide de données de la Banque Mondiale (jusqu'en 1985), puis de celles de la CCCE jusqu'en 1995. Les différentes projections ou variantes ont été réalisées, à la demande de DIAL, par M. J-JAERTS de la CCCE, qui a accepté de consacrer une partie importante de son temps à la réalisation et à la discussion de celles-ci.

VUE D'ENSEMBLE

L'analyse de l'évolution de l'économie camerounaise, en remontant à la fin des années 60, montre un pays qui n'a pas su profiter de l'extraordinaire surcroît de richesse que lui a apporté le développement des exportations de pétrole pour créer les conditions d'une autre source de croissance pour le jour où, soit les termes de l'échange, soit l'exploitation des gisements pétroliers deviendraient moins favorables. Ainsi, aucune création nouvelle de richesse n'a pu amortir la baisse, certes forte, des termes de l'échange (près de 50% entre 1985 et 1989), ni celle, qui semble devoir se poursuivre à rythme accentué, de la production de pétrole. Aussi, même sans nouvelle dégradation des termes de l'échange, la réduction des ressources exportables du Cameroun devrait conduire à une situation très dégradée à l'horizon de 1995, tant des Finances Publiques que du niveau de bien être des ménages, apprécié par leur consommation par tête ; celle-ci reviendrait, en effet, à son niveau de la fin des années 60.

Il semble que le Cameroun paye aujourd'hui, et peut-être pour longtemps encore, une politique budgétaire trop expansive au regard de l'origine de ses recettes ; si une partie pouvait sembler durable parce qu'assise sur le développement de volumes produits, une partie reposait sur des prix et des taux de change par essence beaucoup plus volatils. De plus, le fort courant d'investissement public n'a pas généré de base productive susceptible de compléter ou de prendre le relais de la production pétrolière.

Ainsi, les productions de cultures de rente restent peu dynamiques, l'âge moyen des plantations est élevé, ce qui laisse peu de perspective favorable d'exportation à un moment où les mesures d'ajustement conduisent à baisser fortement les prix au producteur.

La base industrielle et les exportations de produits vivriers restent peu développés. Ces deux postes ont certes subi depuis 1986 les effets de la forte dépréciation du naïra mais il semble, au vu d'une analyse des échanges frontaliers, que la structure de production du Nigéria reste suffisamment peu agricole pour qu'il subsiste des opportunités de produire pour ce marché, malgré un taux de change aujourd'hui moins favorable.

Les variantes d'aléas réalisées autour d'une projection centrale pour 1995, qui serait difficilement supportable si elle devait se réaliser, montrent qu'il faudrait une forte remontée du prix du pétrole (peu plausible à court terme) ou considérer que les indications données par les compagnies sur leurs perspectives d'extraction ont été fortement sous évaluées, pour pouvoir décrire une situation sensiblement moins dégradée.

Aussi, sous l'hypothèse d'un déclin de la production pétrolière s'arrêtant en 1995 et permettant ainsi une reprise des exportations en volume à 3% l'an par la suite, la stabilisation du service de la dette rapportée aux exportations ne serait pas envisageable avant 20 ans, même en contraignant la demande interne à atteindre des niveaux encore inférieurs à ceux d'aujourd'hui. Un moratoire important ne suffirait pas à assurer le retour à une maîtrise de l'endettement extérieur dans ces conditions ; il devrait accompagner une baisse, même temporaire, de la demande intérieure.

Même si ceci peut paraître évident, seule une croissance plus soutenue des exportations après 1995 permettrait de maîtriser la charge de la dette et d'autoriser une reprise de la demande interne ; avec une croissance moyenne de 5% des exportations, il faudrait cependant attendre l'an 2000 pour envisager une telle situation.

Le principal problème rencontré dans l'élaboration des perspectives à moyen terme vient du fait qu'il ne ressort pas, de l'analyse des mesures de restructuration envisagées, de raison évidente d'inscrire une reprise de la croissance de l'économie camerounaise à l'horizon de 1995.

Aussi, un triple champ d'études se profile autour d'une analyse plus fine des perspectives de développement des différentes filières, des marges de manoeuvres que vont générer pour les Finances Publiques les restructurations en cours ou à venir des entreprises publiques et d'une meilleure appréciation de l'impact de l'économie nigériane sur le Cameroun.

A.- JUSQU'EN 1985 : LE CAMEROUN EST BIEN PARTI

INTRODUCTION

Pour bien comprendre la situation macroéconomique actuelle du Cameroun, ainsi que les déterminants structurels de la crise qui l'affectent depuis 1986, il convient de replacer le modèle de croissance propre au pays dans une perspective de long terme. Contrairement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, entrés en phase d'ajustement depuis le début de la décennie 80, voire même dès la fin des années 70, le Cameroun a longtemps été considéré comme un modèle de prospérité économique.

Le tournant des années 1985/86 constitue une véritable déflagration dans un ciel apparemment serein. Comment, en si peu de temps, le Cameroun a-t-il pu passer d'une longue phase de croissance a priori harmonieuse à un marasme aussi profond?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de s'interroger sur les facteurs traditionnels de croissance et, notamment, de mesurer le rôle joué par la rente pétrolière et l'intervention publique.

Pour établir un diagnostic de longue période, nous avons utilisé les banques de données recueillies et élaborées par la Banque Mondiale :

- "African Economic and Financial Data" 1990 Edition
- "World Tables" 1989/90 Edition

Malgré une information parfois lacunaire, ces recueils statistiques présentent l'avantage d'assurer la cohérence comptable des grands équilibres (équilibre offre/demande, balance des paiements, etc...). Le point le plus faible des statistiques existantes sur le Cameroun concerne la **situation de l'emploi**. C'est d'ailleurs une constante qu'on retrouve encore aujourd'hui et qui ampute d'une dimension majeure l'analyse macroéconomique que l'on peut mener. Les séries commenceront soit en 1965, soit en 1968, en fonction des données disponibles.

Nous aborderons successivement les problèmes de croissance, d'échanges extérieurs et de finances publiques. Ce chapitre présente, en outre, l'intérêt de fournir une synthèse actualisée sur l'économie camerounaise depuis 25 ans, que nous n'avons pas pu trouver ailleurs.

A1- LA CROISSANCE DU PIB : une forte hausse du niveau de vie à partir de 1977

Sur les 20 années pour lesquelles nous disposons de données (65-85), la croissance s'accélère en termes réels. On distingue trois sous-périodes (cf. graphiques 7 et 8).

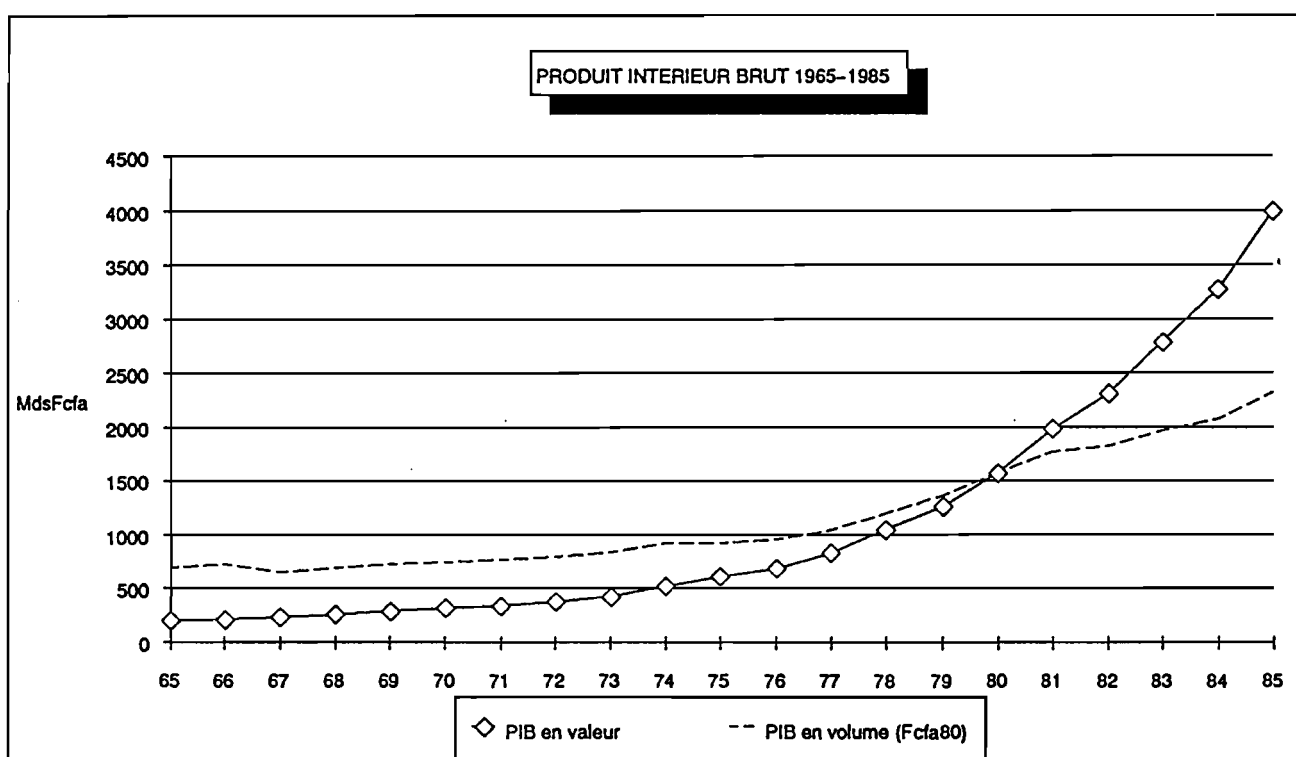
De 1965 à 1977, le pays croît à un rythme moyen d'environ 4%, permettant une lente amélioration du PIB par tête.

De 1977 à 1981, la croissance s'accélère et dépasse 13% en moyenne, avec un maximum de 15% en 1980. Cette envolée correspond à la découverte du pétrole et à sa mise en valeur.

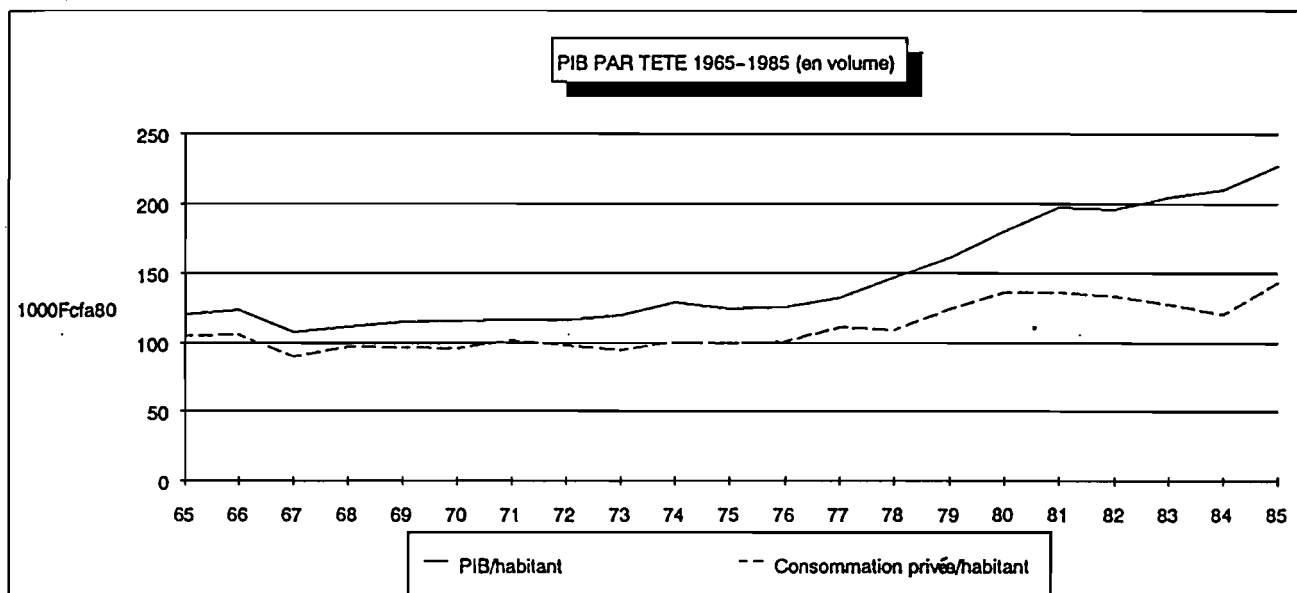
De 1982 à 1985, la croissance se maintient à un rythme soutenu (autour de 8%), bien que sensiblement inférieur aux taux enregistrés au cours des années fastes, après un ralentissement marqué en 1982.

Tout au long de la décennie du décollage (1977-1985), le PIB réel par tête augmente rapidement, plaçant le pays dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la classification de la Banque Mondiale. Le rythme élevé de la croissance se traduit par une amélioration sensible des niveaux de vie, que l'on peut mesurer indirectement à travers l'élévation de la consommation privée par tête.

GRAPHIQUE 1.



GRAPHIQUE 2.



A2- LA CROISSANCE SECTORIELLE : la croissance spectaculaire du PIB minier est accompagnée par celle des autres secteurs jusqu'en 1982, mais se poursuit seule au delà

L'analyse des contributions sectorielles à la croissance du PIB, nous permet de mieux cerner les trois sous-périodes identifiées dans la partie précédente. De 1969 à 1976, la croissance des quatre grands secteurs qu'il est possible d'identifier dans les sources statistiques (agriculture, industrie extractive manufacturière et tertiaire) est relativement harmonieuse. La structure par secteurs reste stable. En volume, l'agriculture compte pour 30% du PIB, l'ensemble de l'industrie pour 20% (répartis à égalité entre l'industrie manufacturière et le secteur minier), et le tertiaire pour les 50% restant. Cette évolution tendancielle similaire se traduit par une contribution des secteurs à la croissance proportionnelle à la part de chacun dans la structure globale. Cette stabilité en volume se double d'une stabilité en valeur, l'indice de prix relatif agriculture/industrie restant constant durant toute la période.

A partir de 1977-1978, et jusqu'en 1980, le boom pétrolier accélère fortement le rythme de croissance des industries d'extraction (taux de croissance annuel moyen de 44%), faisant passer la contribution de cette branche à la croissance totale de 5% à 33% de la première à la seconde période. Ce spectaculaire bond en avant du PIB minier, lié à la découverte et à l'exploitation des gisements pétroliers, provoque un fort effet d'entraînement sur les autres secteurs. Le rythme de croissance triple dans l'agriculture et l'industrie manufacturière, tandis qu'il double dans les services. Ces trois secteurs se situent autour de 10% de croissance annuelle sur la période.

En réalité, les bonnes performances de l'agriculture sont entièrement dues au secteur vivrier, qui progresse de 13,5% par an. Les volumes produits par l'agriculture de rente restent à la traîne, sans toutefois régresser (+2,9%).

A partir de 1982 et jusqu'en 1985, la croissance globale baisse de régime tout en restant soutenue (+8% l'an). Même si le rythme d'extraction pétrolière faiblit, cette décélération est imputable à la faible dynamique des industries manufacturières (+2,5%) et surtout, à la quasi stagnation du secteur agricole (+1,2%). Pour ces deux secteurs productifs, la rupture avec la période antérieure est nette.

Dans l'agriculture, c'est le secteur vivrier qui s'effondre en approchant de la croissance zéro (soit une régression d'environ 3% de la production vivrière par tête), sans que pour autant le secteur d'exportation prenne le relais. Ce dernier continue sa lente progression, sur la base de 2.4% l'an. Seul le secteur des services continue son ascension et atteint un taux moyen de 13% de croissance par an. Cette dynamique particulière des services lui redonne la place qu'il avait perdu au cours de la seconde période, puisqu'on leur doit à nouveau près de 50% de la croissance du PIB. Doit-on voir dans cette poussée du secteur des services, alors même que la manne pétrolière commence à s'atténuer, un début de "dutch disease", auquel le Cameroun avait échappé jusque là ?

Par ailleurs, la part du PIB non marchand dans le PIB total (approché pour la part des salaires versés par l'administration publique) n'apparaît ni spécialement forte ni en croissance prononcée. Bien sûr, le PIB non marchand augmente de 12% par an en moyenne entre 1982 et 1986, soit quatre points plus vite que le PIB, mais il reste en deçà des taux observés pour l'ensemble des services. Si l'importance du PIB non marchand s'élève légèrement au cours de la période (de 4,6% à 5,3% du PIB total), c'est plus le résultat d'un phénomène de "tertiarisation" que la conséquence d'une "bureaucratisation" de l'économie camerounaise.

TABLEAU 1.
TAUX DE CROISSANCE SECTORIELS PAR SOUS-PERIODE (%)

	68/76	77/81	82/85
PIB	4.3	14.2	8.1
Agriculture	3.7	10.3	1.2
dont:			
Rente	1.9	2.9	2.4
Vivrière	4	13.5	0.1
Manufactures	5.1	13.1	2.5
Autres industries	2.7	44.4	10.2
Services	4.9	9.2	12.8

Sources : WTA mars 1990 (Les taux de croissance ont été obtenus par ajustement exponentiel)

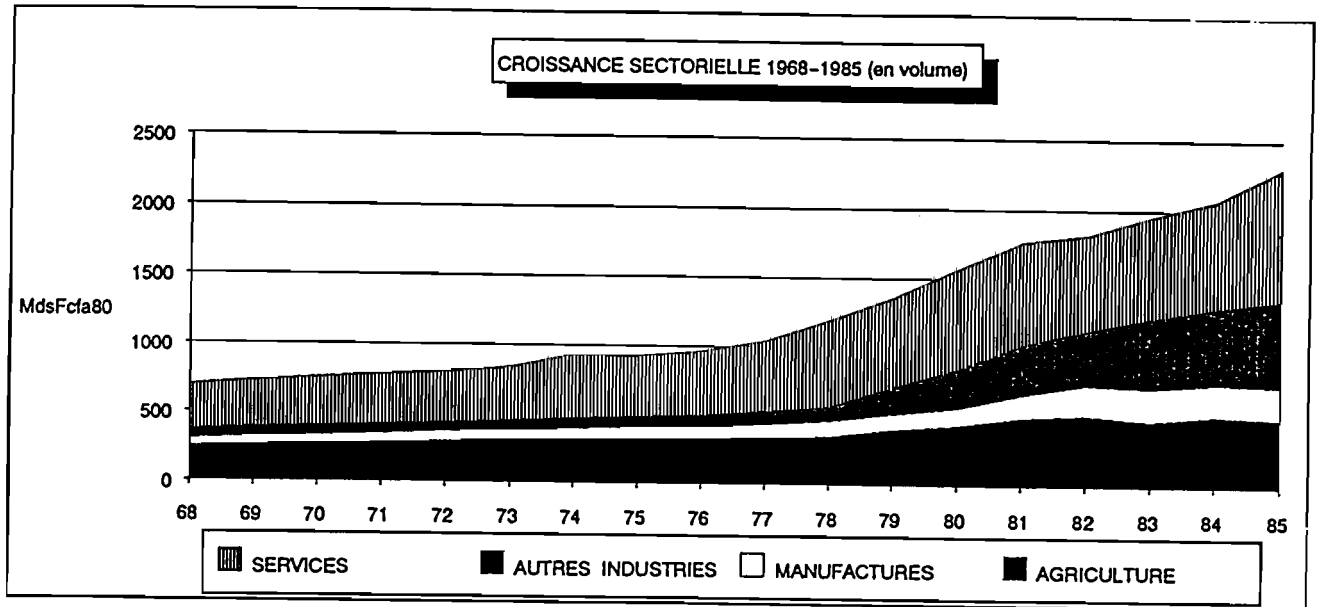
C'est aussi à partir de 1977 que l'indice de prix relatif agriculture/industrie augmente fortement, en passant de 100 en 1976 à 160 en 1978 (100=1968). Les prix agricoles non seulement s'accroissent plus vite que les prix des industries d'extraction (destinées à l'exportation), mais aussi que les prix manufacturiers (consommés localement). Ce sera d'ailleurs une des caractéristiques de la politique menée au Cameroun ces 15 dernières années que de ne pas avoir écrasé les prix agricoles, comme tant d'autres PED l'ont fait, afin de développer leur industrie en sacrifiant du même coup leur agriculture.

Il faut toutefois nuancer le diagnostic dans la mesure où nous ne disposons pas de la clef de répartition entre produits vivriers et produits de rente. Ainsi, la forte augmentation des prix des principaux produits primaires d'exportation (cacao, café, coton) peut être le facteur explicatif de la croissance globale des prix agricoles, ne favorisant finalement qu'une petite fraction des couches rurales de la population.

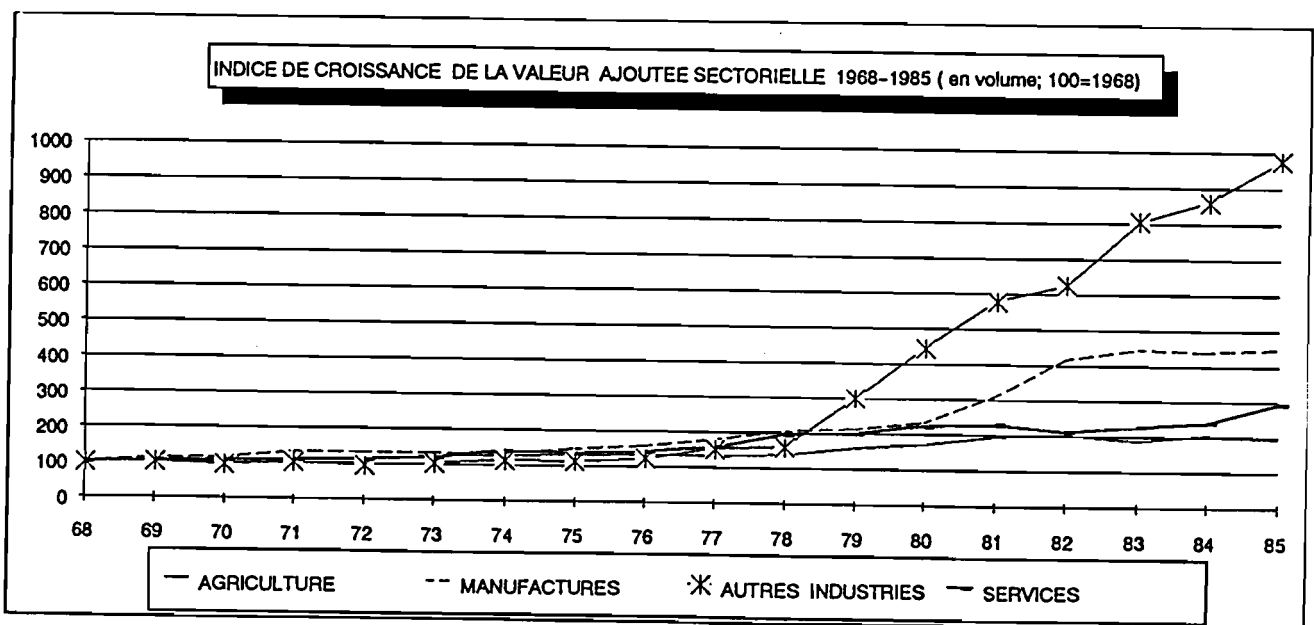
M. Coussy semble accorder un certain crédit à cette hypothèse. Les statistiques disponibles rendent difficile un tel diagnostic, d'autant plus que la chute draconienne des termes de l'échange à partir de 1986 est venue bouleverser les tendances antérieures. En tout état de cause, les symptômes d'une telle "maladie" ne seraient qu'embryonnaires, dans la mesure où l'appréciation du taux de change effectif réel du Cameroun reste limité (notamment si on le compare à celui du Nigéria sur la même période).

Le PIB sectoriel par tête quant à lui est stagnant ou décroissant à partir de 1982, après quatre ans d'amélioration. Seuls les services continueront leur ascension jusqu'en 1986.

GRAPHIQUE 3.



GRAPHIQUE 4.



A3- LES EMPLOIS DU PIB (EN VOLUME) : après une forte poussée de l'absorption, sous l'effet de l'investissement, la croissance du début des années 80 est tirée de façon presque égale par la demande interne et le solde extérieur

Appréciée en niveau (CFA constants de 1980), l'évolution des emplois du PIB (cf. graphique) montre que l'absorption a été supérieure au PIB au cours des deux premières périodes (1965-1976, 1977-1981), entraînant un déficit commercial en volume malgré un quadruplement des exportations en volume sur la deuxième période. C'est le ralentissement de l'absorption sur la dernière période (1982-1986), entraînant celui des importations, qui conduit à l'apparition d'un excédent commercial en volume à partir de 1982 et, donc, à un PIB supérieur à l'absorption.

L'évolution en volume des emplois du PIB (appréciée à travers les contributions de ceux-ci à la croissance du PIB (1), résumée dans le tableau ci-dessous, montre :

- sur la période de très forte croissance du PIB (1977-1981), une contribution continûment positive du commerce extérieur à la croissance (l'année 1977 exceptée), malgré la très forte accélération de l'absorption ;

- sur la période 1982-1985, la quasi stagnation de l'absorption, au regard du boom de la période précédente, conduit, à la fois, à l'apparition d'un excédent commercial en volume et à une hausse de la contribution positive du solde commercial à la croissance.

TABLEAU 2.
CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB (EN %)

	1972-76	1977-81	1982-85
PIB	4.5	13.0	6.8
Absorption :	3.6	12.6	3.8
-Consommation des ménages	2.1	7.5	2.7
-Consom. des Administrations	1.0	0.5	0.6
-Investissement brut	0.4	4.6	0.6
Solde extérieur	0.9	0.4	3.0

Sources : WTA mars 1990

(Valeur moyenne des contributions sur chaque période)

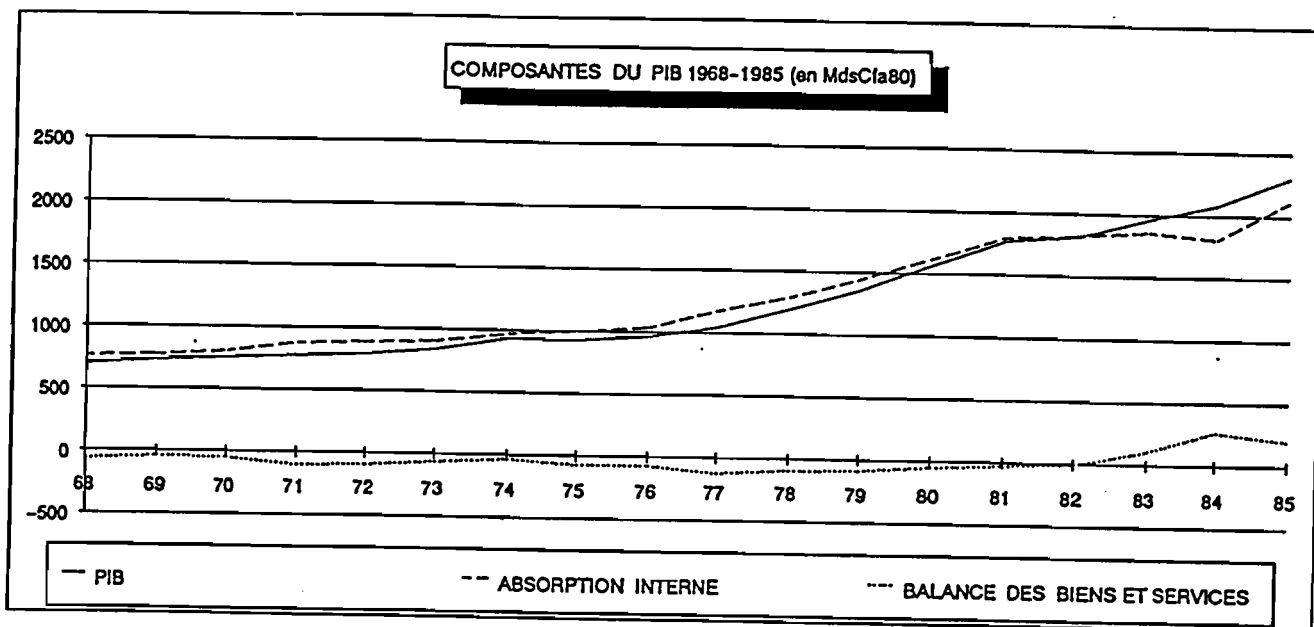
En ce qui concerne les **composantes de l'absorption**, depuis 1968 l'indice d'investissement brut en volume a crû plus vite que celui de la consommation, qu'elle soit publique ou privée, malgré une évolution plus erratique. Mais c'est à partir de 1976 que l'investissement explose, tandis que le rythme de croissance de la consommation augmente légèrement. En 5 ans, l'investissement (1977-1981) a été multiplié par 3, alors que la consommation s'élevait de 50%. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre de l'injection massive des revenus pétroliers dans l'économie, la consommation des administrations est la composante de l'absorption qui s'accroît le plus faiblement. Une des manifestations du "mal hollandais" (dutch disease) n'apparaît pas au Cameroun, au moins dans les premières années du boom pétrolier. On verra par ailleurs que les principales exportations non pétrolières n'ont pas régressé, ce qui amène à constater l'absence des principaux symptômes du "dutch disease".

De 1981 à 1985, l'investissement retrouve sa tendance d'avant la découverte du pétrole, alors que la consommation privée reste plus soutenue et celle des administrations ne marque pas d'inflexion notable. On peut, d'ailleurs, s'interroger sur la fiabilité des sources statistiques qui annoncent une augmentation en volume de la consommation privée supérieure à 20% en 1985.

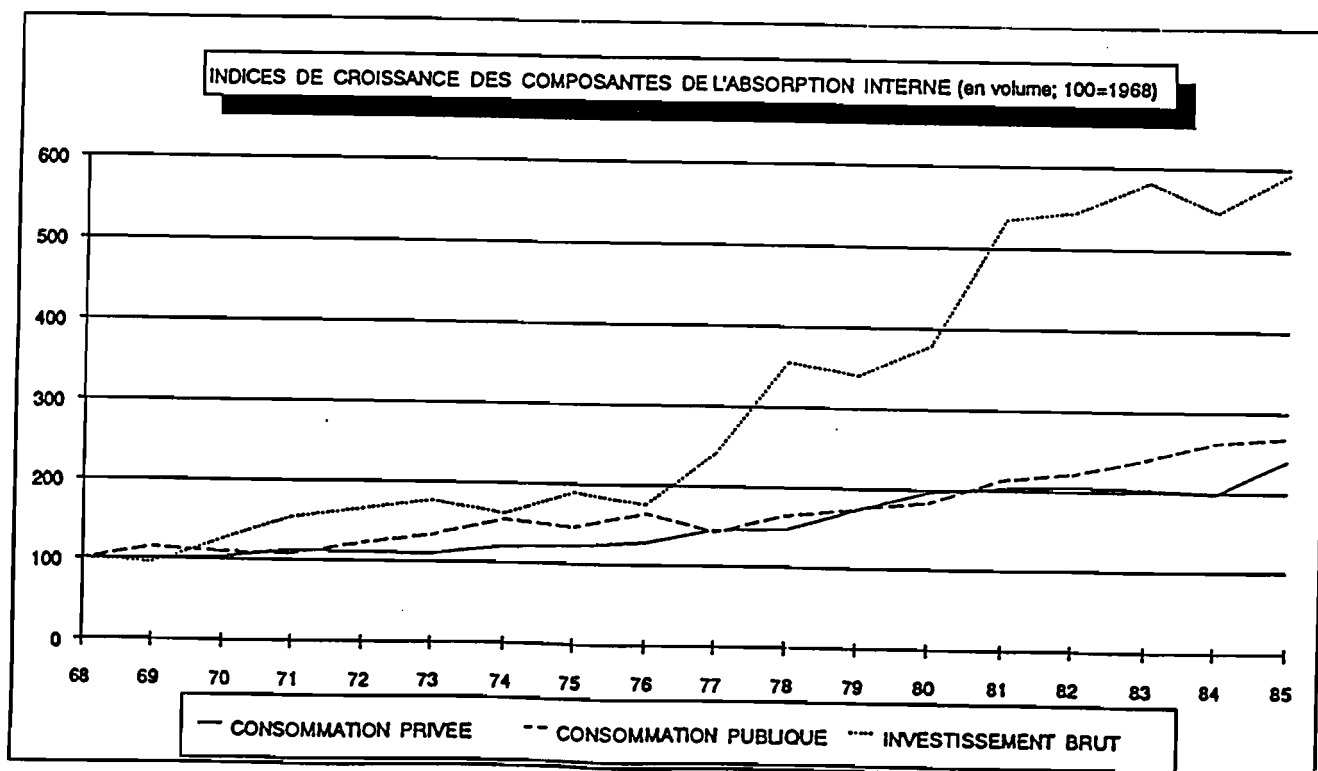
1 Taux de croissance de chaque emploi, pondéré par sa part dans le PIB de l'année précédente.

Au sortir d'une phase de forte croissance (1977-1985) tirée par la mise en place d'une capacité nouvelle d'exportation qui a "in fine" profité au niveau de vie des ménages, le Cameroun semble bien engagé sur la voie d'une dynamique de développement tirée par le commerce extérieur.

GRAPHIQUE 5.



GRAPHIQUE 6.

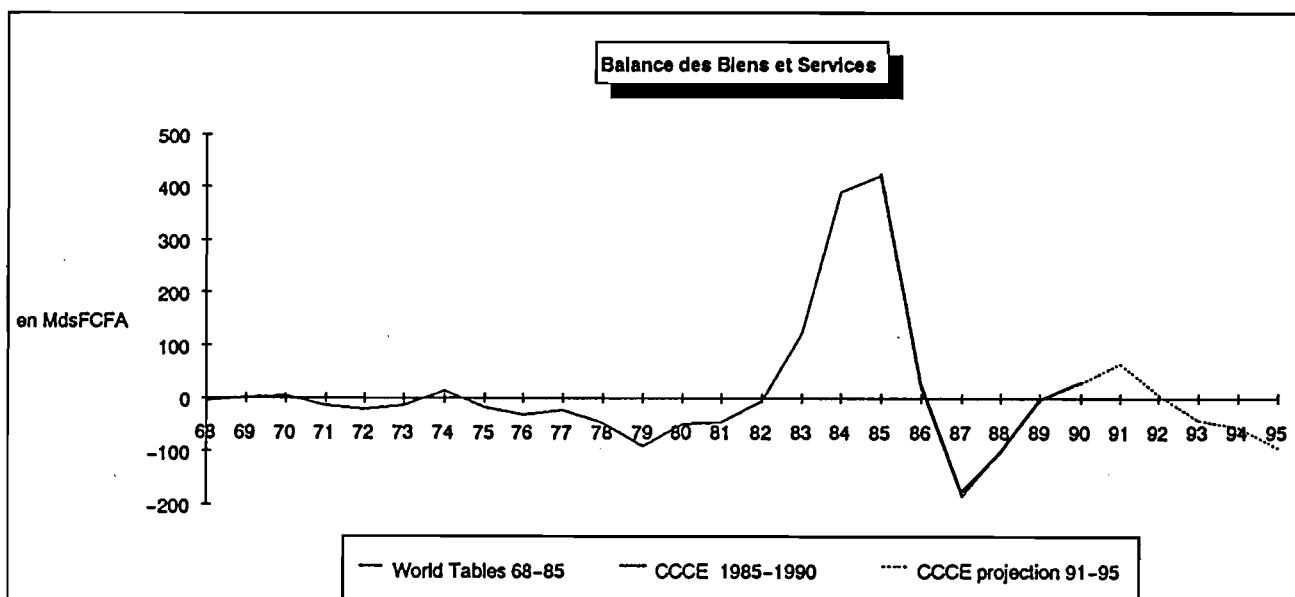


Il convient de s'interroger, à ce stade, sur le sens des incertitudes nées de l'imperfection très forte des comptes nationaux de certaines années au vu de l'ampleur des fluctuations de la consommation des ménages enregistrées certaines années (cf. encadré sur les Comptes Nationaux du Cameroun). S'il est avéré que les exportations pétrolières ont été sous-évaluées sur la période 1977-1985, conduisant à un gonflement de la consommation des ménages, calculée par solde, la correction de cet effet, à production constante, conduirait à renforcer le diagnostic sur le rôle positif du commerce extérieur en volume qui est acquis à la fin de cette période.

A4- LE SECTEUR EXTERNE : après un déficit lancinant sur toute la décennie 1970, le solde extérieur est marqué par une embellie puissante, mais malheureusement éphémère, entre 1982 et 1986

La périodisation, évoquée dans la description de la croissance, se retrouve sur l'évolution de la balance des biens et services (cf. graphiques 7 et 8) ;

GRAPHIQUE 7

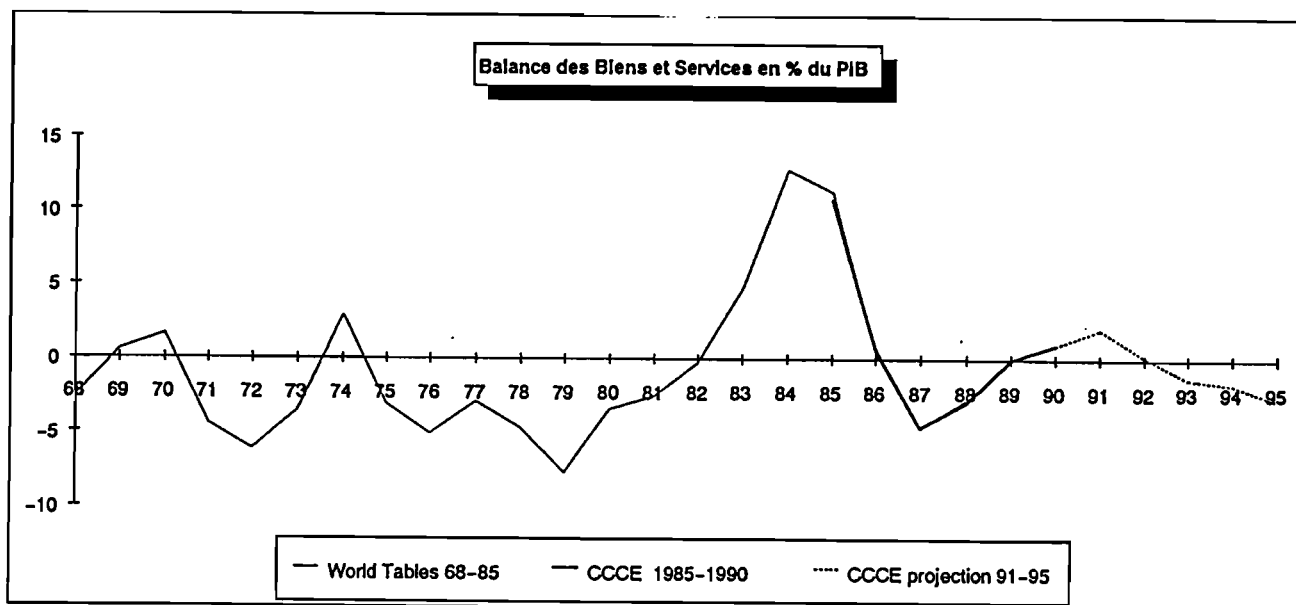


- jusqu'en 1976, on constate un solde légèrement négatif en moyenne en FCFA ; cependant, mesuré en part du PIB, il apparaît plus fort qu'aujourd'hui et très instable ;

- de 1977 à 1979, le déficit se creuse sous l'effet d'un fort choc sur les termes de l'échange ;

- de 1980 à 1986, le solde extérieur se redresse fortement pour devenir positif après 1982, mais s'annule à nouveau en 1986 ; en 1984 et 1985 il dépasse 10% du PIB.

GRAPHIQUE 8



Il est intéressant de lire l'évolution du solde extérieur à travers la décomposition du taux de couverture en valeur en deux composantes que sont le taux de couverture en volume et les termes de l'échange.

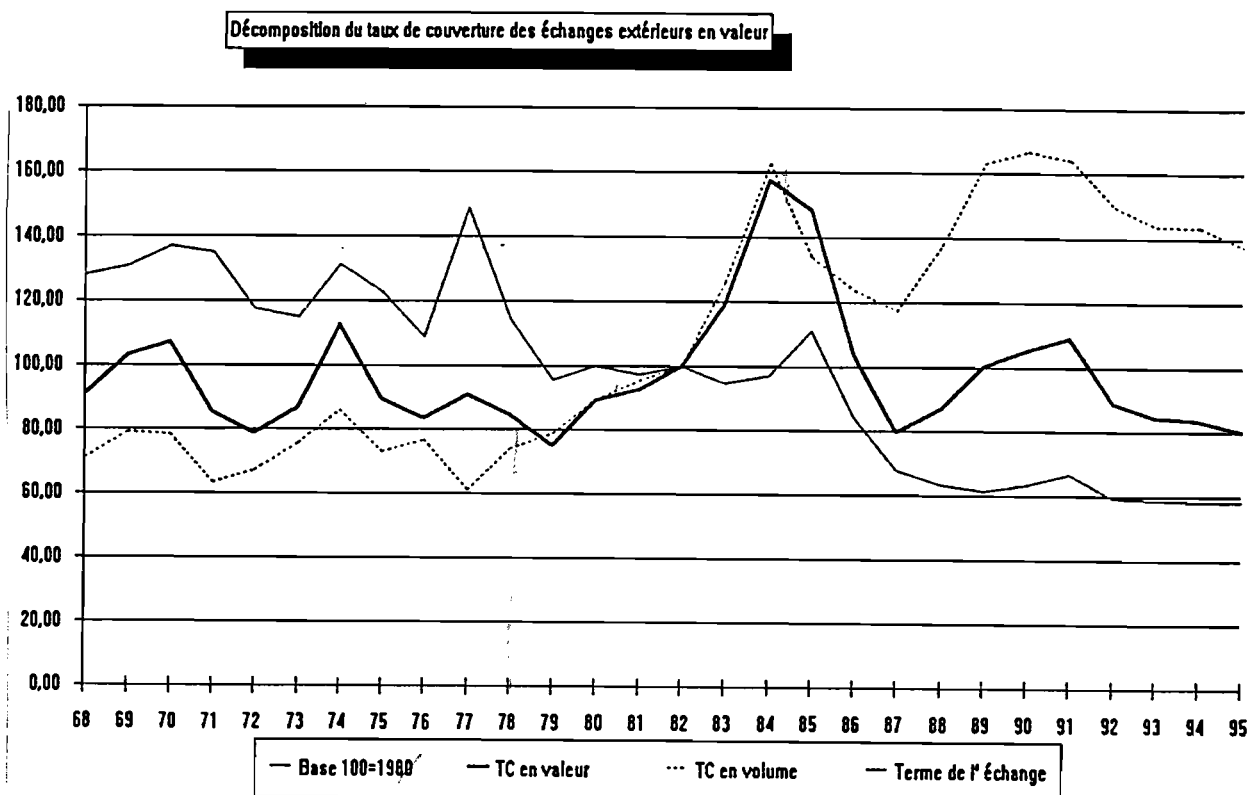
$$TC = P_x X / P_m M = (P_x / P_m) \times (X / M) = TE \times TCV$$

avec :

$$TE = \text{termes de l'échange } (P_x / P_m)$$

$$TCV = \text{taux de couverture en volume } (X / M)$$

GRAPHIQUE 9



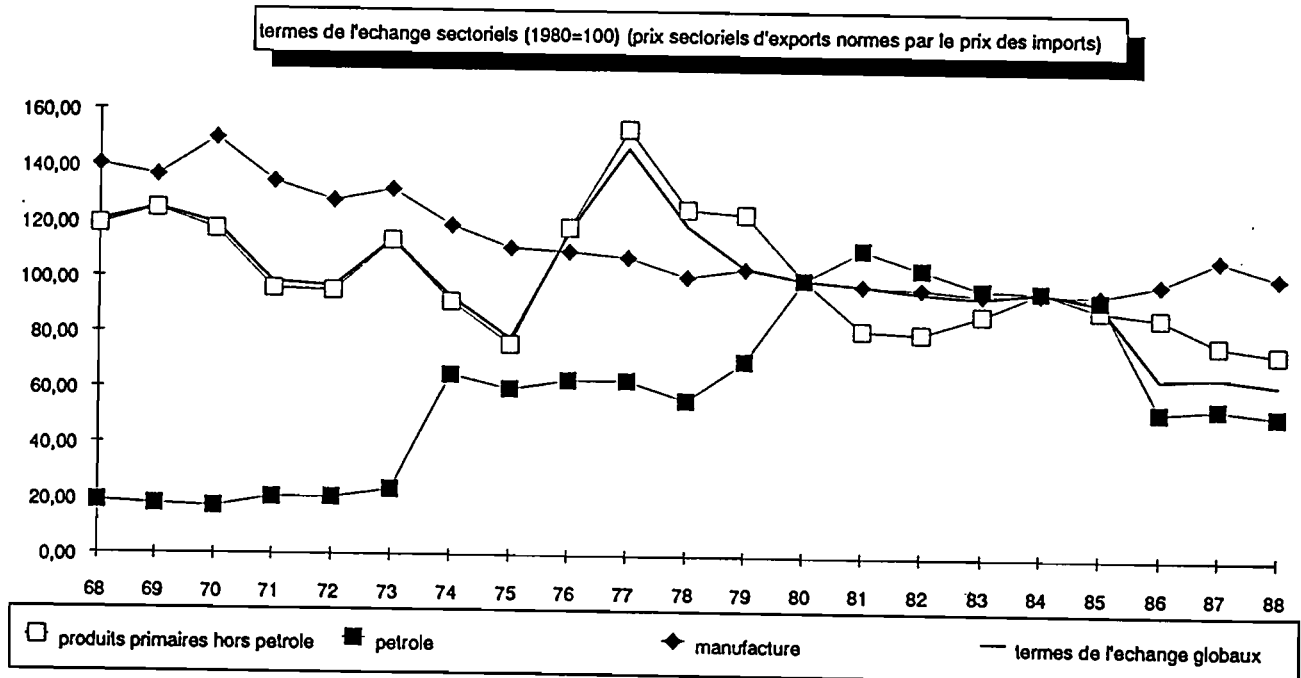
Le graphique 9 permet de visualiser la décomposition du taux de couverture en valeur (mis en base 100 en 1982 où le solde était équilibré) en fonction de ses deux composantes :

- **Les termes de l'échanges** : ils connaissent une dégradation tendancielle de 1968 à 1985 qui s'accompagne de très grande variabilité jusqu'en 1979. A l'inverse, la période de 1979 à 1984 est marquée par une grande stabilité.

Sur cette période le Cameroun enregistre déjà une forte dégradation de ses termes de l'échange. En effet, sur la période 1979/84, ils sont environ 22% plus bas que sur la moyenne des dix années précédentes, après une baisse de plus de 40% entre 1977 et 1979 (soit du même ordre de grandeur de la baisse enregistrée entre 1985 et 1987).

La dégradation, puis la stabilité des termes de l'échange recouvrent une modification profonde de la composition des exportations du Cameroun. Aussi, si on déflate les prix des grands produits d'exportations par le prix des importations totales, on peut noter que (cf. graphique) :

GRAPHIQUE 10



- jusqu'en 1977, la fluctuation des termes de l'échange globaux s'identifie à celle des produits primaires hors pétrole ;

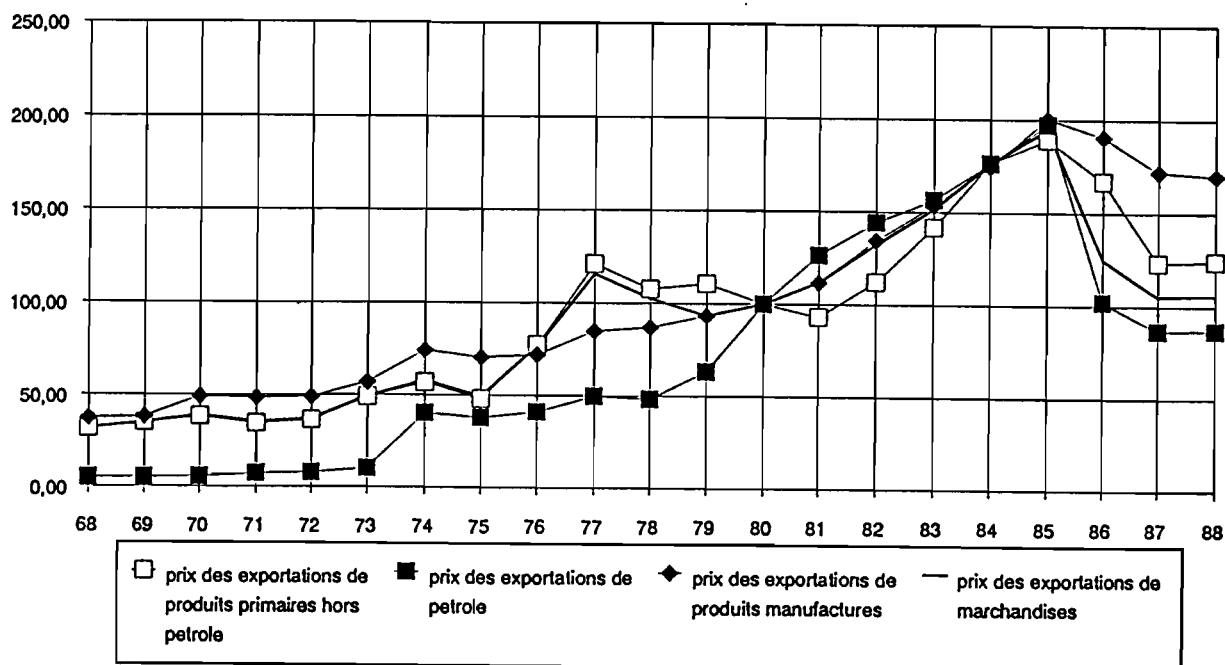
- de 1980 à 1982, l'amélioration des termes de l'échange du pétrole compense la dégradation de ceux des produits primaires, du fait surtout de la forte hausse du prix du baril ; le poids des exportations pétrolières restant encore minoritaire dans le total en 1981 (35% pétrole, 62% agriculture).

Après 1982, les parts s'inversent entre l'agriculture et le pétrole, dont les fluctuations vont alors entraîner celles des termes de l'échange totaux non seulement à cause des amplitudes des cours, mais surtout du poids pris par le pétrole dans le total des échanges en volume.

En résumé, il faut noter enfin que le Cameroun n'a pas pu profiter de la forte croissance du prix de ses exportations de 1980 à 1985 (doublement de l'indice des prix), qui aurait pu être une aubaine pour un pays "price-taker", car ses termes de l'échange sont restés stables.

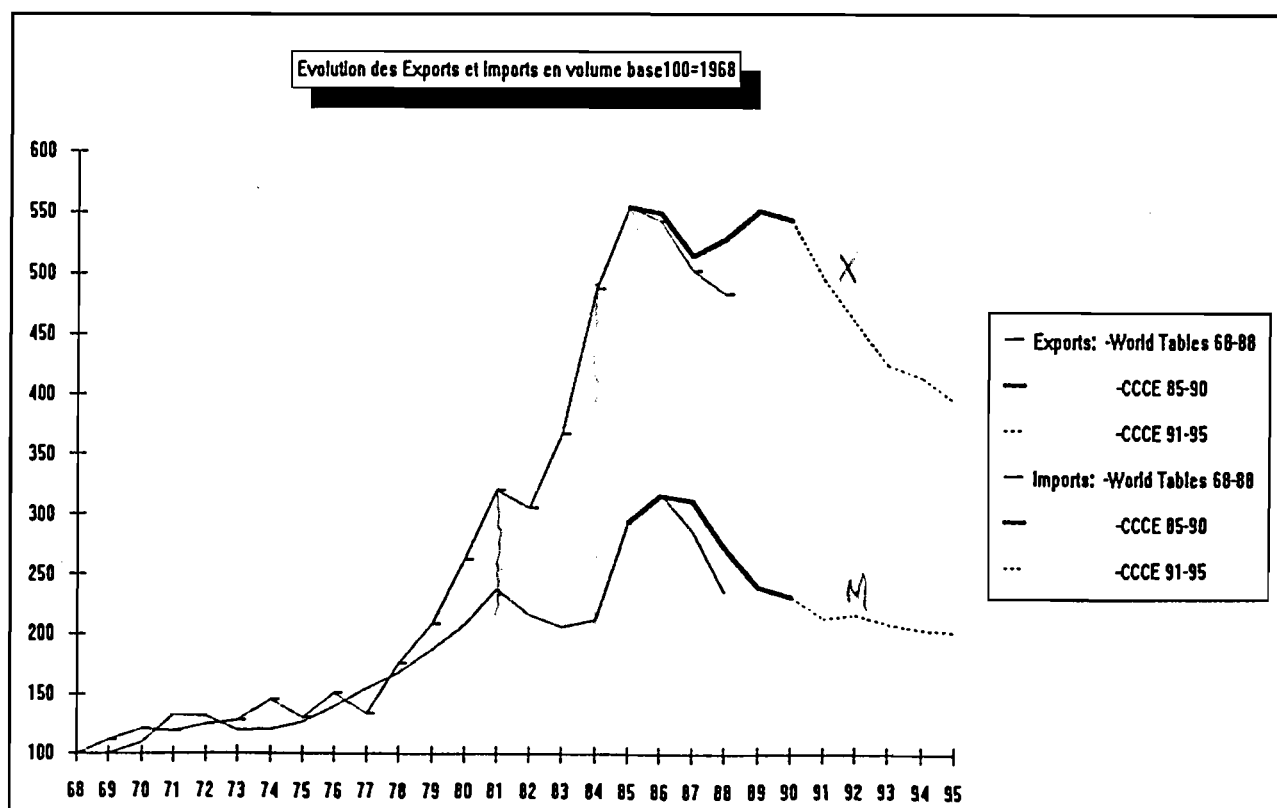
GRAPHIQUE 11

INDICES DU PRIX DES EXPORTATIONS (FCFA ; 1980=100)



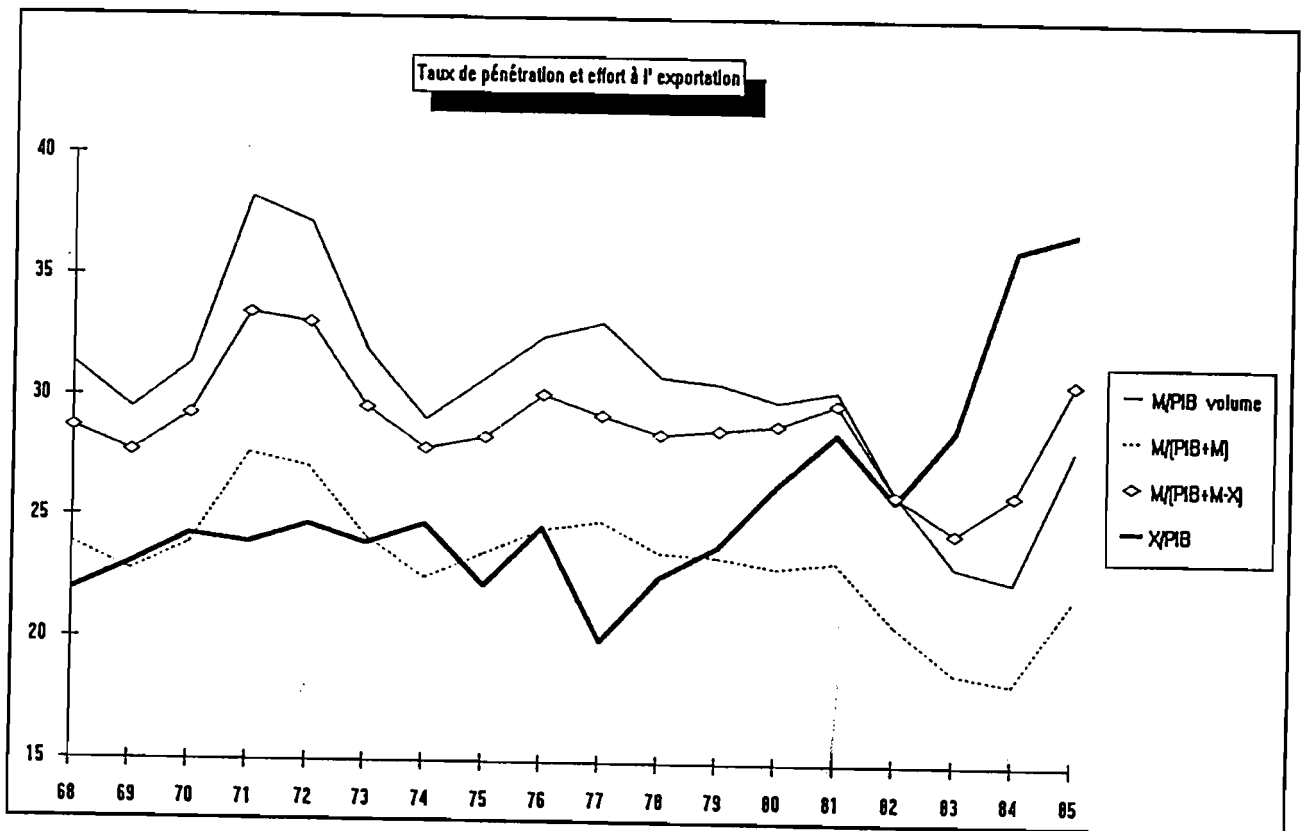
- Le taux de couverture en volume : après une période de fluctuations, sans tendance apparente, jusqu'en 1978, le taux de couverture en volume s'améliore continuellement jusqu'en 1984 (doublement en sept ans) sous l'effet du développement des exportations pétrolières. Jusqu'en 1981, cette amélioration recouvre une hausse soutenue des exportations mais aussi des importations, liée au développement de la demande intérieure, de l'investissement notamment. Par la suite, la demande intérieure, et surtout, l'investissement ralentissent. La hausse du taux de couverture est imputable aux exportations dont le développement se poursuit, lentement dans les secteurs agricoles et industriels, mais fortement dans le secteur pétrolier, le total culminant en 1985 (en 1986 pour les seules marchandises).

GRAPHIQUE 12



La réduction de la part de l'investissement dans la demande interne a contribué à l'amélioration du taux de couverture en valeur ; en effet, on constate (cf. graphique ci-dessous) de 1981 à 1984 une baisse du contenu en importation de la demande interne ($M/(PIB+M-X)$), alors que l'effort à l'exportation se poursuit (X/PIB).

GRAPHIQUE 13

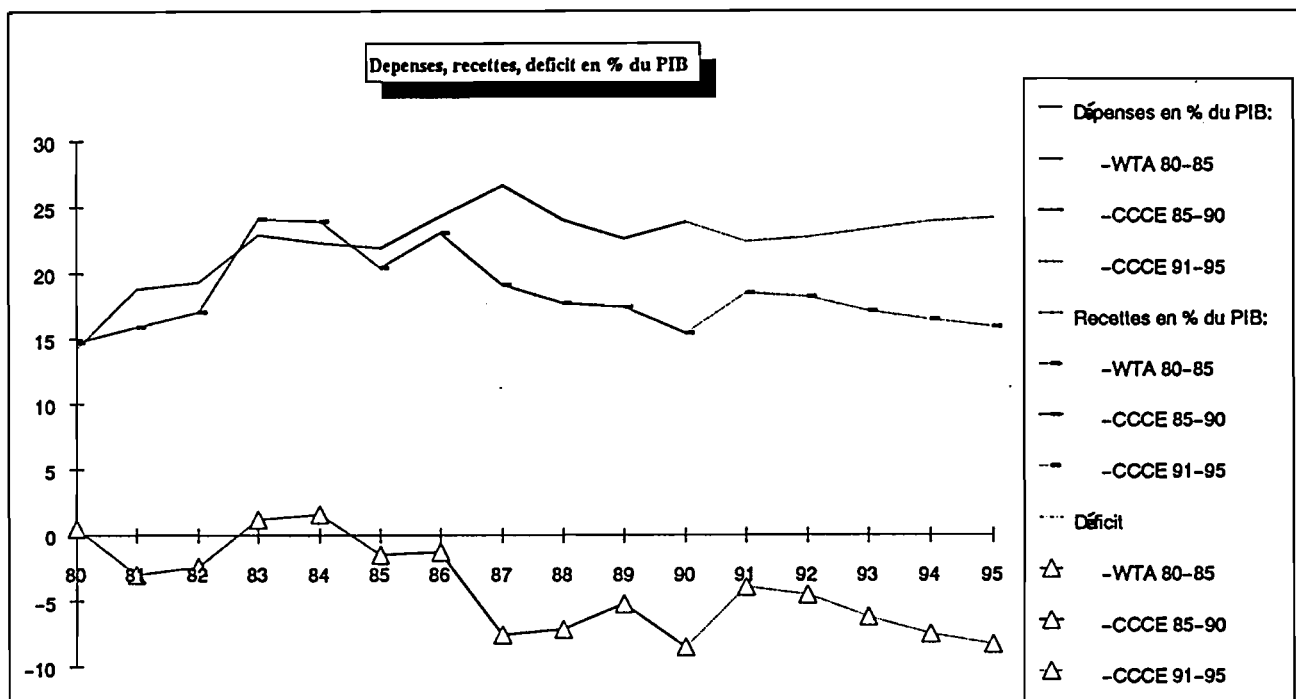


En conclusion, le Cameroun apparaît, au début des années 1980, dans une situation plus solide du point de vue du taux de couverture en valeur qu'au cours des quinze années précédentes ; en effet, la mise en place d'un nouveau potentiel d'exportations a entraîné une forte hausse du taux de couverture en valeur, dont la fluctuation est plus maîtrisable du point de vue interne que celles des termes de l'échange imposés de l'extérieur.

A5- LES FINANCES PUBLIQUES : un solde budgétaire qui reste au voisinage de l'équilibre malgré une évolution soutenue des dépenses

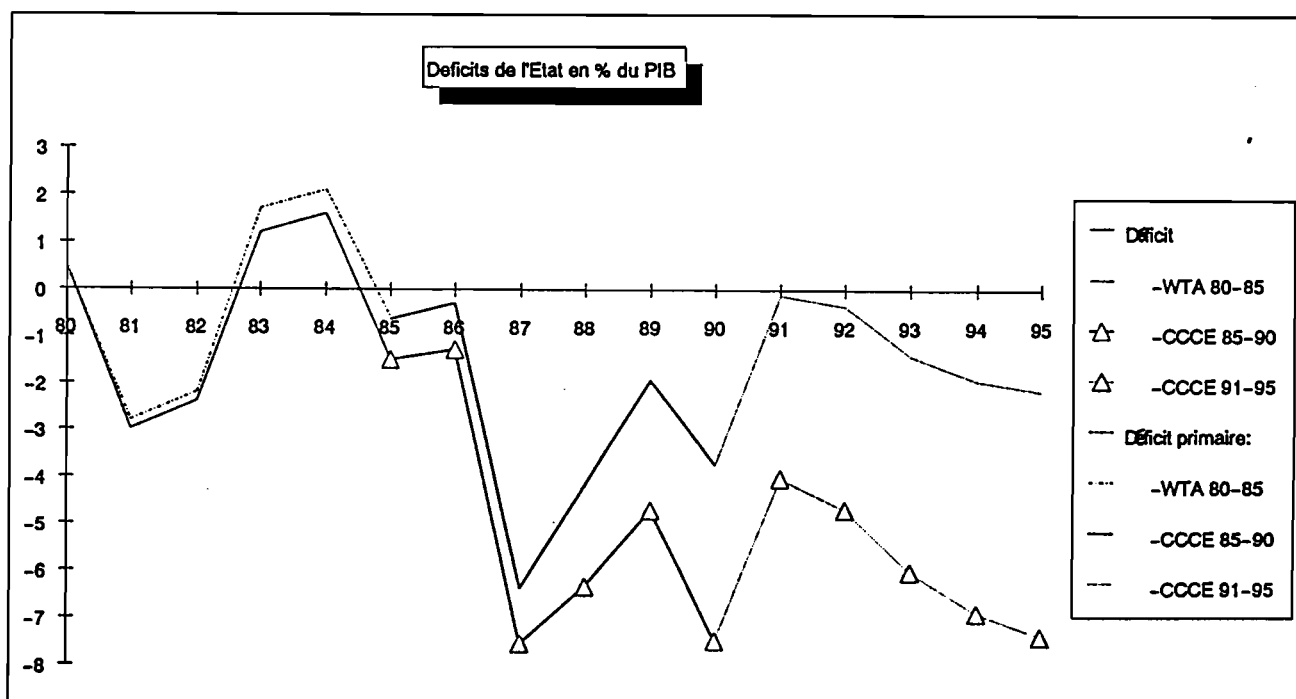
Mesuré en part du PIB, le poids des dépenses de l'Etat passe de 14% en 1980 à 22% en 1985, les recettes, quant à elles, passent de 15% à 20% aux mêmes dates, après avoir atteint un maximum de 24% en 1983 et 1984 ; ces deux années dégagent de ce fait un excédent budgétaire (cf. graphique).

GRAPHIQUE 14



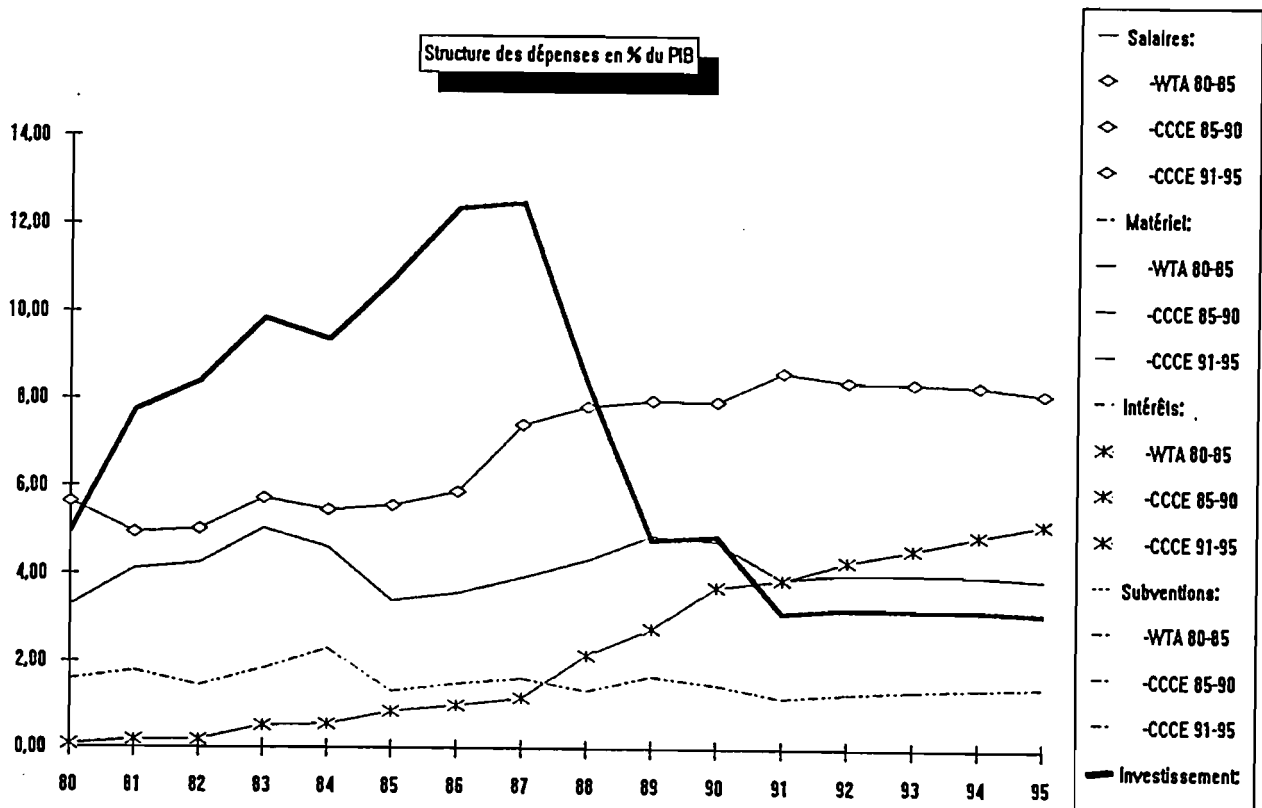
Sur la période 1980-1985, les soldes budgétaires, primaire et total, ne sont pas significativement différents (cf. graphique).

GRAPHIQUE 15



A5.1) L'évolution de la composition des dépenses, appréciée en part du PIB, fait apparaître (cf. graphique) :

GRAPHIQUE 16



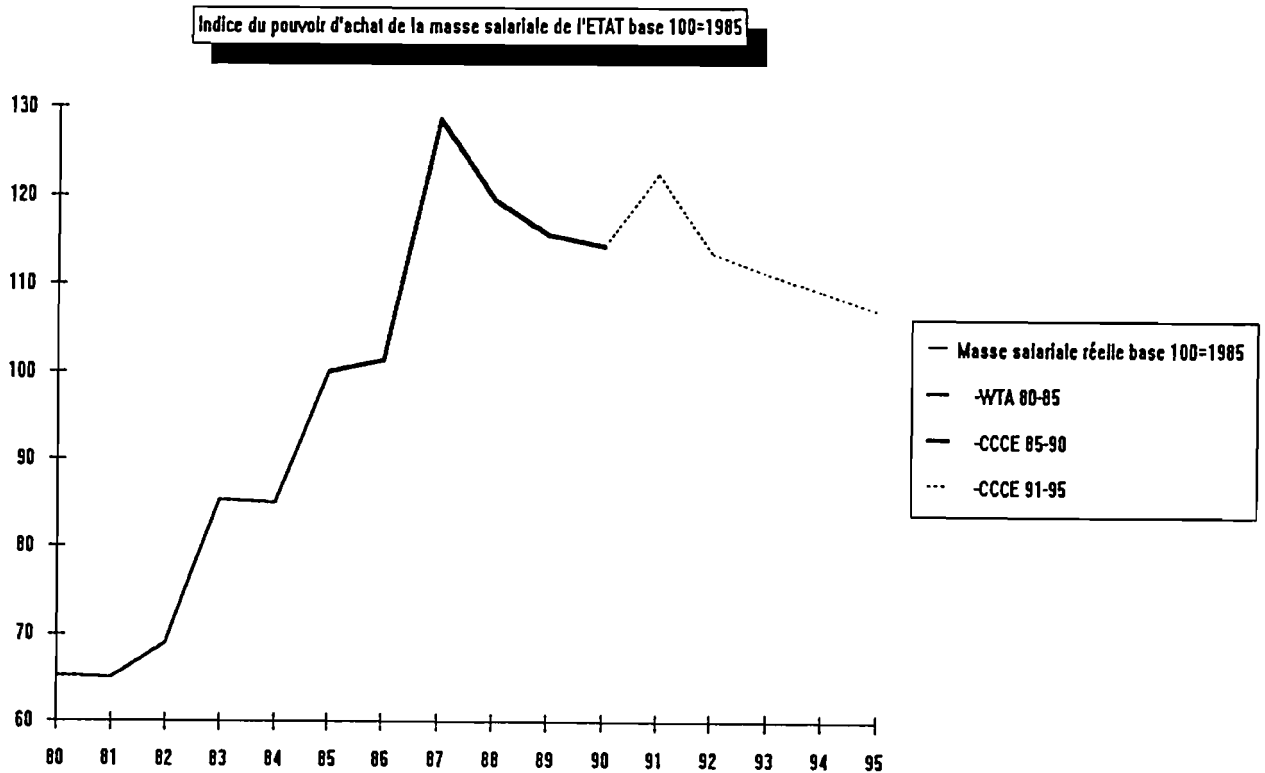
- une stabilité du poids des salaires aux alentours de 5,4% ;
- une forte montée du poids de l'investissement, qui passe de 5% en 1980 à 10,7% en 1985 ;
- une poussée des dépenses en matériel jusqu'en 1983, où elles représentent un niveau voisin de la masse salariale, suivie d'un reflux jusqu'en 1985 où leur part revient à un niveau voisin de 1980 ;
- les subventions accompagnent la croissance, se maintenant aux alentours de 1,5% du PIB ;
- le poids des intérêts reste faible, moins de 1%, signe d'un développement de la croissance de l'Etat largement autofinancée (ou parfois par la constitution d'arriérés).

Le développement quasi-équilibré des dépenses et des recettes traduit la volonté de l'Etat d'amorcer un développement du pays, par le biais de l'investissement, en phase avec l'évolution de ses nouvelles ressources providentielles.

Appréciée "ex-post" (ce qui est toujours confortable) et replacée dans une perspective de long terme, cette sagesse doit cependant être relativisée. En effet, la dynamique des recettes pétrolières, au moins pour sa composante prix, ne pouvait être considérée comme permanente tant le niveau du prix du baril atteint au cours du second choc pétrolier était alors considéré comme injustifiable économiquement, contrairement à celui atteint au premier choc. De plus, la surévaluation du dollar était unanimement reconnue au début des années 80.

L'impression de bonne gestion sur cette période disparaît lorsque l'on considère l'évolution de la masse salariale de l'Etat, dépense socialement moins flexible que l'investissement.

GRAPHIQUE 17

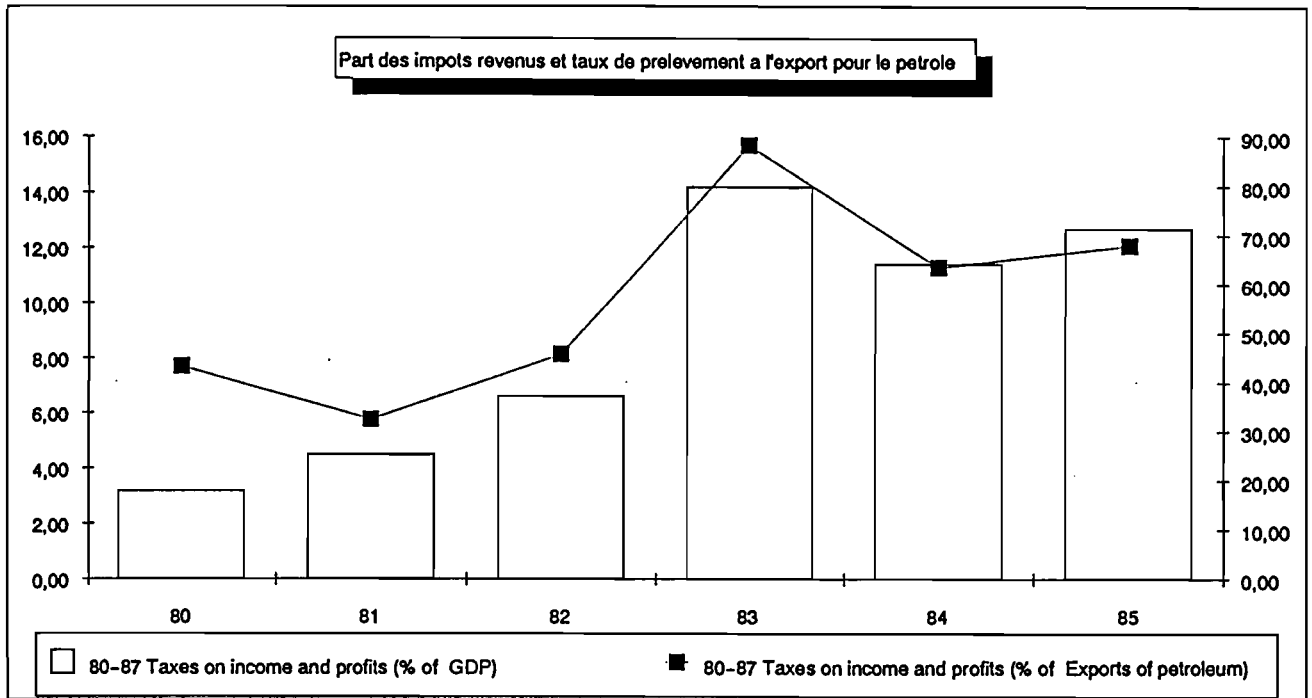


Ainsi, la stabilité, en part du PIB, de la masse salariale versée par l'Etat recouvre une forte élévation de celle-ci ; elle est, en effet, multipliée, entre 1980 et 1985, par 2,6 en valeur nominale et par 1,5 en valeur réelle (voir graphique 17). Cette expansion très soutenue de la rémunération des fonctionnaires, même si elle apparaît supportable compte tenu de l'évolution observée des recettes de l'Etat, était cependant excessive dans la mesure où les principales recettes étaient assises sur des variables très instables, comme le prix du baril de pétrole et le taux de change du FCFA. La masse salariale étant, par nature, une variable peu flexible à la baisse, son développement aurait dû être conçu dans une perspective de long terme, et donc plus relié aux potentialités de croissance en volume, c'est-à-dire en adoptant un comportement plus prudent pour un pays soumis à des fluctuations des termes de l'échange qu'il ne peut maîtriser.

A5.2) L'évolution des recettes : une hausse du poids dans le PIB des recettes pétrolières, légèrement tempérée par la baisse relative du poids des impôts indirects

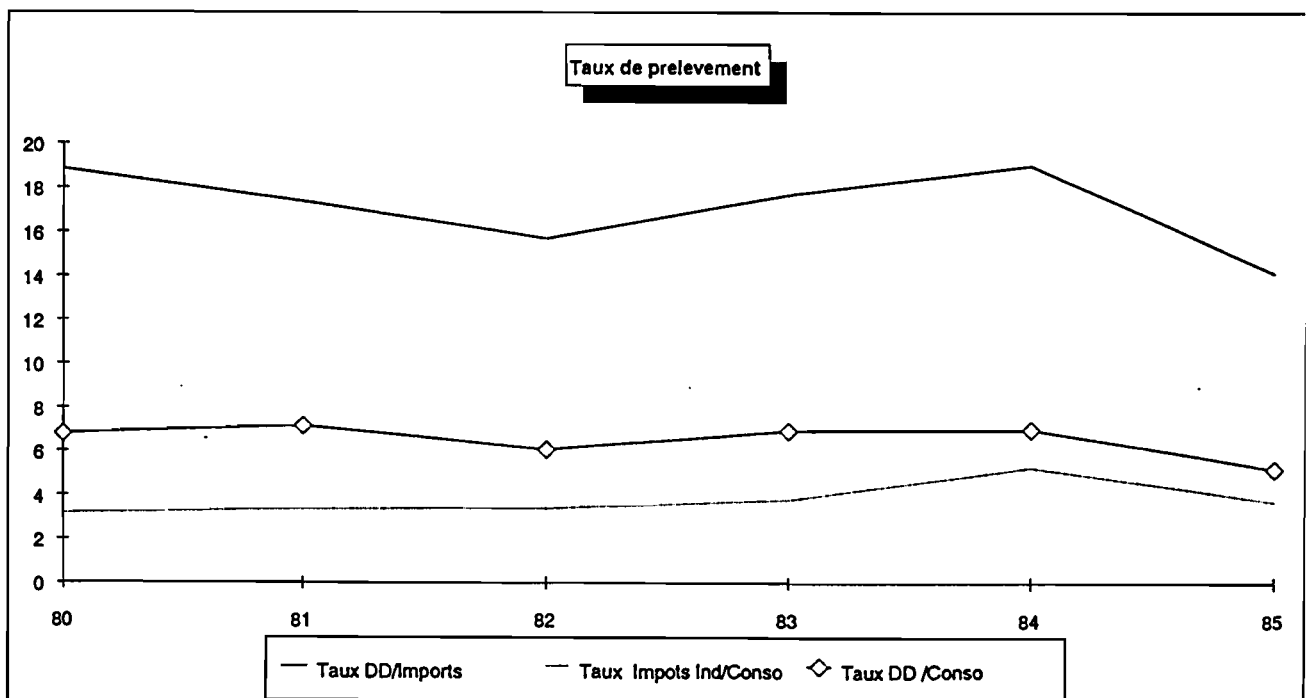
. La hausse de la part de l'impôt sur les revenus et les profits reflète la hausse des revenus tirés du pétrole par l'Etat, à travers la redevance SNH et la fiscalité sur les compagnies pétrolières. Sur la période 1980-1985, les données ne permettent pas d'isoler les revenus pétroliers, qui constituent cependant la part la plus importante des impôts directs ; aussi, il est intéressant de noter que la hausse de la part de cette catégorie d'impôt dans le PIB (de 8 à 12%) et, partant, de l'ensemble des recettes de l'Etat (cf. graphique 18) est corrélée avec celle de la part des impôts directs dans les exportations de pétrole (de 40 à 70%). La hausse de ce dernier taux de prélèvement est le reflet d'une taxation accrue des sociétés pétrolières.

GRAPHIQUE 18



La tendance à la baisse de la part des autres taxes dans le PIB reflète la baisse de la part des droits de douane dans le PIB (cf. graphique 19). Cette évolution n'est, pour l'année 1985 exceptée, que le reflet de la baisse de la part des importations dans le PIB. En effet, le graphique montre que la part des droits de douanes dans les importations, ou dans la consommation, ainsi que celle des autres droits indirects dans la consommation, sont relativement stables jusqu'en 1984 et en aucun cas ne présentent de tendance baissière.

GRAPHIQUE 19

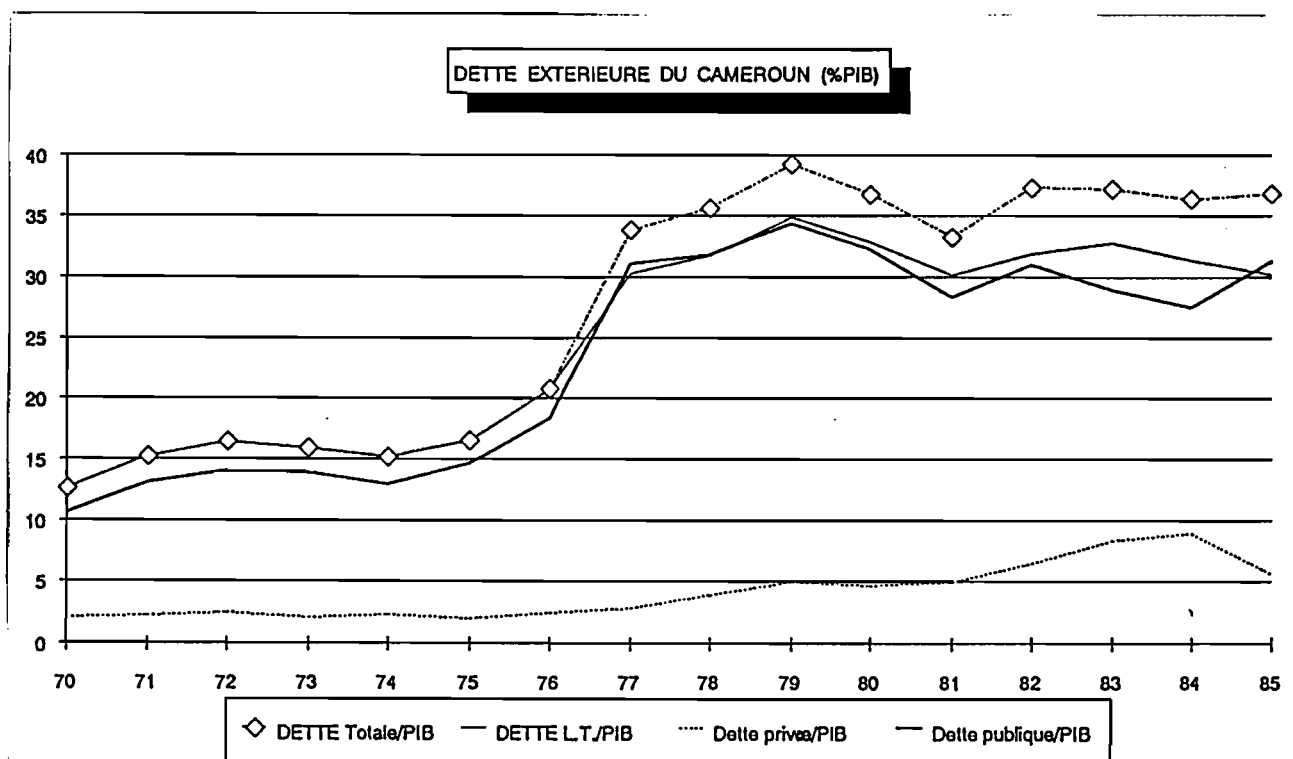


Cette stabilité des taux apparents d'imposition est avant tout dépendante de la fiabilité que l'on peut accorder à la valeur des dénominateurs (importations, consommation, PIB).

A6- L'EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE

Les estimations de la dette extérieure du Cameroun sont encore incertaines aujourd'hui et si, pour l'appréciation du poids du remboursement de la dette à venir on se calera sur l'information donnée par la dernière mission financière (octobre 90), on retiendra pour le passé les données de World-Tables.

GRAPHIQUE 20



Le graphique 20 montre une stabilisation de la dette extérieure depuis le début des années 1980 autour d'un niveau de 37% du PIB, alors qu'elle ne représentait que 15% du PIB au début des années 1970. La hausse de plus de vingt points de ce ratio en cinq ans recouvre la période de mise en place de la capacité de production pétrolière.

La dette extérieure apparaît principalement publique, même si la part de la dette privée s'accroît régulièrement depuis les années 1970 et jusqu'au point culminant du boom pétrolier.

B- LES PERFORMANCES DU CAMEROUN DEPUIS 1985 : déclenchement et diffusion de la crise économique

INTRODUCTION

Les années 1985 et 1986 marquent la fin de la période faste pour l'économie camerounaise et le début d'une récession dont le pays n'est pas encore sorti aujourd'hui. Entre 1984/85 et 1985/86 les termes de l'échange se sont effondrés, entraînant le pays dans une crise profonde. En monnaie nationale, le prix du pétrole perd 42,1%. C'est la conséquence d'un double mouvement d'appréciation de taux de change nominal FCFA/US\$ et de chute des prix pétroliers exprimés en dollars sur le marché mondial.

L'année suivante, le prix des exportations connaît un nouveau déclin de 27,8%. Mais cette fois la régression est généralisée. On enregistre -38,6% pour le pétrole, -44,8% pour les produits raffinés, -31,3% pour les services marchands et -16,6% pour l'agriculture d'exportation.

Compte tenu de la structure des exportations camerounaises (les biens manufacturés ne représentent que 5% des exportations) et de la moindre dérive des prix d'importation, les termes de l'échange accusent une première contraction de 24,5% en 1985/86 et de 19,1% l'année suivante.

Ce choc externe, subi par le Cameroun (d'une part le pays est "price taker" sur l'ensemble de ses produits d'exportation, et d'autre part, la gestion du taux de change est réglée par les conventions régissant la zone franc), a provoqué une série de répercussions en chaîne, néfastes pour l'économie du pays.

L'impact de la baisse des recettes d'exportation se fait immédiatement sentir sur la balance courante, et avec un an de décalage sur les finances publiques. En 1985/86, la balance commerciale se réduit mais reste positive, alors que la balance courante connaît son premier déficit depuis 1982 (-217 milliards de Fcfa). Malgré un apport net de capitaux à court terme (rapatriement des placements publics à l'étranger), la balance de base devient irrémédiablement négative dès 1986/87, entraînant le pays dans le cercle vicieux de l'endettement externe, malgré l'effort d'ajustement des Finances Publiques.

Du côté des Finances Publiques, le gouvernement réussit à limiter l'impact de la perte des termes de l'échange en 85/86, grâce au rapatriement de comptes pétroliers hors budget, placés à l'étranger. Mais cette manne s'épuise rapidement, et un déficit (engagements) de 7,5% du PIB apparaît en 1986/87. En 1989/90 le déficit public n'avait pu être résorbé (7,4% PIB), malgré des politiques sévères de restriction budgétaire mises en oeuvre à partir de l'exercice 1987/88.

Les principaux rouages de l'économie camerounaise ont été déréglés par ces chocs externes, entraînant une récession brutale dans la plupart des secteurs productifs. En particulier, on observe une quasi-faillite du système bancaire "formel" très dépendant des créances accordées au secteur public (qui accumulera sur la période un important montant d'arriérés de paiements), qui en retour placera l'économie en situation d'illiquidité.

Nous chercherons dans ce chapitre à mettre en lumière les principaux mécanismes de diffusion de la crise depuis son déclenchement et à établir le plus précisément possible le bilan macroéconomique du pays au cours de ces cinq années de crise. Nous aborderons successivement les performances de croissance du Cameroun tant en termes sectoriels qu'en termes de demande (partie B1 et B2), la dynamique du secteur extérieur et des finances publiques (partie B3 et B4), pour conclure sur les caractéristiques de l'endettement extérieur en fin de période.

Pour analyser les performances du Cameroun pour les cinq dernières années, nous nous baserons sur les données élaborées par la CCCE, dans la mesure où c'est elle qui fournit les statistiques les plus détaillées et qui a mené les investigations les plus poussées pour procéder aux corrections à apporter aux données officielles (voir encadré sur les statistiques au Cameroun, page suivante).

ENCADRE

LES STATISTIQUES DU CAMEROUN : DES PROBLEMES DE SOURCES

Autant l'analyse économique de la croissance camerounaise sur longue période est un champ peu exploré, autant les études portant sur les dernières années (notamment à partir du déclenchement de la crise en 1985/86) sont nombreuses et bien documentées. Il est d'ailleurs paradoxal qu'il faille attendre la dégradation des conditions économiques et l'intervention des institutions multilatérales pour qu'on commence à se préoccuper sérieusement de la qualité du système d'informations économiques. Mais la multiplication des études s'accompagnent d'une diversification des sources statistiques mobilisables, mettant en évidence la fragilité, voire l'aspect douteux de la mesure des grands agrégats du Cameroun.

Les différents documents existants permettent de se faire une idée de la divergence des sources statistiques. Nous chercherons à évaluer le poids de ces divergences dans le diagnostic de la crise camerounaise, et des politiques qui ont été appliquées depuis 85/86.

Le premier constat que l'on peut tirer de la confrontation des sources met en évidence de fortes variations des différents agrégats d'une source à l'autre. Les écarts sont aussi importants lorsque l'on compare, pour une même source, les révisions successives au cours du temps.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB (en volume, %)

PIB en valeur (milliards de Fcfa)

	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90		84/85	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
CCCE (mars 91)	-	3.7	4.5	-10.6	-4.7	-2.8	CCCE	3956	3810	3775	3385	3233	3168
FMI, stat. annex (mai 1990)	-	7.4	-2.3	-7.7	-2.4	-3*	FMI, stat. annex (mai 1990)	-	4166	3969	3695	3495	3346*
GUBIAN. (1988)	8.1	10.1	-1.7	-7.9	-19.5	-	GUBIAN. (1988)	3923	4071	3890	3641	2867	-
World Tables (mars 1990)	-	5.8	-2.8	-5.9*	-	-	World Tables (mars 1990)	3758	3976	3864	3637	-	-
Banque Mondiale (juin 1990)	-	-	-2.8	-8.6	-6*	-	FMI (mission d'octobre 90)	4047	4050	3856	3428	3392	3360

Ainsi le taux de croissance du PIB varie de -2,8% à +2,7% en 86/87 et de -14,4% à -7,7% en 87/88.

Les travaux réalisés par J-J. AERTS(*) ont montré que la dernière année raisonnablement fiable pour les comptes nationaux date de 1984/1985. Les comptes de 1985/1986 ont été fortement surévalués. L'exercice mené par J.J. AERTS estimait cette surévaluation du PIB au minimum à 6,5%. Plusieurs missions d'évaluation des comptes nationaux, effectuées pour le compte de la CCCE et du FMI au cours du dernier trimestre 1990, ont conduit à un consensus pour retenir l'année 1984/1985 comme année de base. Les données pour cette année, intégrant l'ensemble des informations disponibles, font, elles aussi, l'objet d'un consensus de la part des deux instituts ci-dessus mentionnés.

Contrairement aux analyses menées précédemment sur le passé (1960-1985), les données ne seront plus présentées en années calendaires (telles qu'elles apparaissent dans les annuaires statistiques de la Banque Mondiale), mais en années fiscales, sur la base desquelles sont construits les comptes de la Nation. Celles-ci courent du 1er juillet au 31 juin de l'année suivante. Sur la période 1984/1985 - 1989/1990, on peut distinguer trois types d'années, en fonction de leur mode d'élaboration :

- L'année 1984/1985 correspond à l'année de base, par laquelle l'information primaire disponible est la plus importante ;

- Les années 1985/1986 et 1986/1987 ont été construites à partir des publications de la balance commerciale et du compte de l'Etat, ainsi que des diverses informations en volume et en valeur (notamment sur l'agriculture de rente et le secteur pétrolier) ;

- Enfin, les années 1987/1988 à 1989/1990 ont été calées sur la balance commerciale et le compte de l'Etat, fournis par les organismes en charge de leur élaboration.

Pour le reste des séries utilisées, elles ont été générées par le modèle TABLO, qui assure la cohérence comptable des principaux agrégats, sur l'ensemble de la période.

(*) J.J. Aerts : Quelques remarques sur la Comptabilité Nationale du Cameroun, CCCE, 24 octobre 1990.

B1- LA CROISSANCE ET LES EMPLOIS DU PIB : une récession forte sous l'effet du recul de l'investissement public

Le taux de croissance du PIB faiblit en 1985/1986 et 1986/1987, tout en restant positif. Avec un taux d'environ 4% par an, le pays n'assure plus qu'une légère amélioration du PIB par tête après une phase de croissance rapide. Au cours de ces deux années, c'est la consommation qui tire la croissance, tandis que la balance commerciale a une contribution négative. La ponction du commerce extérieur est imputable à la croissance des importations de marchandises et à la chute des exportations de services en 1985/1986, puis à ce seul dernier poste en 1986/1987.

Si l'investissement brut contribue positivement à la croissance (à raison de près de 2%) ces deux années, sa composition varie profondément d'une année à l'autre. En 1985/1986, les taux de croissance de l'investissement des ménages et des administrations sont particulièrement élevés (respectivement 20% et 10%), tandis que l'on observe un phénomène de déstockage. L'année suivante, l'investissement net s'affaïsse, mais il est compensé par un fort accroissement des stocks. Il faut cependant se garder de chercher à interpréter dans le détail les variations de stocks, dans la mesure où il s'agit d'un solde résiduel où viennent s'accumuler toutes les erreurs sur les autres postes.

La dégradation de l'investissement net en volume (-1,3%) en 1986/1987 est due aux entreprises qui réduisent l'accumulation de près de 10%, tandis que les administrations reconduisent leurs plans d'investissement, mais accroissent leur consommation de 19% (politique keynésienne ou inertielle ?).

Les deux années fiscales suivantes (1987/1988 et 1988/1989) sont caractérisées par une régression massive du PIB (respectivement -11% et -5%). Celle-ci est provoquée par l'affaïssement de la consommation et, surtout, de l'investissement. Ce sont les mesures de stabilisation "autonome", engagées par le gouvernement, qui jouent un rôle crucial dans la contraction de la demande. Apparemment, l'administration centrale a réagi avec promptitude en tentant d'endiguer, dès 1987/1988, la dégradation subite des comptes de l'Etat enregistrée en 1986/1987. En réalité, on peut penser qu'une bonne partie du déficit public de 1986/1987 aurait pu être évitée. En effet, la chute des prix du pétrole s'est faite sentir dès 1985/1986. Elle n'a certes pas eu de répercussion immédiate sur le solde de l'Etat -du fait des mécanismes de fiscalité pétrolière qui introduisent un décalage d'un an entre la production et les impôts versés, mais ses conséquences étaient certaines.

Dans ces conditions, on peut douter de l'opportunité de la politique publique qui a consisté à reconduire, voire à accroître, le montant des dépenses, alors que la chute des recettes pétrolières était déjà estimable. Par conséquent, les mesures d'ajustement auraient dû intervenir dès 1986/1987 et non en 1987/1988. Cette erreur d'appréciation des autorités publiques est, sans doute, la cause du déficit public de 1986/1987, avec les conséquences négatives qu'elle a provoquées sur l'économie camerounaise (accumulation d'arriérés, insolvabilité des entreprises publiques et du système bancaire, crise de liquidités).

En 1987/1988, l'investissement public est réduit de 40%, puis de 45% l'année suivante. Quant à la consommation des administrations, par nature plus difficile à élaguer, elle chute de 7% et 2%. Compte tenu du poids et de la place du secteur public dans l'économie camerounaise, la récession a tôt fait de se propager à l'ensemble de l'économie et, en 1988/1989, la consommation des ménages en volume et l'investissement privé perdent 7%. C'est bien l'effet d'entraînement du secteur public qui est à l'origine de la récession du secteur privé, dans la mesure où les prix aux producteurs des principales cultures de rente ne seront sévèrement comprimés qu'en 1989/1990 (ils seront divisés par deux).

Tout au long de cette période, et dans un contexte de récession, on voit opérer les politiques de stabilisation tendant à réorienter les facteurs de croissance du marché intérieur vers le secteur extérieur. Ainsi, la contribution de la balance commerciale au PIB devient de plus en plus positive, tandis que les composantes de l'absorption interne sont comprimées.

Cependant, si l'amélioration de la balance commerciale provient en partie des exportations (notamment de l'agriculture de rente qui augmente de 11,4% et 12,5% en volume), elle résulte surtout de la contraction des importations dans tous les secteurs, mais plus spécifiquement des importations industrielles. On peut parler d'ajustement par "le bas" dans la mesure où l'accent est davantage mis sur la réduction des importations que sur une politique dynamique à l'export.

Il faut interpréter l'embellie de l'agriculture d'exportation, plus par un comportement de régulation conjoncturelle de l'ONCPB cherchant à stabiliser ses recettes dans un contexte de baisse des prix mondiaux en déstockant, que par l'évolution de la demande d'exportation, que l'on sait fortement inélastique aux prix pour ces produits. Quant aux réactions des producteurs eux-mêmes, elle n'est pas encore à l'ordre du jour dans la mesure où les prix restent stables ces deux années.

TABLEAU 3.
CONTRIBUTION DES FACTEURS A LA CROISSANCE (%)

	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
PIB	3,70	4,50	-10,60	-4,70	-2,80
Consommation	3,91	3,91	- 3,65	-5,19	-1,30
-Administration	-0,14	1,78	-0,81	-0,21	-0,68
-Ménage	4,04	2,14	-2,84	-4,97	-0,62
Investissement Brut	1,71	1,89	-10,19	-2,96	-1,91
-Ménage	1,42	-0,04	-0,79	-0,82	0,00
-Administration	1,09	-0,23	-5,04	-3,80	-0,12
-Entreprises	0,18	-0,56	-1,33	-0,26	0,12
-Vstock	-0,97	2,25	-3,03	1,93	-1,91
Balance Courante	-1,92	-1,30	3,25	3,44	0,41
-Exportation	-0,27	-1,63	0,46	0,83	-0,29
-Importation	-1,65	0,33	2,79	2,61	0,70

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

L'année 1989/1990 semble marquer un certain blocage dans la stratégie d'orientation vers les marchés extérieurs, mettant ainsi en évidence la fragilité des résultats obtenus à ce jour. Les exportations chutent de 1,4% après une croissance de 4,5% l'année précédente. Même si les importations continuent à baisser (-3,4%), la contribution de la balance commerciale au PIB n'est plus en 1989/1990 que de 0,4% après plus de 3% les deux années antérieures.

La forte réduction des prix aux producteurs conduit à un certain pessimisme, quant à la possibilité de voir le secteur de cultures de rente tirer la croissance dans les années à venir, même si la réaction des agents aux variations de prix reste encore une énigme centrale, tant elle conditionne la réussite ou l'échec des politiques d'ajustement mises en oeuvre.

Seul l'investissement des entreprises amorce une légère reprise (+2,6%). La puissance publique agit toujours avec une logique de restrictions budgétaires, en comprimant toutes les lignes de dépense, mais en changeant de stratégie par rapport aux deux années précédentes, dans l'arbitrage entre consommation et investissement. D'un côté, l'investissement public semble avoir atteint un seuil plancher, après avoir été divisé par trois en deux ans. Conscients du risque d'affecter durablement le potentiel de croissance du pays en continuant à opérer des réductions massives de l'investissement public (notamment à travers la détérioration des infrastructures de base), les autorités n'ont programmé "qu'une" diminution de 2,6% de la FBCF publique. A l'inverse, elles ont accentué leur pression sur les dépenses de consommation, en réduisant celle-ci de 5,2%. Ce sont les salaires qui ont fait les frais de cet ajustement. Ce poste ne représente plus que 42% des dépenses de fonctionnement, contre 52% en 1986/1987.

Enfin, la demande des ménages semble, elle-aussi, marquer une pause dans la cure d'amaigrissement qu'on lui faisait subir depuis deux ans. L'investissement (FBCF logement + FBCF des EI ?) est reconduit en volume, tandis que la consommation perd 1%. L'effet récessif des réductions de prix aux producteurs des principales spéculations en 1989/1990 ne se fait pas encore pleinement sentir sur la consommation des ménages. Par contre, ce facteur devrait jouer plus fortement en 1990/1991.

On se trouve dans ce domaine devant un paradoxe apparent. D'un côté les chiffres qui ressortent des études de filières (cf. chapitre D et annexes de l'étude menée par SOFRECO) dénombrent un total de 630 000 planteurs de café et cacao (on approche de 800 000 si l'on y ajoute les producteurs de coton, de caoutchouc, d'huile de palme, etc...). Ce qui signifie que les spéculations contribuent au revenu d'environ 5 à 6 millions d'habitants. Par ailleurs, les statistiques macroéconomiques disponibles avancent que seulement 3% du revenu brut des ménages est tiré des cultures d'exportation en 1988/89. Le rapprochement de ces deux séries nous induit à penser que :

- soit elles sont incohérentes entre elles ;
- soit le revenu tiré de l'agriculture d'exportation ne représente qu'un appoint, même pour les ménages de planteurs.

Quoi qu'il en soit, ce paradoxe soulève le problème de la masse des revenus et de l'activité des ménages. Un effort dans ce sens devra être entrepris dans les prochaines années si l'on veut mesurer non seulement l'impact des plans d'ajustement sur les ménages, mais aussi être en mesure d'apprécier les politiques à mettre en oeuvre pour augmenter la capacité de production de ce secteur de culture de rente.

B2- LA CROISSANCE SECTORIELLE : le déclin des secteurs du pétrole et du BTP entraîne les autres secteurs

La seconde moitié des années 1980, caractérisée par la fin d'un cycle de croissance accélérée, se traduit en termes sectoriels par une stabilisation en volume sur la période du PIB agricole, et une forte baisse des secteurs secondaire et tertiaire. De 1984/1985 à 1989/1990, l'agriculture a cru de 5,5%, tandis que les industries perdaient 17,2% et les services 14,1%.

Malgré la baisse des prix d'exportation de l'agriculture de rente, à partir de 1987/1988 (baisse qui touche à l'effondrement en 1989/1990 puisque les prix chutent de -69,8%), les volumes produits n'enregistrent qu'une légère dégradation sur l'ensemble de la période. La régression est, en moyenne annuelle, inférieure à 1% même si le cycle agricole observé induit des variations de grande amplitude d'une année sur l'autre. De plus, il faut noter que le secteur agro-exportateur a un impact très limité dans la croissance du pays, dans la mesure où il ne représente que 2% du PIB (mesuré au coût des facteurs) et entre 4 et 15% du secteur vivrier. Par conséquent, sa contribution à la croissance reste négligeable (comprise entre -0,4% et +0,4%). C'est sans doute plus sur les équilibres extérieurs et publics que les performances de l'agriculture d'exportation seront sensibles.

Le poids de l'agriculture vivrière est un facteur de croissance bien plus déterminant et c'est ce secteur qui enregistre les meilleurs résultats sur la période, avec un taux de croissance annuel moyen de 12,7 %. On peut même penser que ce taux est sous-estimé, dans la mesure où une partie de l'auto-consommation de produits agricoles n'est pas enregistré dans les statistiques officielles et que cette part tend à croître en période de récession. Malgré ces performances relatives, la production par tête aura baissé au cours de la période, réduisant le coefficient d'autosuffisance alimentaire.

En ce qui concerne le secteur secondaire, c'est le B.T.P. qui enregistre la dégradation d'activité la plus brutale. Il faut y voir l'impact direct des réductions massives d'investissement public entre 1987 et 1989. Mais l'industrie manufacturière est, elle-aussi, touchée, tout comme les raffineries. Seul le secteur pétrolier semble relativement épargné, par cet effet "décélérateur" de l'investissement public.

Les déterminants de la croissance dans le secteur pétrolier n'ont pas pour origine la dynamique de la demande interne (sauf pour la faible part des produits consommés sur place), mais le niveau de production potentiel et le taux d'utilisation des capacités de production et leur rentabilité après impôt (fonction du rapport coût/prix mondial). La perte de production de 2% l'an en volume à partir de 1986/1987 traduit l'épuisement progressif des gisements en exploitation. Ce lent déclin du secteur pétrolier sur cette période (mais dont le profil devrait se dégrader très vite au cours des prochaines années), serait en grande partie imputable à l'alourdissement de la fiscalité pétrolière qui a réduit la rentabilité des puits et, de ce fait, l'opportunité de nouvelles prospections dans le pays.

Enfin, les trois composantes du secteur tertiaire identifié (services marchands, commerce et services non marchands) évoluent en phase à partir de 1987/1988 (-5,7%). Notons que les politiques de contraction de la demande à partir de 1987/1988 n'ont pas eu d'impact plus récessif sur les services non marchands, malgré la volonté politique affichée de réduire la part de l'activité économique générée par le secteur public.

TABLEAU 4.
CONTRIBUTION DES SECTEURS A LA CROISSANCE (AUX PRIX DES FACTEURS)

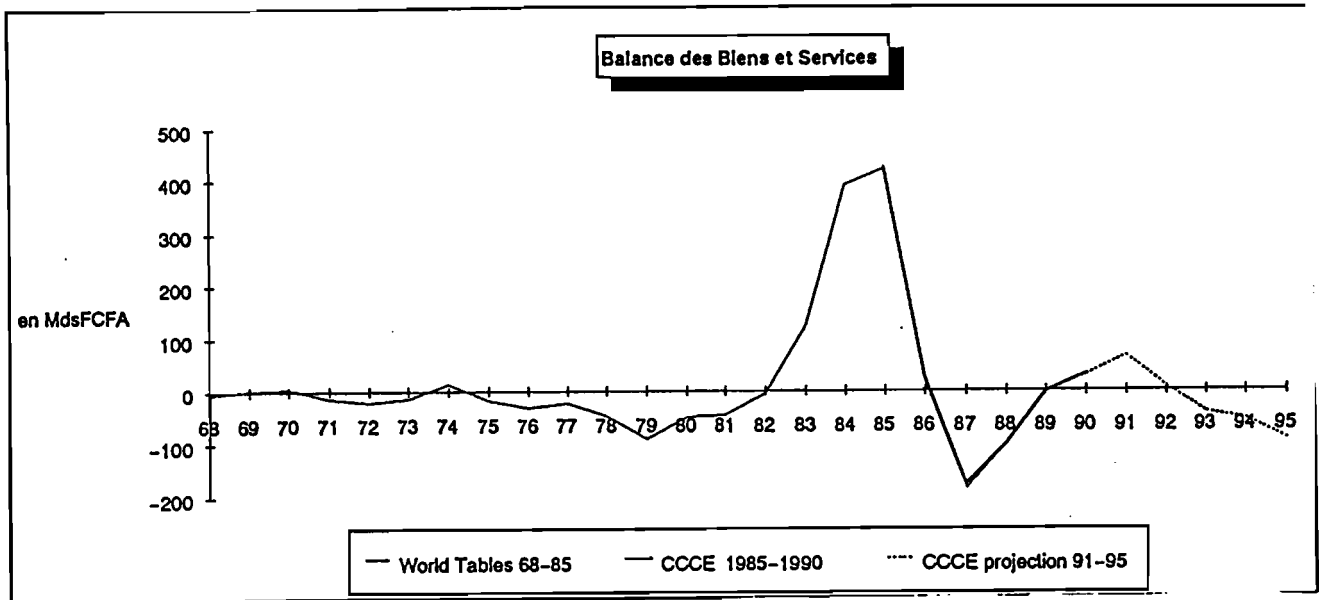
	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
PIB	3,50	4,78	-10,46	-4,36	-2,84
Secteur Primaire	0,49	1,62	-1,95	1,53	-0,62
-Agriculture vivrière	0,65	1,33	-1,62	1,26	-0,22
-Agriculture d'exportation	-0,13	0,34	-0,31	0,37	-0,38
-Sylviculture	-0,03	-0,05	-0,02	-0,09	-0,02
Secteur Secondaire	2,43	0,56	-3,85	-3,11	-0,57
-Pétrole	0,78	-0,15	-0,21	-0,18	-0,17
-Raffinerie	0,04	0,02	-0,19	-0,13	-0,04
-Industries	0,82	0,76	-1,51	-1,38	-0,33
-BTP	0,79	-0,07	-1,94	-1,41	-0,03
Secteur Tertiaire					
Marchand	0,83	1,06	-3,74	-2,20	-1,09
-Services marchands	0,21	-0,02	-1,63	-1,43	-0,43
-Commerce	0,62	1,08	-2,11	-0,78	-0,66
-Services non marchands	-0,24	1,53	-0,92	-0,58	-0,56

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

B3- LE SECTEUR EXTERIEUR : le coût de 40% de dégradation des termes de l'échange

C'est la dégradation de la balance des biens et services non facteurs, et plus précisément des exportations, qui est à l'origine de la crise camerounaise. En valeur, la balance des biens et services passe d'un excédent de plus de 400 milliards de FCFA en 1984/85 à un déficit de 200 milliards deux ans plus tard. Les exportations sont divisées par deux, alors que les importations varient peu. Les efforts d'ajustement, qui ont été mis en oeuvre au cours des trois années qui ont suivi, ont péniblement permis d'atteindre l'équilibre en 1988/89 et de dégager un léger excédent en 1989/90 (cf. graphique 21).

GRAPHIQUE 21



Le choc externe est provoqué par des mouvements de prix de grande amplitude, subits et imprévus. Entre 1984/85 et 1986/87, les termes de l'échange s'effondrent (-39%). Dans ces conditions, une analyse détaillée des causes de variation de la balance courante s'impose. Nous aborderons successivement les répercussions négatives du contre-choc pétrolier, la chute des prix des principales spéculations, et la contribution de différents facteurs à la dynamique de la balance commerciale.

B3.1) Le contre-choc pétrolier

Ce sont les prix du pétrole et des secteurs aval (raffineries et dans une moindre mesure industries), qui enclenchent le processus, bientôt relayés par la chute des cours des principaux produits de rente. En monnaie nationale, les prix à l'exportation des produits pétroliers perdent 35,6% en 1985/86 et à nouveau -45,2% l'année suivante. Cette dégradation apparaît comme la conjonction de deux phénomènes concomitants : la baisse des prix exprimés en dollars sur le marché mondial et l'appréciation du taux de change nominal FCFA/US\$.

On peut décomposer les deux effets afin d'identifier, année par année, la part relative de chacun dans la chute des recettes d'exportation. En 1985/86 le rôle négatif des deux facteurs est à peu près équilibré (-18% sur le taux de change nominal et -21% sur les prix mondiaux). L'année suivante, le franc CFA continue à s'apprécier par rapport au dollar dans les mêmes proportions, tandis que la chute des cours pétroliers atteint 33%.

TABLEAU 5.
DECOMPOSITION DES VARIATIONS DES PRIX DU PETROLE
EN UN EFFET TAUX DE CHANGE ET UN EFFET PRIX MONDIAUX (%)

	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
Prix FCFA	2,87	-35,58	-45,15	3,83	- 7,91	14,86
Prix mondial (US\$)	-10,60	-21,48	-33,49	13,48	-13,13	17,99
Taux de change (FCFA/US\$)	15,07	-17,95	-17,54	-8,50	6,00	-2,65

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

On mesure ici l'absence de marge de manoeuvre des autorités camerounaises, qui n'ont pas d'autre alternative que de subir le choc externe. Elles ne contrôlent ni la parité de leur monnaie vis-à-vis du dollar (monnaie dans laquelle les exportations pétrolières sont libellées), ni les prix mondiaux du baril. D'un côté, le taux de change nominal dépend entièrement des fluctuations du franc français (et donc de Paris) par rapport aux autres devises, et de l'autre, le Cameroun se trouve typiquement dans la situation du petit pays "price taker". Le seul recours dont pourrait disposer le pays pour réagir à la chute des prix et stabiliser ses recettes consisterait à accroître les volumes produits et exportés. C'est ce qui s'est produit, à la marge en 1985/86. Les exportations de pétrole sont passées de 5,7 M tonnes en 1984/85 et 7,4 M tonnes en 1985/86. Malheureusement, cette amélioration, de toutes façons largement insuffisante pour compenser la baisse des prix, n'a été que passagère. La production potentielle a plafonné en 1985/86 autour de 9M tonnes pour décroître d'abord lentement ; en 1989/90, le Cameroun n'extrayait plus que 8M tonnes, chiffre qui devrait se réduire à 3,6M tonnes en 1994/95.

Des mesures récentes d'allégement de la fiscalité pétrolière devraient inciter les compagnies pétrolières à reprendre l'exploration et permettre (éventuellement) la découverte de nouveaux gisements. En tout état de cause, le pays ne pourrait jouir de cette hypothétique manne pétrolière avant cinq ans, compte tenu des délais habituels entre découverte et mise en production. Sur le front des prix, le Cameroun a bénéficié de l'amélioration observée en 1989/90, tandis que le FCFA continuait de s'apprécier, mais à un rythme plus faible.

B3.2) La chute des prix de l'agriculture d'exportation

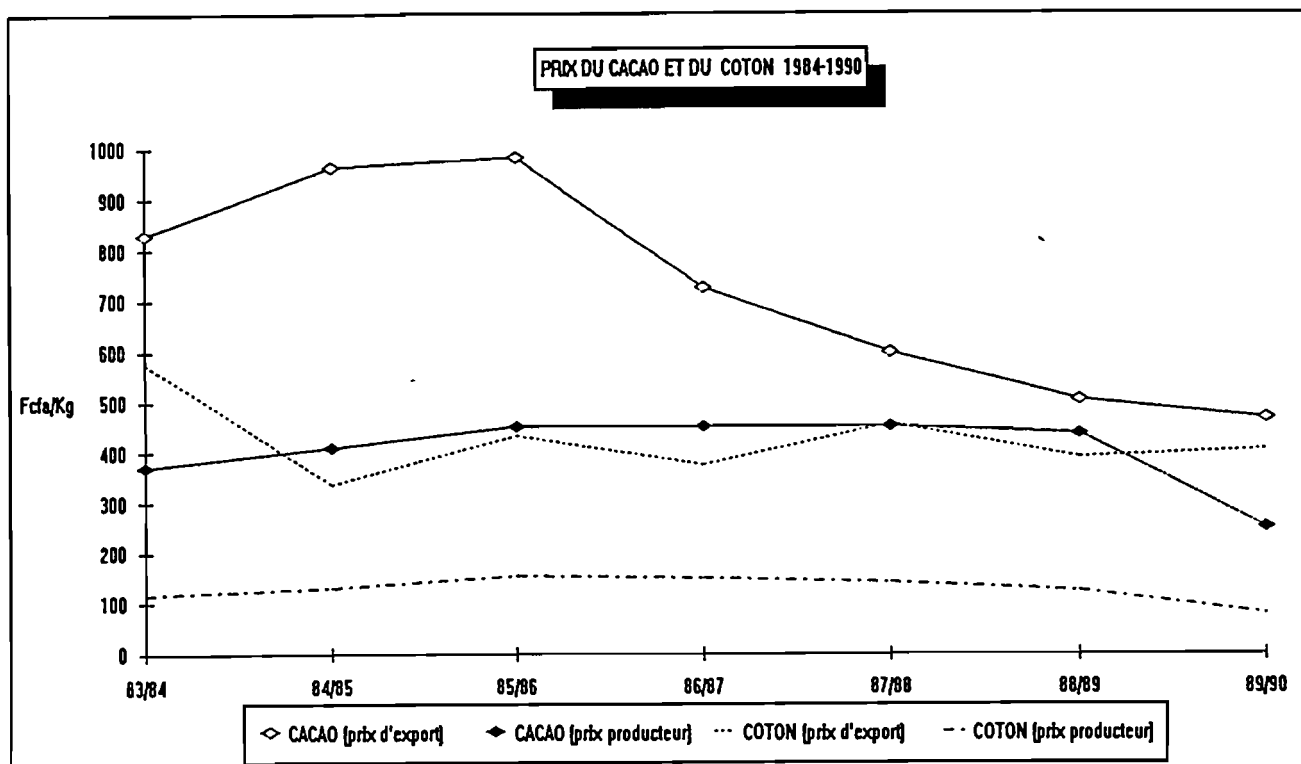
Le second poste, par ordre d'importance dans les exportations du pays, est constitué par l'agriculture industrielle d'exportation. Ce secteur a, lui-aussi, subi les conditions d'un environnement international défavorable. Si les volumes exportés des principaux produits de rente ne sont pas contraints de la même façon que le pétrole par la situation géologique du pays, l'action sur les volumes est d'autant plus difficile qu'on se trouve dans un contexte de baisse des prix. Si l'on exclut 1985/86, où les prix restent stables, le pays connaît quatre années consécutives de chute de cours, qui perdent près de la moitié de leur valeur (-47,7%). Même si les évolutions ne sont pas identiques, les prix des trois principales sources de revenus dans le domaine agricole (cacao, café robusta, café arabica) sont orientés à la baisse. Le recul est particulièrement marqué en 1986/87 et 1987/88.

Seul le coton semble échapper à cette détérioration, avec un cycle plus favorable. Si l'on combine sur la période l'effet bénéfique des prix à l'amélioration des volumes, on réalise la montée en puissance de ce produit dans la structure des exportations agricoles. La part du coton dans les exportations d'agriculture de rente est passée de 5,5% en 1984/85 à 15,8% en 1988/89.

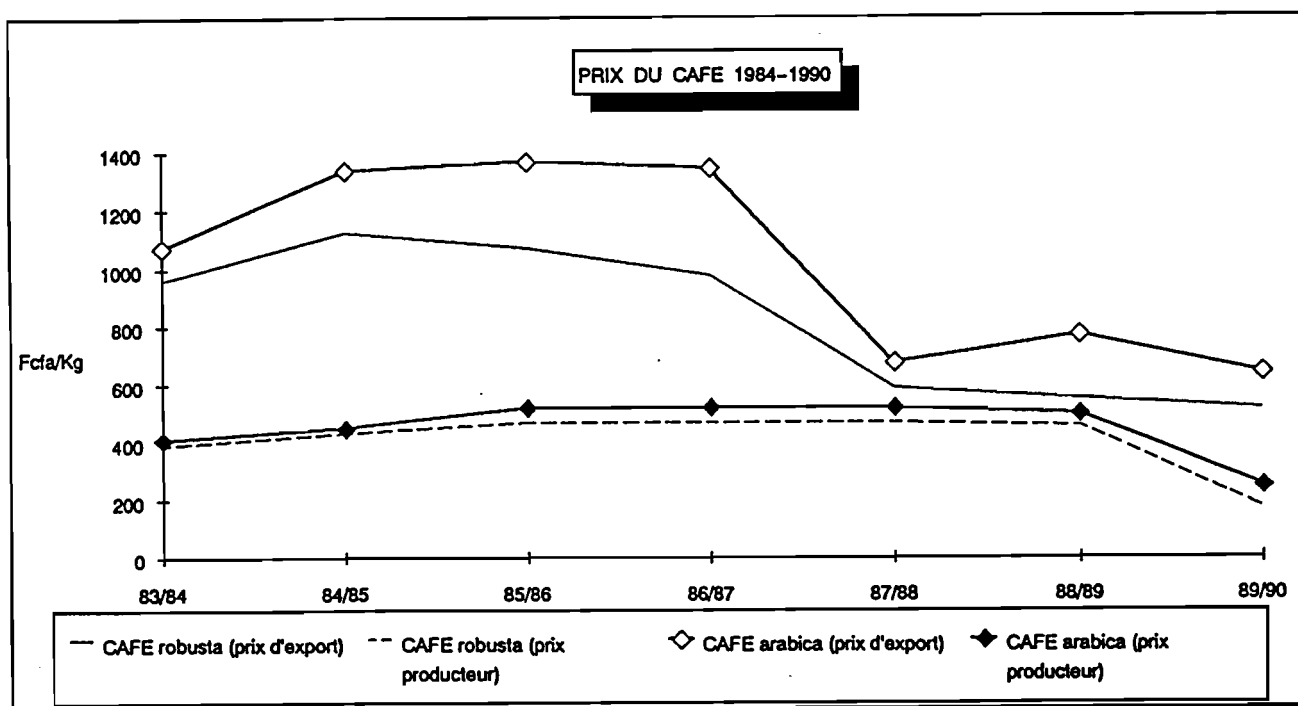
Il faut noter que 1984/85 représente un pic dans la chronique des prix d'exportation. Aussi, si l'on prend comme année de référence, non plus 1984/85 mais 1981/82, seul le prix du cacao a fortement faibli (-26,8%). Le prix du café arabica a légèrement décliné (-3,7%), tandis que celui du robusta aura gagné 52%.

Malgré la chute continue des prix officiels à l'export, les prix au producteur seront maintenus à leur niveau le plus haut de 1985/86 jusqu'en 1988/89, malgré un léger décrochage cette dernière année.

GRAPHIQUE 22



GRAPHIQUE 23



B3.3) Le rôle des importations et exportations de services : un taux de couverture inférieur à 1 mais cependant élevé

On note, enfin, la nette contraction des exportations de services marchands, qui représentent 16,5% du total des exportations de biens et services non facteurs en 1984/85, soit presque autant que les cultures de rente. Il est toutefois hasardeux de chercher à interpréter ces flux, compte tenu des imprécisions qui règnent dans ce domaine. On notera simplement que le taux de couverture de ces services (exportation/importations en valeur), après avoir pâti de la chute des exportations pétrolières, retrouve en fin de période leur niveau élevé.

Il est surprenant de constater que le Cameroun, compte tenu de sa place dans la division internationale du travail (types de produits échangés, destinations de son commerce extérieur), soit en mesure d'exporter autant de services marchands. Il serait intéressant de pouvoir désagréger ce poste de façon à isoler la composante qui est directement liée aux exportations de biens (transports, assurance), de celle qui pourrait être susceptible d'être directement encouragée. On pense notamment au tourisme, secteur dans lequel le pays a certainement une carte à jouer.

TABLEAU 6.
TAUX DE COUVERTURE DES SERVICES MARCHANDS (%)

1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90
84.4	76	65.4	75.3	79.6	84.9

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

B3.4) La balance des biens et services non facteurs : une décomposition comptable des variations du solde extérieur

L'évolution contrastée des importations et des exportations de biens et services non facteurs provoque une dégradation brutale de la balance commerciale (biens et services non facteurs). Après un excédent record de 423 milliards de FCFA en 1984/85, la balance s'équilibre en 1985/86 (+27,5 Mds FCFA) et enregistre un déficit de 177 Mds FCFA un an plus tard, soit le solde le plus négatif jamais enregistré au Cameroun depuis l'indépendance. Ce n'est qu'en 1988/89 que le pays rétablira son équilibre extérieur, pour finalement dégager un léger excédent en 1989/90 (+30 milliards). Mais l'amélioration, en fin de période, a été obtenue par un ajustement "par le bas" (réduction plus que proportionnelle des importations).

Comme on l'a vu, c'est l'effondrement des termes de l'échange qui est à l'origine de la dégradation du commerce extérieur. La mesure du manque à gagner provoqué par la baisse des termes de l'échange nous donne un ordre de grandeur de l'effet mécanique engendré par ces mouvements de prix sur le pouvoir d'achat du revenu disponible du Cameroun. En 1985/86, la perte est estimée à 8,4% du PIB courant..

TABEAU 7.
EFFET MECANIQUE DES VARIATIONS DES TERMES DE L'ECHANGE SUR LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES (EN MDS FCFA)

	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
(1) Balance des B.S. en valeur (Mds CFA)	27,5	-176,9	-101,5	- 4	29,3
(2) Balance des B.S. en volume (Mds FCFA de l'année n-1)	346,8	-21,6	-54,4	15,5	9,4
(2)-(1) $\frac{Mdp_m - Xdp_x}{\text{PIB courant}}$ = $\frac{Mdp_m - Xdp_x}{\text{PIB}}$ (*)	8,4	4,1	1,4	0,6	-0,6

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

(*) le signe (+) traduit une perte de revenu

Chaque année jusqu'en 1988/89, le pays a vu ses termes de l'échange se dégrader, réduisant par là sa capacité d'importation. C'est seulement en 1989/90 qu'on peut observer une légère amélioration, dans la mesure où les mouvements des prix extérieurs ont été à l'origine d'un gain de 0,6% en part de PIB. Notons que l'indicateur de "manque à gagner" que nous avons construit est relatif aux prix de l'année précédente. Le manque à gagner au prix de l'année de base (1984/85) se situe autour de 15% du PIB à partir de 1988/89 (2).

Pour aller plus loin dans l'analyse des variations du solde extérieur, on peut s'inspirer d'une méthode élaborée par B.BALASSA, A.BARSONY et A.RICHARDS (3), puis adaptée par différents auteurs. Son principe consiste à décomposer les variations de solde de la balance commerciale (4) en fonction de différents facteurs susceptibles d'avoir une influence sur leur évolution. Il faut, toutefois, se garder d'interpréter les effets identifiés comme de véritables facteurs explicatifs. Comme toute décomposition comptable, cette méthode isole des éléments jouant de façon "mécanique" sur le solde extérieur, plutôt qu'elle ne permet de rendre compte d'une véritable logique économique ; aussi, tous les effets présentés comme additifs ne sont pas pour autant indépendants entre eux.

En différenciant la balance des biens et services, on obtient :

$$dBC = \underset{A}{dp_x X} - \underset{B}{dp_m M} + \underset{C}{x p_x dDM} + \underset{D}{p_x DM d_x} - \underset{E}{p_m Y dm} - m p_m dY$$

avec :

p_x = prix des exportations
 X = exportations en volume
 p_m = prix des importations
 M = importations en volume

DM = demande mondiale
 Y = PIB (en volume)
 m = coefficient d'import ($M=mY$)
 x = part de marché du Cameroun ($X=xDM$)

2 Il n'est pas possible de le calculer plus précisément puisqu'on ne dispose pas d'indice de prix base 1984/85.

3 B.Balassa, A.Barsony, A.Richards : "Les effets exercés sur la balance des paiements par des chocs extérieurs et les mesures prises pour y répondre", Centre de Recherche de l'OCDE, Paris, 1981.

4 En fait, tous les soldes de la balance des paiements peuvent être décomposés de la sorte, en faisant apparaître des effets spécifiques. Voir, par exemple, "Ajustement structurel, ajustement informel : le cas du Niger" sous la direction de P. et S. Guillaumont, pp. 91-113.

On obtient ainsi cinq effets qui peuvent être nommés ainsi :

- A = effet des termes de l'échange (+)
- B = effet de demande mondiale (+)
- C = effet de "promotion des exportations" (+)
- D = effet de "substitution d'importations" (-)
- E = effet de croissance (-)

Par exemple, l'effet B mesure les variations de la balance des biens et services qui résultent de la variation de la demande mondiale (dDM). A part de marché constante, une augmentation de la demande mondiale accroît les exportations du Cameroun, qui, toutes choses égales par ailleurs, améliore sa balance. L'effet E, quant à lui, nous donne les variations de la balance correspondant à la dynamique de croissance. Une réduction de la croissance en volume induit une baisse des importations et donc, toutes choses égales par ailleurs (notamment le coefficient d'imports), un meilleur solde extérieur. Notons que les effets C et D sont communément et abusivement appelés effet de "promotion des exportations" et effet de "substitution d'exportation". En fait, ces effets traduisent les variations temporelles de la part de marché des exportations camerounaises et du coefficient d'importation, variations qui ne sont pas nécessairement le fruit de politiques effectives de promotion d'exportation ou d'import-substitution. En particulier, x et m peuvent évoluer suivant de simples effets mécaniques, traduisant des changements dans la structure des importations du pays ou de la demande mondiale qui lui est adressée. Ainsi, un accroissement de la part des biens non échangeables dans la structure sectorielle de la production nationale aura pour conséquence immédiate de réduire le coefficient d'importations, sans pour autant qu'on puisse parler de substitution d'importations.

Chaque effet a été affecté d'un signe positif ou négatif, suivant qu'une variation de la variable différenciée induit une amélioration ou une détérioration de la balance des biens et services. Notons que l'effet des termes de l'échange est identique à celui que nous avons défini dans le tableau précédent.

Dans le cas du Cameroun, nous avons agrégé les effets B et C dans la mesure où nous ne pouvions pas construire une série de demande mondiale appropriée (c'est-à-dire d'une demande mondiale adressée au Cameroun). L'élaboration d'une telle série pourrait faire l'objet d'une étude spécifique ultérieure.

Enfin, et contrairement aux travaux utilisant cette décomposition, nous nous sommes placés dans une perspective de court terme, plutôt que dans une perspective longue. Les études menées dans le cadre de la décomposition du solde extérieur analysent les variations de prix et de volume par rapport à une période de référence, fixée a priori. Ne disposant pas de séries longues homogènes pour toutes les variables nécessaires au calcul, nous avons retenu non pas des taux de croissance par rapport à une période donnée, mais des taux de croissance annuels (période de référence de l'année $n = \text{année } n-1$). Ce choix présente l'avantage :

(i) de ne pas avoir à fixer arbitrairement une période de base

(ii) de ne pas être aussi sensible à la structure en valeur des importations et des exportations, qui biaisent fortement les résultats en cas de dérive des prix (comme on l'a observé ces dix dernières années).

TABLEAU 8.
EFFETS DES DIFFERENTS FACTEURS SUR LA VARIATION DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90
dBC (Mds CFA)	-395,7	-204,4	75,4	97,5	33,3
dBC / PIB	-10,4	-5,4	2,2	3,0	1,0
-effet des termes de l'échange (A)	-8,4	-4,1	-1,4	-0,6	+0,6
-effet de substitution aux importations (D)	-0,8	+1,4	+0,5	+1,6	+0,1
-effet de croissance (E)	-0,9	-1,1	+2,6	+1,1	+0,6
-effet résiduel (demande mondiale + promotion d'exportations) (B + C)	-0,3	-1,6	+0,5	+0,9	-0,3

Source : A partir de CCCE, mars 1991.

Le choc externe enregistré par le Cameroun en 1985/86 correspond avant tout à l'effet de la dégradation des termes de l'échange. Plus de 80% de la dégradation du solde extérieur qui se monte à 395,7 milliards de FCFA (soit à 10,4% du PIB courant) s'explique par ce facteur. Cette année là, tous les autres postes jouent dans un sens négatif, mais ne représentent que des effets secondaires. Comme nous l'avons noté à propos du pétrole, le double effet de l'appréciation du FCFA par rapport au dollar et de la chute des cours mondiaux pèse fortement sur les exportations du pays.

L'année suivante, alors que la balance continue à reculer (-204,4 milliards de FCFA), la contribution des facteurs se déforme. Si les termes de l'échange continuent à peser de manière prépondérante sur le solde extérieur (ils contribuent pour 76% dans la détérioration de la balance), l'effet résiduel imputable aux changements dans la demande mondiale et à la stratégie d'exportation du Cameroun devient fortement négatif (-1,6% du PIB). Il n'est malheureusement pas possible de différencier ces deux facteurs. Globalement, c'est à la baisse des volumes exportés qu'on doit cette ponction négative. Par ailleurs, les deux facteurs liés aux importations tendent à s'équilibrer. La baisse du coefficient d'import agit favorablement, tandis que la croissance pèse toujours sur les importations.

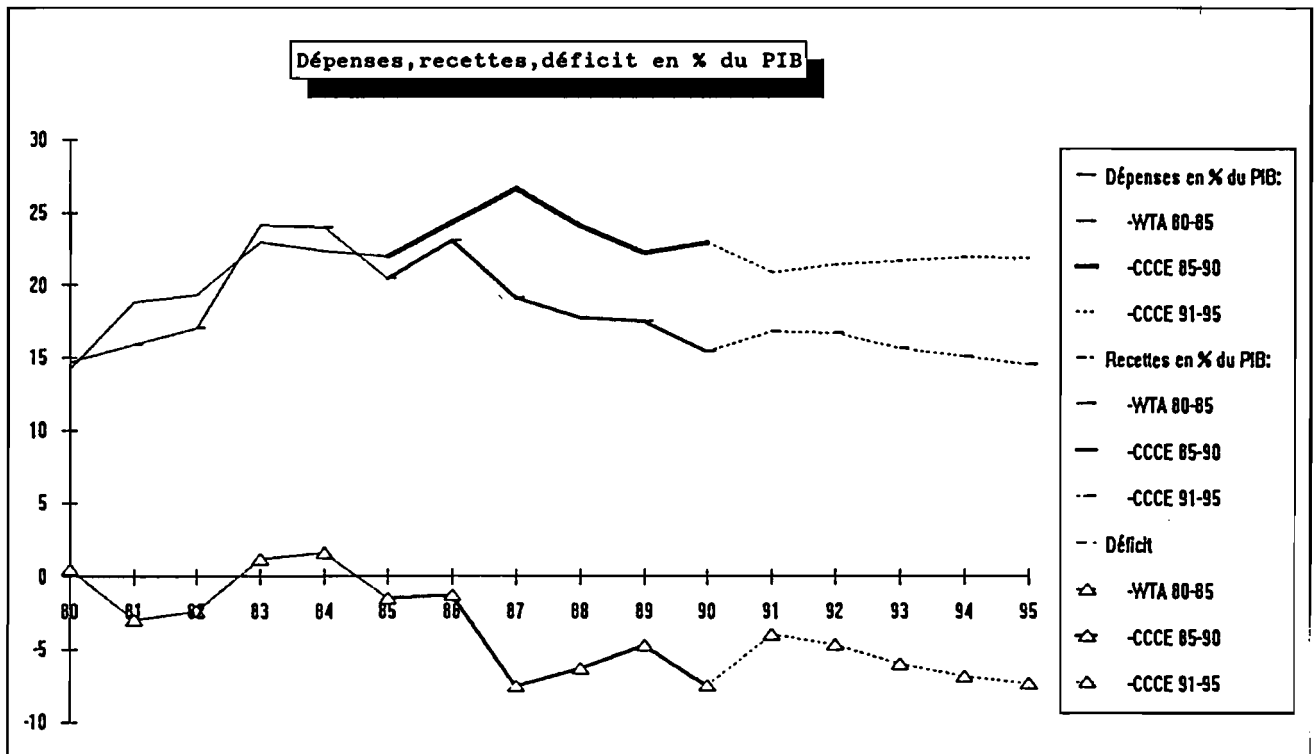
Sur toute la fin de période (1987/90), la balance s'améliore sans que se dessine nettement une tendance dans les orientations de la politique économique. L'effet de termes de l'échange s'améliore lentement pour se stabiliser autour de 0. Les politiques de contraction de la demande, particulièrement appuyée en 1987/88, limitent les importations. Mais ce facteur par nature récessif ne peut fonder une véritable amélioration structurelle du solde extérieur. On notera de timides efforts dans le sens d'une substitution d'importation, ainsi qu'un effet favorable des exportations en volume. Mais comme nous le notions précédemment, l'année 1989/90 semble marquer le pas dans le processus "d'ajustement". Mise à part la baisse légère des volumes exportés, les autres facteurs jouent bien dans le bon sens, mais avec une très faible intensité.

B4- LES FINANCES PUBLIQUES : un ajustement tardif et insuffisant des dépenses aux pertes de termes de l'échange entraîne une croissance de la charge de la dette

L'exécution de l'exercice budgétaire 1986/87 fait apparaître une sensible hausse des dépenses de l'Etat du seul fait des dépenses de salaires et de matériel (+80 Mds FCFA par rapport à 1985/86), alors que la baisse du prix du pétrole et celle du dollar, qui sont pour l'essentiel acquises à la fin de 1985, conduisaient naturellement à attendre, pour cet exercice fiscal, une baisse de recettes de l'ordre de 100 Mds FCFA, en prenant pour référence le prix en FCFA du baril de pétrole au premier trimestre de 1986. Erreur d'anticipation (ou politique contracyclique) qui va coûter cher puisque le déficit public va se creuser de six points de PIB entre 1986 et 1987.

Dans un climat de baisse continue de l'ensemble des recettes (dans l'absolu comme en part de PIB), la forte réduction des dépenses d'investissement permet de redresser lentement le déficit mesuré en part de PIB jusqu'en 1989 ; en 1990, la remontée des dépenses sous l'effet des intérêts et une nouvelle baisse des recettes pétrolières font rechuter le déficit de l'Etat à environ 7% du PIB.

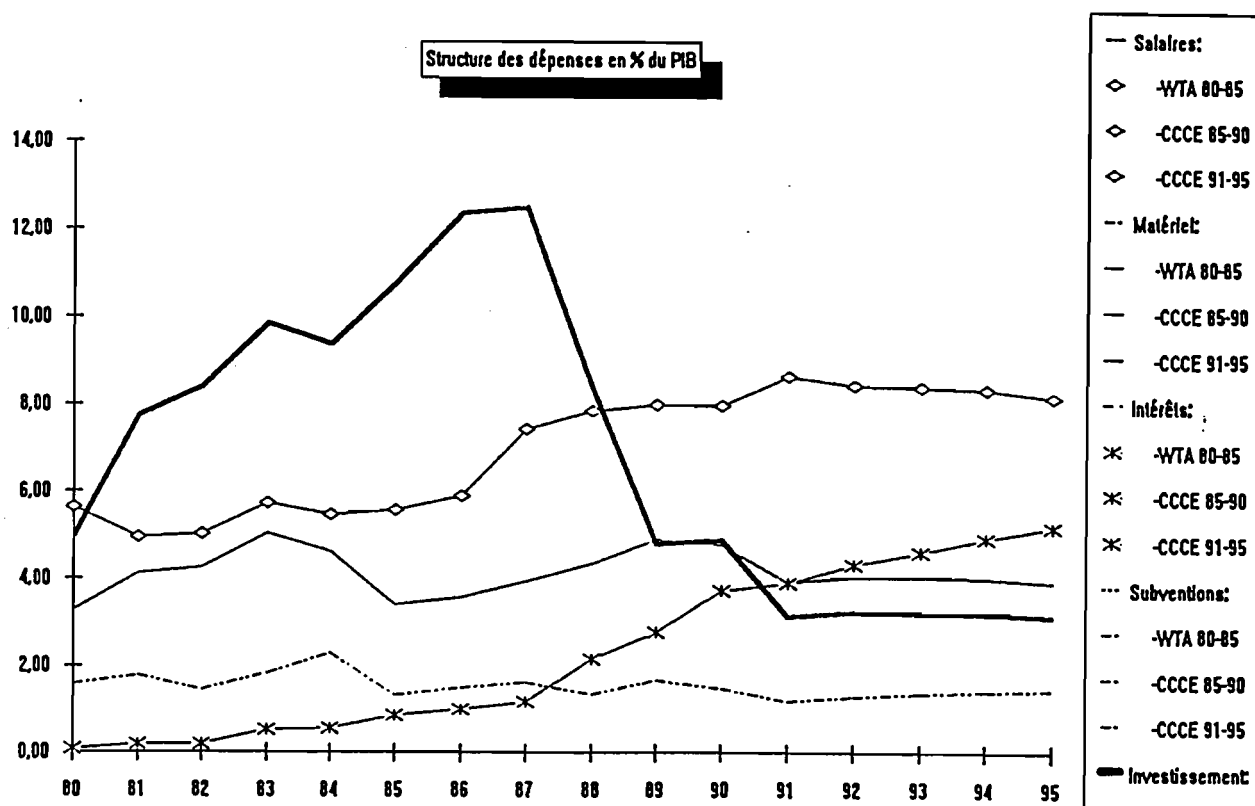
GRAPHIQUE 24



B4.1) L'évolution des dépenses : une contraction brutale en 1988 et 1989 mais insuffisante

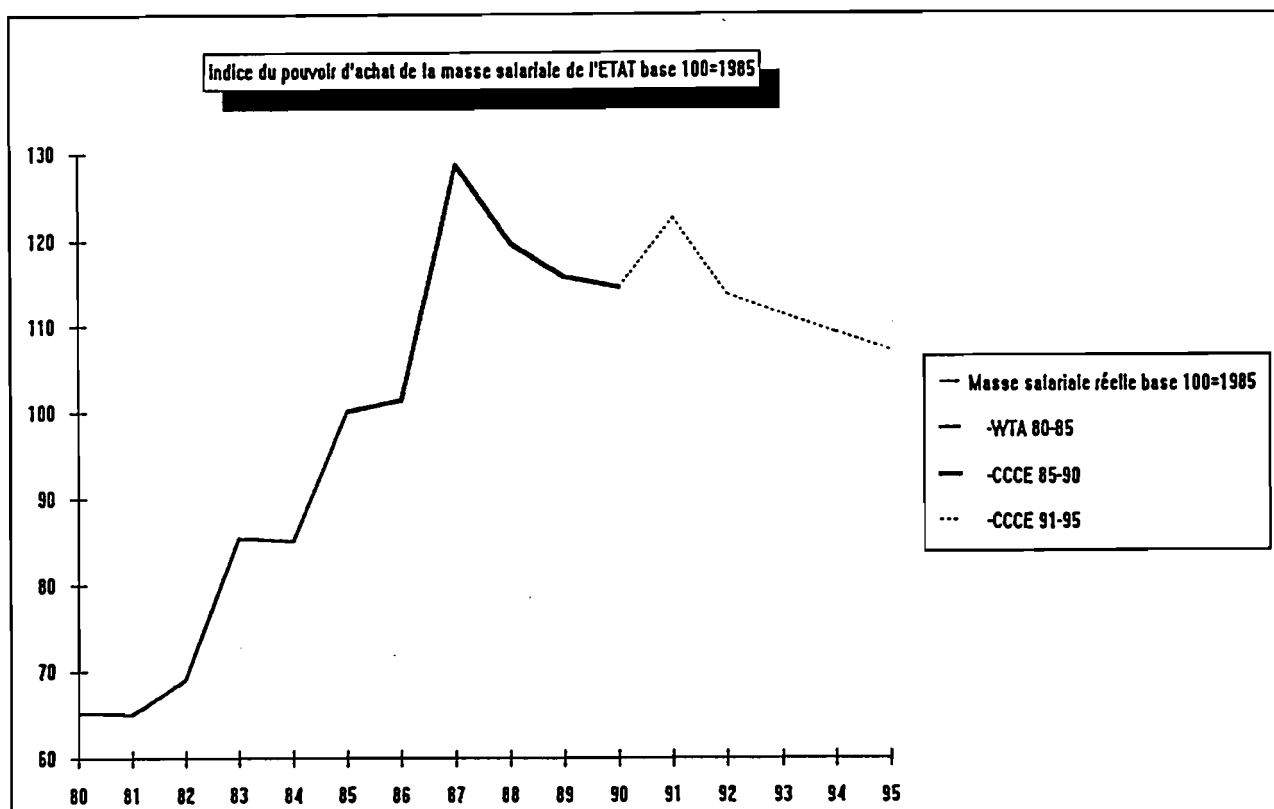
Les années 1986 et 1987 sont marquées par une croissance soutenue des dépenses : +10% d'investissement en deux ans et +21% de dépenses de fonctionnement (dont 27,5% de hausse de la masse salariale (cf. graphique 26)). Aussi, la part des dépenses dans le PIB atteint un maximum en 1987 de 26,6% contre un peu moins de 15% en 1980 (cf. graphique 24).

GRAPHIQUE 25



En 1988, les autorités mettent en place, de façon autonome, un programme de réduction des dépenses qui conduit à une réduction de 40% de l'investissement. Sous l'impulsion du FMI et de la Banque Mondiale, la contraction des dépenses se poursuit en 1989 et 1990 ; elle porte surtout sur l'investissement qui est encore réduit de 55% par rapport à 1988. Au total, l'investissement est divisé par trois entre 1986/87 et 1990.

GRAPHIQUE 26



Les dépenses de **fonctionnement** (hors intérêts) sont plus difficilement maîtrisées du fait de la faible contraction de la masse salariale et d'une poursuite de la hausse des dépenses en matériel. Aussi, la part dans le PIB de ces dépenses continue de croître jusqu'en 1990.

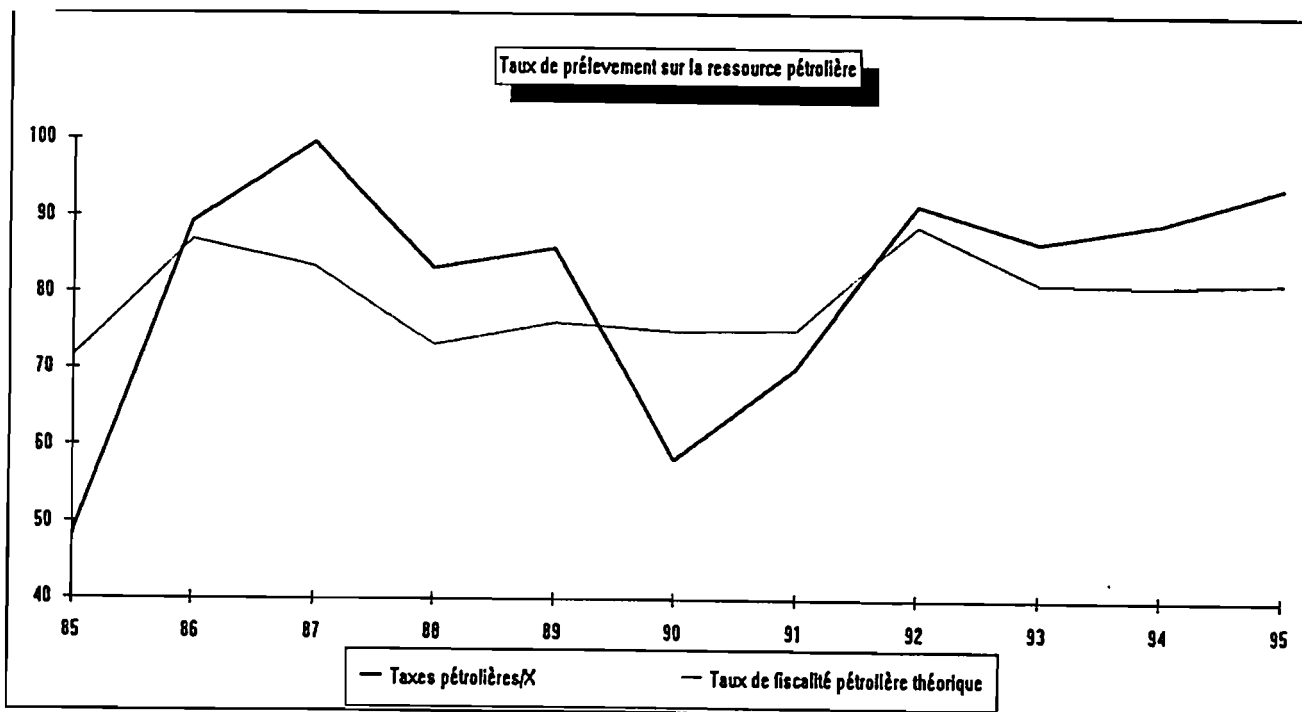
Enfin, l'explosion de la charge de la dette commence à se faire sentir de 1987 à 1990 ; les intérêts sont multipliés par 3,5 entre 1985 et 1990.

B4.2) L'évolution des recettes : un fort recul entraîné par le contre choc pétrolier

La baisse de recettes conséquentes dès 1987 (-3,4% du PIB), se poursuit jusqu'en 1990 où son cumul depuis 1987 représente 7% du PIB.

Jusqu'en 1989, la baisse des recettes pétrolières s'accompagne cependant d'un rendement du prélèvement pétrolier nettement supérieur à sa valeur théorique (cf. graphique ci-dessous). A l'inverse, en 1990, celui-ci lui est nettement inférieur (comme en 1985).

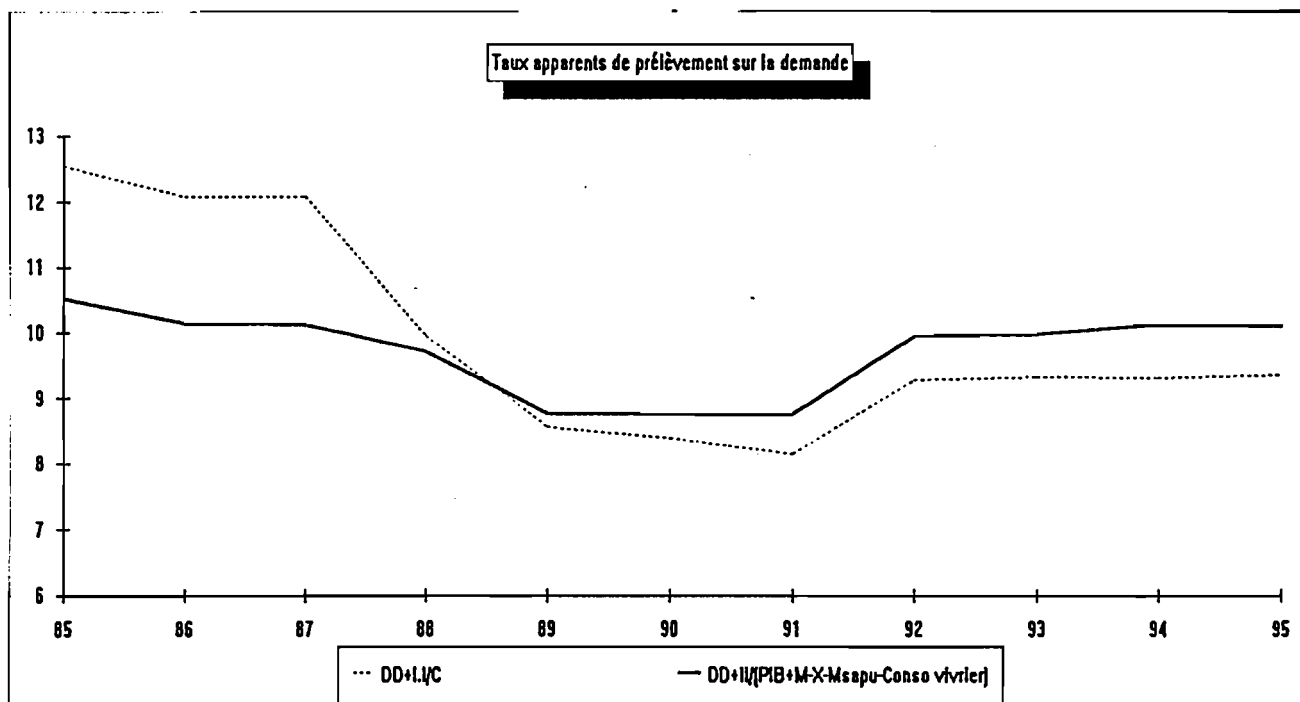
GRAPHIQUE 27



Sur la période 1985/90, la somme algébrique des écarts de recettes, entre observées et théoriques, se solde par un déficit de 135 MdF CFA (environ 4% du PIB moyen de la période).

La part des autres recettes dans le PIB, qui est à peu près stable, recouvre deux mouvements opposés : une remontée de la part de l'impôt sur le revenu et une légère baisse de la part des droits douanes et impôts indirects. Cette baisse de poids dans le PIB ne s'explique pas seulement par un effet de structure (recul des importations), mais également par une légère baisse du taux apparent de taxation de la demande intérieure, comme le montre le graphique ci-dessous qui rapporte les droits douane et les impôts indirects soit à la consommation (hors vivriers) soit au total de la demande intérieure (hors vivrier).

GRAPHIQUE 28



B4.3) Le déficit et son financement : le besoin de financement de l'Etat reste très dégradé, à partir de 1987, malgré une nette réduction du déficit primaire

Son financement s'opère, à partir de 1987, par un gonflement durable de tirages sur l'extérieur, mais aussi par le recours massif à des arriérés de paiement ou par le placement de bons du Trésor auprès d'entreprises publiques déjà insolubles, introduisant ainsi une grande instabilité dans les circuits de financement intérieurs de l'économie, amenant ainsi quelques banques au bord de la faillite.

B5- INFLUENCES EXERCEES PAR LE NIGERIA SUR LE CAMEROUN

INTRODUCTION

L'analyse de la situation macroéconomique du Cameroun et de ses perspectives à court et moyen terme impose de prendre en compte la proximité géographique avec le Nigéria et des liens économiques qui en résultent. Or, les statistiques officielles appréhendent très mal l'intensité des échanges entre les deux pays et de leurs effets induits (sur la croissance et l'emploi, sur les agrégats monétaires, etc...). Pour des raisons essentiellement politiques, mais aussi historiques, le commerce transfrontalier entre les deux pays s'exerce en marge de la loi et, par conséquent, n'est que très partiellement comptabilisé dans les flux économiques recensés par la Comptabilité Nationale camerounaise. Pourtant, toutes les études de terrain, aussi lacunaires et ponctuelles soient-elles, font état de flux commerciaux d'importance. A titre d'exemple, une étude récente avançait que près des trois quarts de la production de riz de la SEMRY était commercialisée au Nigéria, sans que cette destination soit officiellement reconnue.

S'il est clair que la dynamique des échanges informels entre le Cameroun et le Nigéria biaise le diagnostic macroéconomique qu'on peut porter sur le Cameroun, il est malheureusement impossible d'en mesurer quantitativement les effets.

Ainsi, les importations clandestines de produits nigériens ne seront pas prises en compte par les statistiques du commerce extérieur, alors même que les revenus qu'elles génèrent et les effets multiplicateurs qu'elles engendrent sur l'économie domestique apparaîtront dans les comptes. Dans un autre ordre d'idée, les flux financiers, contrepartie monétaire de transactions informelles sur les biens et les services, affectent la lecture des agrégats monétaires et le degré de liquidité de l'économie, suivant l'importance de la thésaurisation de francs CFA par des agents nigériens.

La prise en compte des relations économiques Cameroun/Nigéria devient d'autant plus nécessaire que ce dernier pays conduit, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, une politique agressive de taux de change. A négliger cette dimension, on pourrait voir disparaître une partie importante de la base productive du Cameroun, concurrencée par des produits nigériens meilleur marché, sans pouvoir en identifier la cause réelle. En fait, c'est la question de l'intégration régionale qui se voit posée face à des politiques économiques aussi divergentes.

En l'absence d'une information suffisante sur les perspectives macroéconomiques du Nigéria, il nous a été impossible, à ce stade, de prendre en compte explicitement son influence sur les déterminants de la croissance du Cameroun. Cependant, il a paru possible de donner quelques clefs d'interprétation sur la dynamique des échanges entre les deux pays et de tenter de cadrer son impact dans une perspective macroéconomique (5).

Les influences qu'exerce le Nigéria sur le Cameroun ressortent d'une dynamique d'échanges commerciaux frontaliers se résumant par quatre déterminants, s'influçant mutuellement, quoique de façon variable dans le temps : des populations communes, un mode de développement différencié, une différenciation monétaire et des formes d'interventions publiques contrastées. Cette dynamique a à la fois pour cadre un commerce officiel, soit résultant d'agents enregistrés comme échangistes et une sphère informelle de laquelle s'écoulent des flux dits parallèles ou encore non enregistrés.

Les échanges avec le Nigéria sont particulièrement actifs dans trois zones : la cuvette du Lac Tchad (préfectures du Logone-et-Chari et de Mayo Sava notamment), le pays mandara (zone de plateaux ; unités administratives de Mayo-Tsanga et de Mayo-Louti) et le Sud-Ouest du Cameroun (préfectures de Manyu et de N'dian dans l'ancien Cameroun britannique). Quelque deux millions et demi de Camerounais sont concernés par les échanges régionaux. Ils assurent la croissance de certaines métropoles régionales du Nord, comme Garoua, Mokolo, Mora et Maroua.

5 Le chapitre suivant regroupe les principaux enseignements d'une étude menée à DIAL par M-P. Verlaeten.

B5.1) SOLIDARITE DE POPULATIONS PARTAGEES

Dans le cadre des frontières actuelles du Nigéria, définitivement fixées après le vote des provinces du Cameroun anglophone (11 février 1961) (6), les échanges frontaliers entre le Nigéria et le Cameroun, de quelle que nature qu'ils soient, sont historiquement la marque d'une solidarité entre des populations partagées par ces frontières alors qu'elles ont vécu des expériences historiques et économiques communes, et qu'elles sont soudées par une même foi. Le Nord du Cameroun partage avec le Nigéria, son voisin de l'Ouest, les mêmes civilisations. Il est, en effet, le prolongement vers l'Est de l'empire peul de Sokoto partagé au milieu du 19^{ème} siècle en quatre entités politiques par des chefs rivaux installés sur les territoires du Nigéria et du Cameroun actuels. En outre, la partie située à l'extrême nord du Cameroun a toujours vécu dans la mouvance du commerce transsaharien, dont le centre se trouvait au Nigéria septentrional (agglomérations célèbres de Kano, Sokoto, Katsena, Daoura et dans une moindre mesure Maïduguri), ce qui a contribué à forger un sentiment d'unité économique au sein de populations par ailleurs fortement soudées entre elles par la foi islamique. Le Nigéria et le nord du Cameroun partagèrent, en outre, la tutelle britannique (1) durant la période coloniale, laquelle en accrut la cohésion économique.

B5.2) MODE DE DEVELOPPEMENT DIFFERENCIE

B5.2.1) Industrie

Le développement industriel différencié est un déterminant des échanges frontaliers qui ajoute ses effets (positifs ou négatifs) à ceux dont la dynamique est la solidarité de populations partagées politiquement. Il en découle une division régionale du travail, par l'intermédiaire de laquelle s'affirment relativement des spécialisations des économies concernées. Dans ce cadre, le moteur des échanges frontaliers est le Nigéria. Cela par l'intermédiaire d'une industrialisation qui a débuté avant celle de ses voisins, soit dans la décennie 1950-60. L'affirmation du Nigéria comme une puissance industrielle africaine face à ses voisins est une caractéristique majeure de la période 1960-80. A la fin de cette période, le poids de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB (en prix courants) est un des plus élevés d'Afrique. Il est de 40,5%, alors que celui du Cameroun n'atteint que 25,9%.

Dans la décennie 1980, le Nigéria entre dans une grave crise financière qui n'a pas pour seule cause l'épuisement de sa rente pétrolière. Compte tenu des caractéristiques de la base industrielle nigériane dont, notamment, une forte dépendance à l'égard des intrants d'origine étrangère (60% d'importations en moyenne), cette crise va rejaillir au niveau des capacités d'offre industrielle. En conséquence, de 1980 à 1987, les performances macroéconomiques du Nigéria révèlent une crise de l'offre industrielle prenant le relais de celle de l'agriculture, conséquence de la transformation graduelle du Nigéria en économie de rente pétrolière. En 1987, le poids de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB (en prix courants) est de 41,8%, alors qu'il a crû jusqu'à 30,8% au Cameroun. De 1988 à nos jours, la situation industrielle du Nigéria s'est améliorée, s'appuyant sur une capacité d'ajustement des opérateurs nigériens privés, jugée remarquable et qui contrasterait, toujours à terme, avec celle de ses voisins. Toutefois, le Nigéria n'est pas sorti de sa crise financière, de sorte qu'à court terme, il n'a pas d'autres choix que d'exporter tout ce qu'il peut en profitant de toutes les circonstances favorables, parmi lesquelles une différenciation monétaire entre le naira et le FCFA favorable au premier. Toutefois, si le Nigéria s'affirme ainsi relativement à ses voisins et, donc au Cameroun, comme producteur de biens manufacturés (et de pétrole), il est également une économie où prévaut structurellement un excès de demande alimentaire. Celui-ci a graduellement conduit les pays voisins et, tout particulièrement le Cameroun, à s'intégrer sur cette demande nigériane.

6 A l'issue du référendum organisé sous l'égide des Nations Unies, la partie septentrionale (à 70% des votants) du Cameroun sous administration britannique a été rattachée au Nigéria, tandis que le Sud (à 60% des votants) rejoignait le Cameroun précédemment sous tutelle française pour former avec lui la République (alors) fédérale du Cameroun. Arguant qu'un vote global aurait abouti au rattachement complet du territoire sous tutelle britannique, Yaoundé a fait appel, en vain, à l'O.N.U. contre le vote dissocié pour les deux provinces.

B5.2.2) Agriculture

Les développements de l'industrie au Nigéria, avant la crise financière des années 80, ont masqué une profonde crise de l'offre agricole face à des accroissements substantiels de la demande liés non seulement au multiplicateur des revenus par suite du développement, mais également aux politiques économiques poursuivies. Malgré des mesures de politique économique en faveur de l'agriculture décidées dès 1975-1976 et de contraction de l'absorption durant la décennie 80, le Nigéria va tendanciellement s'affirmer comme un marché d'excès de demande alimentaire dans l'optique de ses voisins en même temps qu'il devient un importateur africain majeur de produits alimentaires. La division régionale des activités continuera alors à s'opérer graduellement, en vertu de laquelle le Nigéria absorbe des produits alimentaires "extérieurs", à l'évidence compte tenu des capacités d'offre des fournisseurs, et donc de ses voisins de la zone franc. Cette division des échanges régionaux sera affectée par les évolutions du naira face au franc CFA et par les interventions des Etats concernant spécifiquement le domaine agricole et la maîtrise des échanges extérieurs. Au fil du temps, le nord du Cameroun va ainsi s'affirmer comme un grenier à vivres des zones frontalières, le reliant au Nigéria et au Tchad. Du fait d'un différend historique entre le Cameroun et le Nigéria, il n'y a quasiment pas d'échanges officiels entre ceux-ci. Il existe par contre des flux parallèles importants. Les échanges officiels du Cameroun portent sur des produits agro-alimentaires locaux. Les échanges non officiellement enregistrés concernent des exportations de produits agricoles locaux (mil, sorgho, maïs, niébé, riz, arachides) ou importés (niébé, farine de blé et riz), de bétail (7), de poisson et de natron du Lac Tchad. Ils concernent également des importations de matériaux de construction (ciment, fer à béton, tôle ondulée, quincaillerie), de produits alimentaires (huiles végétales, sucre, jus de fruit, conserves), de véhicules, de produits pétroliers, d'articles manufacturés de réexportation venant du Nigéria ou d'autres pays non membres de l'UDEAC (8). La perte de recettes douanières pour le Cameroun, du fait de ses échanges non enregistrés, est estimée à quelque 68 milliards de FCFA.

L'environnement agricole nigérian va sensiblement se modifier, dans un sens favorable aux producteurs, au cours de l'année 1986, avec l'ajustement du taux administré du naira, l'instauration d'un double marché des changes et la suppression des offices de commercialisation. La première conséquence de ces mesures sera de réduire, par le biais des prix relatifs, la concurrence des importations. Celles-ci étant une composante structurelle de la demande alimentaire, le gouvernement nigérian devra cependant accroître les contraintes par une interdiction d'importer du riz et du maïs en 1986, du blé en 1987, de l'orge et du malt en 1988. La seconde, et aussi la principale, sera un accroissement des prix domestiques des cultures de rentes (cacao, caoutchouc, coton, huile de palme et arachide), particulièrement sensible pour le cacao, dont les prix (domestiques) tripleront. En outre, les fuites de ce produit sur le marché parallèle se réduiront. Les prix des productions vivrières furent peu touchés par ces mesures, car elles n'étaient pas échangées internationalement et étaient relativement abondantes en 1986 (9). Leurs prix augmentèrent cependant postérieurement du fait des conditions climatiques qui firent chuter la production de 10% en 1987, par rapport à 1986, et des mesures gouvernementales d'interdiction des importations. Ces mesures provoquèrent un déplacement de la demande alimentaire nationale, de même que celle de l'agro-industrie, favorable aux tubercules et aux racines alimentaires, ainsi qu'aux grains locaux. Les hausses de prix ont été favorables à la production agricole qui restera cependant insuffisante. C'est la raison pour laquelle, à partir de 1988, le gouvernement interdira les exportations de produits alimentaires, maïs et sorgho tout d'abord, haricots, riz, manioc, igname et dérivés ensuite, ainsi que tous les produits alimentaires importés, malgré la nécessité d'accroître les rentrées de devises. Ces interdictions sont toujours en vigueur actuellement. Du fait de l'amélioration de l'offre agricole nigériane et de la nécessité d'exporter, certaines productions vont à nouveau se retrouver sur les marchés des pays voisins. Depuis 1988, des tubercules et des racines alimentaires nigérianes sont à nouveau vendues sur les marchés camerounais non seulement du Nord, mais également du Sud, concurrençant ainsi les productions de ce pays dans le cadre d'une différenciation monétaire entre le naira et le FCFA.

7 L'essentiel du bétail camerounais vient du Tchad, via des échanges non officiellement enregistrés.

8 Ces importations non officielles de réexportations s'expliquent par le niveau des taxes à l'entrée du Cameroun (40 à 90% de la valeur déclarée des produits).

9 Tout comme en 1985 d'ailleurs. Ce sont les conditions climatiques favorables en 1985 et 1986, de même que le retour à la campagne de nombreux paysans, qui expliquent cette abondance.

B5.3) DIFFERENCIATION MONETAIRE

Les relations commerciales entre le Nigéria et le Cameroun sont influencées par les évolutions du naira face au franc CFA, tous marchés confondus. Toutefois, au vu des échanges réalisés durant la période coloniale et celle de l'indépendance jusqu'en 1967 (date de sortie du Nigéria de la zone sterling), il semble que ce phénomène porte plus sur l'intensité des échanges que sur leur nature. Tout comme dans le cas du dollar, quoiqu'avec une dynamique spécifique, de 1960 à nos jours le naira s'est déprécié vis-à-vis du FCFA, ce mouvement étant plus sensible sur le marché parallèle. La différenciation monétaire fournit un important stimulant aux échanges frontaliers par le jeu des prix relatifs favorables au Nigéria. Il convient dans ce contexte de distinguer deux périodes, afin de mettre en évidence les effets du mode de développement industriel différencié du Nigéria.

(i) De 1967 à avril 1982

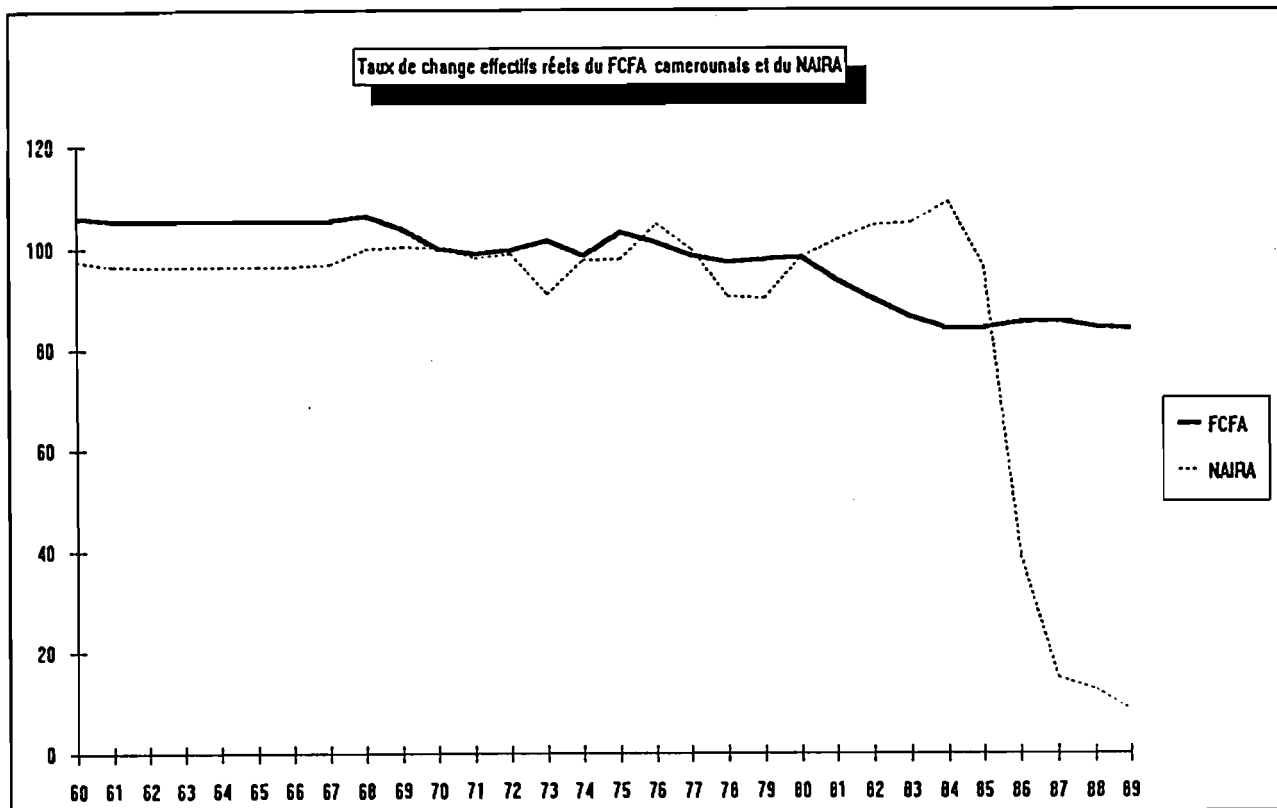
Sur cette période, l'offre de produits industriels du Nigéria s'est significativement développée, surtout vis-à-vis de ses voisins appartenant à la zone CFA. Ce pays s'affirme comme une puissance industrielle africaine. Il s'affirme en politique étrangère vis-à-vis de ses voisins et au niveau international. La manne pétrolière lui permet de jouer un rôle dans la politique économique de certains pays. Il a une capacité d'absorption alimentaire non satisfaite depuis 1974. Dans ce contexte, le naira devient quasiment la deuxième monnaie dans les magasins et sur les marchés de certains pays voisins membres de la zone franc. Le Bénin, le Niger, voire le Tchad, sont particulièrement concernés. Les nairas résultant d'échanges avec le Nigéria sont recyclés sur les marchés de celui-ci par la satisfaction d'une demande portant sur l'achat de voitures, de cyclomoteurs, de produits cosmétiques, de carburants et de matériaux de construction. Dans le cas du Cameroun, les échanges officiels sont réduits du fait du différend politique existant depuis le référendum organisé sous l'égide des Nations-Unies. En outre, le Cameroun, de par ses richesses naturelles et une population dynamique, ne dépend pas du Nigéria comme les autres pays pour son approvisionnement en produits de première nécessité.

La division du travail, qui s'est installée entre le Nigéria et ses voisins de la zone franc, ressemble à celle de la période antérieure à 1967, la différence étant que les biens manufacturés offerts sur les marchés des voisins via le Nigéria sont fabriqués par celui-ci. Précédemment, il s'agissait de produits de toutes origines livrés sur les marchés nigériens à des prix concurrentiels. Les marchés du Nigéria exerçaient un attrait sur ceux des pays francophones voisins vivant sous un régime assez rigoureux de contingentements des importations et de contrôle des changes. Le Nigéria s'affirme vis-à-vis de ses voisins par sa capacité d'offre industrielle (et pétrolière) avant celle de sa concurrence par les prix de vente. Il en est de même des premiers en termes d'offre alimentaire, car leurs prix de vente agricoles sont généralement plus élevés que les cours mondiaux. Seul le Nigéria, de par les évolutions en cours du pouvoir d'achat et de l'inflation, peut les acquérir. Ceci explique d'ailleurs pourquoi certains gouvernements, dont celui du Cameroun par exemple, ont pratiqué spécifiquement des politiques destinées à gagner des marchés alimentaires au Nigéria. Le cas des périmètres irrigués de la SEMRY, pour la production du riz, en est l'exemple (10). Il sera revenu ultérieurement sur les politiques ou interventions des Etats. Dans de tels cadres d'échanges, la parité qui s'installe sur le marché parallèle et qui contraste celui-ci de l'officiel reflète, en termes structurels, le fonctionnement d'un processus d'intégration en cours dans une zone de libres échanges Nigéria-Cameroun-pays voisins membres de la zone franc, dont la dynamique est à la fois la capacité d'offre industrielle du Nigéria et le mouvement des prix relatifs, via les échanges parallèles. Cette zone assure la convertibilité de fait des monnaies y circulant, soit du naira officiellement inconvertible. Cette convertibilité a un prix, lequel s'exprime par une dépréciation du naira vis-à-vis du FCFA sur le marché parallèle. Cela favorise l'écoulement des produits nigériens sur les marchés voisins, dont ceux du Cameroun, pays dont l'offre industrielle est sensiblement plus développée que celles du Bénin, du Tchad ou du Niger (11).

10 En effet, la production de riz au Cameroun (SEMRY) n'est pas internationalement compétitive. Toutefois, moyennant une politique camerounaise de subventions et dans un contexte d'excès de demande au Nigéria, elle l'est relativement plus.

11 Poids de l'industrie dans le PIB respectivement de 13,2%, 18,1% et 24,2% contre 30,8% dans le cas du Cameroun.

GRAPHIQUE 29



(ii) D'avril 1982 à nos jours

Dans la décennie 80, le Nigéria entre dans une crise de son système financier qui va rejaillir négativement sur ses capacités d'offre industrielle, mais non exclusivement, et ce d'autant que des mesures d'austérité visant à réduire les importations et donc l'approvisionnement majeur de la base industrielle nigériane seront décidées (à partir d'avril 1982) et devront être sans cesse renforcées afin d'être efficaces dans un cadre institutionnel défavorable (corruption, clientélisme, ...). Cette crise rejaillit, entre autres variables, au niveau de la parité du naira vis-à-vis du FCFA. Celui-ci se déprécie tout d'abord fortement sur le marché parallèle et puis sur l'officiel, où plusieurs ajustements monétaires ont lieu (à dater de septembre 1986). Bien que l'offre industrielle nigériane se contracte de 1980 à 1987, elle bénéficie sur les marchés des pays francophones voisins d'un effet de substitution favorable via la différenciation monétaire, soit les prix relatifs. Cette substitution trouve un accueil favorable de la part des autorités nigérianes car ce pays, en crise de devises et d'intrants importés, doit exporter tout ce qu'il peut pour en obtenir de diverses façons. Elle trouve également un cadre favorable à la périphérie du Nigéria. Elle apporte des opportunités d'enrichissement privé, voire d'accroissement des recettes publiques et/ou en devises de pays voisins.

Après les ajustements monétaires du naira, l'offre agricole du Nigéria s'est améliorée du fait de la suppression conjointe des offices de commercialisation des produits agricoles et des augmentations des prix agricoles, corrélatives et/ou liées à la politique gouvernementale en matière d'importations (cf. paragraphe 7). Dans ce contexte, la concurrence nigériane à l'égard du Cameroun porte donc tant sur les produits agricoles qu'industriels. Elle semble toutefois bien plus limitée dans le cas des premiers que des seconds. Toutefois, à terme, tout dépendra de la priorité donnée ou non par les autorités nigérianes au secteur agricole.

Si concurrence et substitution il y a entre productions camerounaises et nigérianes, il faut toutefois se garder de déduire qu'en termes nets les flux frontaliers camerounais-nigériens apportent une contribution négative à la croissance du Cameroun. La réalité est complexe en ce domaine puisqu'en effet les échanges frontaliers sont à la fois le fait d'échangistes nigériens et camerounais par l'intermédiaire desquels ils soutiennent les performances des espaces dynamiques fonctionnant le long des frontières. Ces espaces sont, en fait, des pôles d'intégration régionale qui créent pouvoir d'achat et emploi, à la marge des politiques officielles d'exportation des pays, quelque peu défailtantes quant aux cibles macroéconomiques classiques (production, emplois, revenus, solde extérieur), et aussi quant à la rentabilité des ressources productives et à la diversification des offres afférentes.

B5.4) INTERVENTIONS DES ETATS

B5.4.1) Politique agricole (12)

Cameroun

Les interventions concernent la production de riz via le projet gouvernemental de la SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua) qui a débuté en 1946 et, a été intensifié de 1960 à 1980, dans le cadre d'une politique d'autosuffisance alimentaire du Cameroun. Les aménagements s'étalent sur toute la vallée du Logone, de Yagoua à Kousséri. Les emblavements sont en deçà des aménagements. Par suite de coûts de production élevés, cette société n'a pu concurrencer le riz importé du marché mondial. Elle s'est alors tournée vers le Nigéria, compte tenu de l'élévation du pouvoir d'achat qui y était en cours (période du développement industriel et du boom pétrolier) et du déficit alimentaire qui s'y manifestait. Le Nigéria a ainsi absorbé les trois quarts de la production rizicole de la SEMRY jusqu'au début de 1983, soit de la période durant laquelle le Nigéria prend des mesures de réduction de son absorption et où la décote du naira vis-à-vis du FCFA s'affirme de plus en plus sur le marché parallèle (perte de pouvoir d'achat pour les opérateurs nigériens).

Malgré l'évolution critique nigérienne, le gouvernement du Cameroun a continué de favoriser le développement des aménagements de la SEMRY dans une perspective de long terme, peut-être celle de la satisfaction croissante de la demande de riz de la sous-région : Nigéria et autres pays (?). A court terme, il a subventionné la production et couvert les coûts de transport vers le marché nigérian. Malgré ces mesures, l'écoulement vers le Nigéria s'est officiellement réduit depuis la mi 1985. Compte tenu de l'interdiction d'importer du riz prise en janvier 1986 par le Nigéria, il est vraisemblable d'avancer que le commerce officiel du riz entre le Cameroun et le Nigéria a été détourné vers le marché parallèle. En effet, le Comité nigérian présidentiel du riz, mis en place pour contrôler les importations de riz, fut éclaboussé par divers scandales portant sur des opérations frauduleuses d'importation. De même, il fut établi que des gouverneurs nigériens revendirent des autorisations d'importation de riz à des grands commerçants pour des opérations qui ont laissé des profits évalués à des centaines de millions de nairas. La littérature disponible permet d'apprécier le commerce camerounais non enregistré du riz à destination du Nigéria. Il porterait sur 140 à 200 000 tonnes par an (13), dont 35 000 tonnes de la SEMRY.

Nigéria

Dans le cadre de la politique agricole du Nigéria, le Cameroun (comme le Tchad) a bénéficié d'augmentation de la productivité via une subvention (couvrant 75% du prix d'achat) aux intrants et la diffusion de la mécanisation. Cette politique du Nigéria lui a permis de se ravitailler sur le marché de ce pays, à peu de frais, en facteurs de production : engrais et matériel agricole.

12 Voir aussi le chapitre D de ce rapport sur les filières agro-industrielles du Cameroun.

13 Chiffre avancé pour 1986.

B5.4.2) Echanges extérieurs

Cameroun

La politique d'échanges extérieurs en fonction de laquelle le riz et le blé sont soumis à l'obtention de licences d'importation permet la réexportation de riz et de farine de blé. Une partie de la farine de blé alimente, en fait, des flux vers le Nigéria, le Tchad et la République centrafricaine.

Un accord entre le Cameroun et le Nigéria institue une taxe de 2% sur les échanges de produits agro-alimentaires locaux (semences exonérées). Compte tenu de la faiblesse des échanges officiels, cet accord est vraisemblablement une tentative visant à "reformaliser" les flux parallèles.

Nigéria

La politique d'interdiction d'importations et d'exportations postérieure à 1986 a favorisé le développement de flux parallèles afférents.

B5.4.3) Accords bilatéraux

Il s'agit de la Commission du Bassin du Lac Tchad créée en 1964 pour mettre ce dernier en valeur, via une gestion concertée de ses ressources. Elle regroupe les quatre pays riverains. Elle n'a pas débouché sur une harmonisation des taxes prélevées. Le Tchad y est assez vorace en tant que principal exportateur et ce, à l'opposé du Nigéria qui, pour approvisionner son marché, n'impose pas de droits d'entrée sur les produits du Lac. Le Cameroun en tant que zone de transit pratique une politique libérale, favorable de fait aux échanges parallèles.

CONCLUSION

Entre le Nigéria et le Cameroun, tout comme entre le premier et d'autres voisins de la zone franc, il semble qu'un processus d'intégration économique soit en cours. Il repose à la fois sur des déterminants économiques (mode de développement différencié, différenciation monétaire, interventions gouvernementales) et non économiques (histoire, adhésion religieuse). Au sein de ceux-ci, la différenciation monétaire, soit la dépréciation sévère du naira vis-à-vis du FCFA, joue un rôle clé dans la décennie 80. Moyennant un différentiel de prix relatifs favorable au Nigéria, une loi de prix unique (P.P.A.) s'établit entre celui-ci et ses voisins de la zone franc en ce qui concerne les biens manufacturés. En découle une division inter-régionale (Nigéria : offre industrielle, voisins : celle de denrées alimentaires) des échanges accentuée par une dynamique frontalière du marché parallèle, dont l'accélérateur est un différentiel de profit favorable tant à des opérateurs nigériens que camerounais (ou appartenant à des pays voisins) et la logique ultime l'affaiblissement du multiplicateur keynésien du commerce extérieur obtenu par les politiques d'offre extérieure pratiquée. A terme, le Nigéria doit exporter tout ce qu'il peut pour sortir de sa crise financière, à moins de réformer en profondeur son système institutionnel. Par manque de fonds disponibles, il ne peut vraisemblablement pas se lancer dans une nouvelle politique agricole. En conséquence, sa concurrence agricole à l'égard du Cameroun, via la différenciation monétaire, restera réduite d'ici 1995. Pour certains produits (tubercules, racines alimentaires), elle pourrait cependant être significative.

C.- LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE A MOYEN TERME DU CAMEROUN (1991-1995)

INTRODUCTION

Après avoir analysé le modèle de croissance camerounais sur la longue période (1965-1985), puis les mécanismes de la crise économique qui affecte le pays depuis déjà cinq ans (1986-1990), il convient de s'interroger sur les perspectives de moyen terme. Les scénarios et les principales conclusions qu'on peut en tirer ont été établis à l'aide du modèle Tablo-Cameroun de la CCCE.

Parmi les diverses options possibles pour effectuer ces scénarios, nous avons retenu Tablo-Cameroun. En premier lieu, pour des motifs d'ordre institutionnel. Ce modèle a été élaboré et est géré par la Caisse Centrale de Coopération Economique qui fait partie du Comité de pilotage de la présente étude. Il est aussi implanté au Cameroun, à la Direction de la Prévision. En second lieu, Tablo-Cameroun est le seul modèle véritablement opérationnel remplissant les objectifs des exercices économiques que nous nous sommes fixés. De plus, la base de données sur laquelle il est assis est à la fois la plus exhaustive et la plus à jour.

D'autres options étaient possibles : on peut citer l'existence d'un modèle d'équilibre général pour le Cameroun élaboré par la Banque Mondiale au début des années 80 et d'un modèle macroéconométrique construit par l'OFCE (14). Le premier a servi à l'analyse d'un certain nombre de conséquences du boom pétrolier à partir de 1978 sur l'économie camerounaise. Mais la matrice de comptabilité utilisée pour son qualibrage est largement obsolète aujourd'hui. Tandis que le second, un modèle agrégé de type IS/LM dont la partie monétaire n'a pas encore été intégrée, n'est pas encore terminé. Le recours à un modèle RMSM adapté au Cameroun était encore une option possible. Il faut noter cependant que sa structure ne traite pas de manière entièrement satisfaisante les mécanismes économiques qui peuvent agir à moyen terme. L'absence de prise en compte des "effets d'offre" limite quelque peu les résultats qu'il dispense.

Au delà de 1995, il faut avoir recours à d'autres types de modèles, dont K2000 est un exemple (voir la partie K2000)

Comme préambule à la présentation des perspectives de moyen terme, ce chapitre commence par la synthèse des politiques d'ajustement, qui ont certes été mises en place depuis 1986, mais dont les effets structurels vont être sensibles à partir de 1990 et continuer à marquer les évolutions économiques du pays. Les PAS jouent donc un rôle central dans l'évolution des agrégats macroéconomiques depuis déjà cinq ans, comme ils continueront à la faire à l'avenir.

Dans un second temps, sera détaillé le jeu d'hypothèses qui a servi à l'élaboration du compte central, puis les principaux enseignements de celui-ci. Enfin, des variantes simples, relatives à un certain nombre de chocs externes (variation des prix du pétrole sur le marché mondial, augmentation des volumes pétroliers produits, amélioration des termes de l'échange agricoles, changement de la parité USdollar/FrancCFA), sont destinées à tester la robustesse des résultats du compte central.

14 Pour le modèle ECG, voir Devarajan S., Benjamin N-C. "Oil Revenues and Economic Policy in Cameroon. Results from a Computable Equilibrium Model", World Bank Staff Working Papers, n. 745, Washington, 1985. Quant au modèle macroéconométrique, on pourra en trouver une présentation dans T.Ilboudo, Pitambe, R.Nantghouang, R.Ngonthe, M.Niang, D.Petit "Modélisation et prévision dans les P.V.D. : le cas du Cameroun", Groupe de travail ENSAE-CESD, sous la direction de A.Gubian, Malakoff, juin 1990.

C1- SYNTHÈSE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DEPUIS 1986

La récession brutale intervenue en 1985/86, à la suite de la chute des cours des principaux produits d'exportation (pétrole, cacao, café, coton), a amené les autorités camerounaises à solliciter l'intervention des principaux organismes internationaux, dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. Il faut toutefois noter les fortes réticences des instances politiques nationales à recourir aux crédits conditionnels du FMI et de la Banque Mondiale, dont la contrepartie signifie une perte sensible d'autonomie dans la conduite de la politique économique. En effet, il faut attendre 1988, soit près de trois ans après le début de la dégradation de la balance des paiements et des finances publiques, pour qu'un premier accord "stand by" soit passé avec le FMI après de difficiles négociations.

C1.1) Le calendrier des interventions

L'échec relatif des politiques d'ajustement autonomes, mises en place à partir de 1986, conjugué à la pression des bailleurs de fonds (notamment de la France), ont contraint les autorités camerounaises à accepter le principe d'une négociation avec les institutions créditrices. En vérité, les mesures instaurées par le gouvernement camerounais ne diffèrent pas sensiblement des mesures préconisées par les organismes internationaux, si ce n'est qu'elles n'autorisent pas l'accès à de nouveaux crédits extérieurs. Dans la mesure où les autorités camerounaises n'ont pas de stratégie alternative à l'ajustement structurel préconisé par les organismes internationaux (comme les plans "hétérodoxes" de certains pays latino-américains), elles ont tout intérêt à ne pas se couper du système financier international.

Les premières mesures d'ajustement ont été prises dès 1987, sous la pression de la Banque Mondiale. Les autorités se sont employées à mettre en place des mesures destinées à réduire le déficit public (-40% en 2 ans). Par ailleurs, une commission inter-ministérielle a été nommée pour établir un diagnostic sur 75 entreprises publiques (soit la moitié des entreprises du secteur public). Ces réformes partielles ont débouché sur la rédaction d'un programme d'ajustement, en complément du programme de stabilisation, présenté dans sa version définitive par le gouvernement camerounais en mai 1989, et intitulé "Déclaration de Stratégie et de Relance Economique" (DSRE). C'est sur cette base qu'ont été négociés le crédit "stand by" du FMI et le programme d'ajustement structurel de la Banque Mondiale.

L'accord de confirmation sollicité par le Cameroun ne sera finalement signé que le 18 septembre 1988, après plusieurs années de laborieuses négociations. Cet accord couvrant la période d'août 1988 à mars 1990 porte sur un montant de 69,525 millions de DTS. Additionnellement, le Cameroun demande un financement compensatoire de 46,35 millions de DTS, pour pallier la perte de recettes fiscales de l'exercice 1987/88. L'accord stipule, en outre, que les achats de DTS par le Cameroun devront suivre un calendrier très précis, fixant un montant maximum, trimestre par trimestre.

CALENDRIER PREVU

23,175 millions de DTS avant le 15 novembre 1988
 30,900 millions de DTS avant le 15 février 1989
 38,625 millions de DTS avant le 15 mai 1989
 46,350 millions de DTS avant le 15 août 1989
 54,075 millions de DTS avant le 15 novembre 1989
 61,800 millions de DTS avant le 15 février 1990

Ce découpage par tranches de financement permet aux autorités du Fonds de suivre pas à pas l'état d'exécution du programme, et éventuellement d'en renégocier les termes.

Du côté de la Banque mondiale, ce n'est que le 14 juin 1989 qu'elle approuve un programme d'ajustement structurel (PAS I) de 155 millions de dollars, libérable avant 18 mois, en 3 tranches de 6 mois. Le PAS I est censé être la première phase d'un programme de réformes, qui doit se prolonger sur 4-5 ans, pour appuyer la DSRE. Additionnellement, un projet d'aide à la gestion économique (PAGE) de 9 millions de dollars est accordé par la Banque en juillet 1989.

Tout comme le crédit "stand by" du FMI, le PAS I doit être débloqué en plusieurs tranches (2ème tranche après le 31 mars 1990, 3ème tranche après le 31 décembre 1990), afin de contrôler l'état d'exécution du programme. En cas de dérapage majeur, la Banque envisage la suspension des crédits. En fait, leur montant est modulable en fonction de la "qualité" de l'ajustement obtenu et du degré d'exposition de la Banque. Par contre, si les résultats obtenus donnent satisfaction, un PAS II sera discuté. Les trois variables-clefs qui sont retenues pour analyser la situation sont: les recettes publiques, les prix intérieurs, et les salaires du secteur public. La somme prévisionnelle annuelle moyenne des PAS sur le quinquennat 90/94 se monte à 125 millions de dollars (variant entre 75 et 175 millions suivant les performances réalisées).

L'intervention de la France doit aussi être mentionnée dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Par tradition, la France joue un rôle important dans le financement de l'économie camerounaise. Dès septembre 1988 (c'est-à-dire au moment où le Cameroun obtient son premier accord de confirmation avec le FMI), la CCCE consent à ce pays un premier prêt d'ajustement structurel pour un montant de 13,5 milliards de FCFA, ainsi qu'un prêt spécial de 6,5 milliards. Si en termes monétaires les sommes en jeu sont conséquentes (20 milliards de FCFA à comparer aux 37 milliards du FMI pour la même période, soit l'exercice 88/89), ces prêts ne sont pas réellement associés à des mesures d'ajustement structurel. Ils se situent plus dans la lignée des financements traditionnels accordés par la France au Cameroun. En premier lieu, contrairement au FMI ou à la Banque Mondiale, la CCCE ne fonde pas son intervention sur une stratégie macro-économique autonome. Sur ce terrain, la CCCE rallie à l'expertise des organismes multilatéraux au lieu de développer son propre diagnostic. En particulier, ce sont les institutions françaises qui inviteront avec insistance les autorités camerounaises à recourir au FMI, à la suite de la dégradation de la situation économique en 1985/86. De plus, une des conditions suspensives du prêt accordé par la CCCE est justement que soit approuvé par le Fonds l'accord de confirmation.

En second lieu, les mesures préconisées relèvent plus d'interventions sectorielles que de la politique économique générale. D'ailleurs, les prêts successivement accordés par la CCCE au Cameroun en octobre 1989 et octobre 1990 (d'un montant de 10 milliards de FCFA chacun) seront baptisés "prêts d'ajustement sectoriel".

Enfin il faut noter que le prêt de septembre 1988 revêt un caractère bilatéral prononcé, dans le sens où les objectifs retenus sont directement liés aux intérêts français dans le pays, même s'ils peuvent contribuer à la stabilisation des finances publiques. Ainsi l'apurement des arriérés de l'Etat sur les marchés publics ne concerne que les filiales d'entreprises françaises, le financement de la contribution de l'Etat à des projets d'investissements ne touche que des opérations où la coopération française existe déjà, et enfin, la troisième mesure vise à la poursuite de l'assistance technique française. Pour toutes ces raisons, nous ne nous intéresserons qu'aux mesures d'ajustement proposées par le FMI et la Banque Mondiale.

Statutairement, la division des tâches entre le FMI et la Banque Mondiale oriente le premier vers des plans de stabilisation de court terme, et la seconde vers des programmes d'ajustement et des politiques d'offre de moyen terme. La distinction n'est pas aussi claire sur le terrain. Il existe néanmoins un important tronc commun entre les programmes signés par chacune des deux institutions avec le Cameroun. Cette convergence des mesures s'explique par un diagnostic commun de la crise camerounaise : la détérioration des termes de l'échange depuis 85/86 est plus le révélateur que la cause profonde de la fragilité structurelle de l'économie.

Ainsi, les déséquilibres observés ces dernières années seraient fondamentalement dus à la faible compétitivité de l'économie camerounaise. Ces faiblesses structurelles seraient imputables à un cadre institutionnel particulièrement inadapté (environnement commercial protégé et inefficace, coûts du travail trop élevé). Pallier ces déficiences requiert des mesures de long terme, mais la stabilisation financière est une étape préalable incontournable selon la Banque et le Fonds.

C1.2) Les mesures d'ajustement structurel approuvées par le Cameroun

Les objectifs quantitatifs du plan du FMI sont les suivants:

- 1.- la réduction du solde du compte courant à 4,3% du PIB en 1988/89 et à 3% en 1991/92**
- 2.- la stabilisation des finances publiques afin de résorber totalement le déficit en 1991/92**

Mais les mesures concrètes envisagées pour atteindre ces objectifs dépassent le seul rétablissement des équilibres financiers. Le programme vise explicitement à réorienter de façon durable le modèle de croissance camerounais dans le sens d'une plus grande efficacité économique. Il cherche la rationalisation-restructuration des entreprises publiques, la réhabilitation du système bancaire, et une reformulation du système d'incitations. Il est d'ailleurs stipulé que la relance de l'activité économique, du secteur non pétrolier notamment, doit passer par la stimulation de l'offre (incitations, choix des investissements, environnement institutionnel), et que cette partie du plan doit être élaborée sous l'égide de la Banque mondiale.

Le PAS de la Banque Mondiale, quant à lui, est un programme pluri-annuel cherchant à favoriser la dynamique productive vers les biens échangeables et l'exportation. Pour ce faire, il est nécessaire de restaurer les équilibres internes et externes, de réduire les coûts et d'améliorer la productivité. L'objectif quantitatif central consiste en la réduction de 15% du taux de change réel d'ici à 1995. Il s'agit donc de revenir au niveau de 1977, juste avant le boom pétrolier, à une époque où les déséquilibres n'existaient pas.

Le problème récurrent de la dévaluation du franc CFA est bien présent derrière le programme de la Banque dans la mesure où la politique déflationniste préconisée pour abaisser le taux de change réel résulte de l'impossibilité politique d'une dévaluation. Or d'après les experts de la Banque elle permettrait d'obtenir les mêmes résultats plus rapidement, en dépensant moins de devises, et surtout en frappant beaucoup moins lourdement les populations. Implicitement, et bien que la Banque reconnaisse quelques vertus à la zone franc, elle fait porter la responsabilité du coût "social" des politiques draconiennes mises en oeuvre au système de parité fixe.

Quoi qu'il en soit, les perspectives de croissance du Cameroun établies par la Banque sont plutôt sombres. Elles tablent sur une croissance zéro jusqu'en 1995, puis un rythme moyen de 3% jusqu'à l'an 2000. Compte tenu des tendances démographiques, ce scénario implique qu'à cette date le PIB par tête sera 10% inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. Le pessimisme des prévisionnistes apparaît clairement lorsqu'ils imaginent des variantes à leur scénario central. L'amélioration des perspectives ne pourraient passer que par la découverte de nouveaux gisements pétroliers, ou une dévaluation du franc CFA ; autant de variantes peu probables à court terme.

Le train de mesures communes aux deux plans touchent tous les champs de la politique économique : la politique budgétaire et les entreprises publiques, la politique monétaire, et la politique commerciale. De plus, le PAS de la Banque Mondiale aborde des questions de politique agricole et surtout de politique sociale, avec le projet DSA (dimensions sociales de l'ajustement).

a) Politique budgétaire et restructuration des entreprises publiques :

La réflexion du F.M.I. dans ce domaine se borne à la réduction mécanique du déficit.

Du côté des recettes, la Loi de Finances 88/89 prévoit le relèvement de la fiscalité par une augmentation de la taxe spéciale sur les produits pétroliers, une revalorisation des tarifs des services publics, l'institution d'une nouvelle taxe sur la propriété foncière, ainsi que le reversement par la SNH au titre de la redevance pétrolière. A terme est envisagée une étude sur système fiscal devant déboucher sur l'instauration d'une TVA pour l'exercice fiscal 91/92. Du côté des dépenses, la loi de finance prévoit la limitation des dépenses courantes (en particulier les dépenses de salaires doivent être stabilisées), ainsi que la réduction du programme d'investissements publics.

La Banque Mondiale adopte une perspective plus "structurelle". Impliquée un an après le FMI dans un plan d'ajustement au Cameroun, et forte d'expériences plus anciennes dans d'autres pays d'Afrique, la Banque Mondiale se montre plus consciente des risques encourus à moyen terme par une politique de réduction systématique des dépenses. Elle cherche à accroître l'épargne publique, et orienter les dépenses de façon sélective de façon à favoriser les biens échangeables. Les moyens pour y parvenir sont:

- l'élargissement de la base fiscale (avec création de la TVA en 91/92) afin de faire passer le ratio (impôts/PIB) non pétroliers de 10 à 15% du PIB en 1995.
- la réduction des dépenses de salaire (avec éventuellement un débauchage)
- le maintien des infrastructures de base pour servir à la politique d'exportation
- l'augmentation des dépenses en capital qui étaient descendues à 5% du PIB en 1989 alors qu'elles comptaient pour 11% en 1985. L'objectif prévu est de 6% en 1996
- résorption des arriérés de paiement (internes et externes) et rééchelonnement de la dette en accord avec le Club de Paris.

En ce qui concerne les entreprises publiques, la commission de réhabilitation a pour mission d'identifier celles qui doivent alternativement être liquidées, privatisées ou rester sous contrôle public. Le coût financier de la réforme est estimé à 260-300 milliards de francs CFA, à partager entre les entreprises concernées, les bailleurs de fonds et l'Etat. Début 90, les résultats de l'audit des 75 entreprises publiques initié en 1987 concluaient que 15 devaient être liquidées, 12 privatisées, et 30 restructurées. Ces mesures devraient entraîner la suppression de 14000 emplois qui recevront indemnités et assistance pour s'établir dans le secteur privé. Des contrats-performances doivent être signés avec toutes les entreprises encore en marge du processus de restructuration (en janvier 1990, 18 avaient déjà été conclus et 40 étaient en cours).

b) Politique monétaire et restructuration du secteur bancaire

Pour le FMI, la politique du gouvernement doit s'articuler autour des principes fondamentaux du désengagement progressif de l'Etat au profit du secteur privé, de la libéralisation des règles de fonctionnement des banques et du renforcement des moyens et du rythme des contrôles ainsi que des sanctions. La nécessité d'obtenir un différentiel positif de taux d'intérêt avec les marchés extérieurs est affichée, afin d'enrayer la fuite des capitaux, d'attirer les capitaux étrangers et d'assurer la liquidité intérieure. A court terme, la politique du gouvernement doit s'attacher à :

- restaurer la liquidité des banques (en janvier 90, 3 banques publiques avaient été fermées, ainsi qu'une banque d'économie mixte)
- assainir les crédits de campagne et la dette administrative
- régler le problème des créances douteuses

Une négociation doit s'ouvrir avec les autorités françaises pour rééchelonner la dette postale, et résorber la dette la dette hospitalière.

Pour la Banque Mondiale, la priorité revient au maintien de l'inflation à un niveau proche de zéro, passant par une politique classique de contraction monétaire. De plus, elle préconise la simplification du système des taux créditeurs, un rendement positif des taux débiteurs, et l'augmentation des marges bancaires. La restructuration du secteur bancaire et des entreprises publiques (secteurs dont on a vu le rôle crucial dans le processus de diffusion de la crise économique au Cameroun) est une condition préalable pour assurer la liquidité de l'économie, et par là, la croissance du secteur privé.

c) La politique commerciale

Ce volet des réformes échoit plus spécifiquement à la Banque Mondiale, dans la mesure où il touche directement la libéralisation de l'économie et le système d'incitation à la production et à l'exportation. Sur le plan intérieur:

- le contrôle des prix a commencé à être démantelé pour favoriser la concurrence
- la désindexation des salaires du secteur privé et des marges commerciales par rapport aux salaires du secteur public, ainsi que la promotion de la mobilité professionnelle devraient être un facteur de réduction des coût du travail
- la mise en place d'un nouveau code des investissements est prévue

Autant de mesures censées améliorer la productivité des facteurs et le taux de change réel.

Sur le plan extérieur, on cherche à remplacer le système de restrictions quantitatives par une politique de tarifs. Avant le PAS, les autorités avaient déjà éliminé un certain nombre de quota sur les importations. Les tranches 2 et 3 du PAS I seront utilisées pour faire disparaître totalement les restrictions quantitatives et les taxes à l'exportation. Par ailleurs, une réforme doit être entreprise au niveau de l'UDEAC, pour harmoniser les droits de douane et le niveau de protection.

d) La politique agricole

En ce qui concerne la politique agricole, on prévoit la baisse des marges des offices de commercialisation, des taxes à l'exportation et des prix des producteurs (-40% depuis 1986). Les exportations vont être libéralisées d'abord dans la partie anglophone du pays, puis dans tout le pays. Les offices de commercialisation vont être mis en concurrence avec le secteur privé. Leur rôle se limitera au contrôle de qualité, et à la gestion des caisses de stabilisation.

Le FMI préconise un système de prix aux producteurs déterminé par la loi du marché dans le cas des cultures vivrières, et un prix garanti plus une "prime de conjoncture" pour les cultures d'exportation.

Les experts de la Banque s'interrogent sur les effets négatifs potentiels de la chute drastique des prix aux producteurs. Le seul moyen d'y remédier à leurs yeux consisterait en une dévaluation.

e) La politique sociale

La dimension sociale du programme d'ajustement structurel est un point considéré comme de première importance par les autorités camerounaises. Elle leur sert à légitimer aux yeux de la population un train de réformes par ailleurs plutôt mal ressenti. En particulier les effets négatifs sur l'emploi des politiques d'ajustement, s'ils ne peuvent être évités (au moins 14000 employés du secteur public seront débauchés) doivent être accompagnés.

Dans ce sens, le PAS I invite les autorités camerounaises à restaurer les dépenses de santé et d'éducation, tandis qu'un projet DSA (**Dimensions Sociales de l'Ajustement**) devait être approuvé en janvier 1990. Il toucherait trois champs prioritaires:

- santé et population

- . appui au programme de planning familial
- . fourniture de médicaments de première urgence

- éducation

- . fourniture de matériel scolaire pour le primaire et le secondaire

- emploi

. création d'un Fonds National pour l'Emploi pour aider les fonctionnaires licenciés à se reconvertir, ainsi que d'un programme d'assistance à l'auto-emploi et la micro entreprise, en collaboration avec les ONG. C'est en particulier la participation des femmes à l'activité économique qui sera recherchée.

C1.4) Le bilan des bailleurs de fonds

En mai 1990, le bilan effectué par les administrateurs du Fonds au titre de l'article IV est globalement négatif. Ni les objectifs de recettes publiques, ni le programme de restructuration des entreprises publiques n'ont été atteints. L'accord de confirmation a été déclaré inopérant pour la troisième fois en février 1990. Il s'est finalement éteint le 30 juin 1990 sans avoir été réactivé et sans que soient décaissés 30,9 millions de DTS qui n'ont pas été versés. Même si la détérioration du contexte international n'a pas favorisé l'exécution des mesures, certains en viennent à s'interroger sur la viabilité intrinsèque du programme. Les facteurs invoqués pour expliquer l'échec du programme mettent en avant:

- la faiblesse des prix aux producteurs agricoles, qui d'une part compromet la relance à moyen terme de la production, et d'autre part fait peser le poids de l'ajustement sur le secteur rural, au bénéfice des zones urbaines. Cet argument conduit à stigmatiser la résistance des salariés urbains à l'augmentation de l'impôt sur les salaires ;
- la lenteur des réformes du système bancaire et des entreprises publiques ;
- l'absence de soutien effectif de l'opinion publique camerounaise aux politiques d'ajustement en cours.

Face à l'ampleur des déséquilibres et à la difficulté de trouver des solutions viables de stabilisation à court terme, le spectre de la dévaluation du franc CFA réapparaît avec plus d'acuité dans les débats internes du FMI. Le nouvel accord de confirmation qui devait être approuvé en février 1991 prendra sans doute en considération ces facteurs d'échec du programme camerounais. Fin mars 1991, les négociations étaient toujours dans l'impasse.

Si le diagnostic de l'état d'avancement du programme par le FMI est négatif, les fonctionnaires de la Banque Mondiale accordent, au contraire, un satisfecit aux autorités camerounaises. Jusqu'en janvier 1990 (dernière date pour laquelle nous disposons d'informations) la Banque louait la rapidité avec laquelle avait été obtenus des résultats en matière de déficit public (supposé être passé de 12% du PIB à 4% en deux ans)⁽¹⁵⁾ et dans la mise en place des mesures de libération.

On peut interpréter cette divergence entre les deux principaux bailleurs de fonds comme une conséquence du terme auquel chacun travaille. Le FMI doit impérativement voir des résultats dans les plus brefs délais, tandis que la Banque en travaillant à moyen terme dispose d'une période de rémission de quelques années, avant de pouvoir confronter ses objectifs quantitatifs avec la réalité.

On s'interrogera toutefois sur le degré réel de satisfaction des experts de la Banque Mondiale quant à l'avancement des mesures d'ajustement alors que la première tranche de 50 millions de dollars n'a finalement été débloquée qu'en décembre 1989, et que la seconde n'est toujours pas débloquée quand elle aurait dû l'être en mars 1990.

¹⁵ L'estimation actuelle de la CCCE est moins optimiste : le déficit pour l'Etat en part de PIB est passé de -7,5% en 1987 à -5,2% en 1989, mais à -8,5% en 1990.

C2- LES HYPOTHESES DU COMPTE CENTRAL

La structure du modèle TABLO (16) nous impose un certain nombre de contraintes sur les variables exogènes qu'il faut lui fournir pour réaliser des projections. On peut distinguer trois grands blocs de données exogènes :

- celles qui ont trait au secteur pétrolier (en prix et en volume) ;
- celles qui touchent le secteur agricole (de produits de rente ou vivrier) ;
- celles qui décrivent le comportement de l'Etat, à travers les différents postes du compte de l'Etat y compris son endettement. On ajoutera à ce bloc la parité dollar/FCFA, même si les autorités n'en n'ont pas la gestion.

C2.1) Le secteur pétrolier

Dans le secteur pétrolier, dont on a vu le rôle crucial pour le pays, on a maintenu les prix constants à 17 dollars le baril à partir de janvier 1991 et jusqu'en 1994/95. Cette hypothèse inférieure à l'objectif affiché de l'OPEP (maintien des prix à 21 \$ le baril) a été retenue pour prendre en compte d'une part la décote du pétrole camerounais et d'autre part les tensions qui vont se manifester sur le marché pétrolier (importance de stocks accumulés, reprise progressive de la production irakienne puis koweïtienne, réticence des petits producteurs ayant profité de la guerre du golfe à réduire leur part). Elle correspond, grosso modo, à un retour à l'état d'avant la crise (la moyenne des années 87/88-89/90 est de 15,4 \$). Compte tenu des prix constatés sur la première moitié de l'année fiscale 90/91, suite à la crise du Golfe, on obtient pour cet exercice un prix de 22,9 dollars.

Pour les volumes, on a retenu les prévisions d'ELF-SEREPCA qui font chuter la production pétrolière de 8 millions de tonnes en 1989/90 à 3,6 millions en 94/95 (17). Compte tenu de l'arrêt de l'exploration (18) et des délais de mise en service d'éventuels nouveaux puits, il n'est pas raisonnable d'envisager la reprise de production pétrolière sur de nouveaux sites avant cette date. Par contre, l'estimation d'extraction sur les sites existants est sujette à caution, comme le montre la chronique des volumes réellement produits comparés à la série prévue par la SNH sur les années passés. Une des variantes tentera d'estimer la marge d'incertitude sur la dynamique macro-économique, compte tenu de celle qui existe sur le rythme d'extraction pétrolière.

TABLEAU 9.
LA FRAGILITE DES PREVISIONS PETROLIERES

	Modèle TABLO (1)	FMI 11/89 (2)	FMI 8/88 (3)	SNH 10/90 (4)	Banque Mondiale 1987 (5)
1981/82	4.8	4.8	.	.	.
1982/83	5.8	5.8	5.6	.	.
1983/84	7.0	7.0	7.2	.	.
1984/85	8.8	8.8	8.8	.	8.4
1985/86	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9
1986/87	8.7	8.7	8.7	8.7	8.3
1987/88	8.4	8.0	8.0	8.4	.
1988/89	8.2	8.0	7.7	8.2	6.5
1989/90	8.0	7.4	7.0	8.0	.
1990/91	7.3	6.8	6.5	5.8	4.6
1991/92	6.0	5.3	6.0	4.9	.
1992/93	5.0	5.5	.	3.5	.
1993/94	4.2	4.9	.	2.9	3.2
1994/95	3.5

Sources :

- (1) de 1981/82 à 1989/90, SNH - de 1990/91 à 1994/95, prévisions ELF-SEREPCA
- (2) Stand by arrangement 26/8/88
- (3) Second review under stand by arrangement 3/11/89
- (4) Estimation communiquée par la SNH à la mission française d'Octobre 1990
- (5) Mémoire Economique Février 1987, hypothèse haute

16 Pour plus de précisions sur le modèle, voir JJAERTS "Le modèle TABLO-CAMEROUN", version 3. Présentation et Notice d'utilisation", Document de travail, CCCE, Division des Etudes générales, Paris, août 1990.

17 Prévision SNH

18 Celle-ci a repris au cours du dernier trimestre 90.

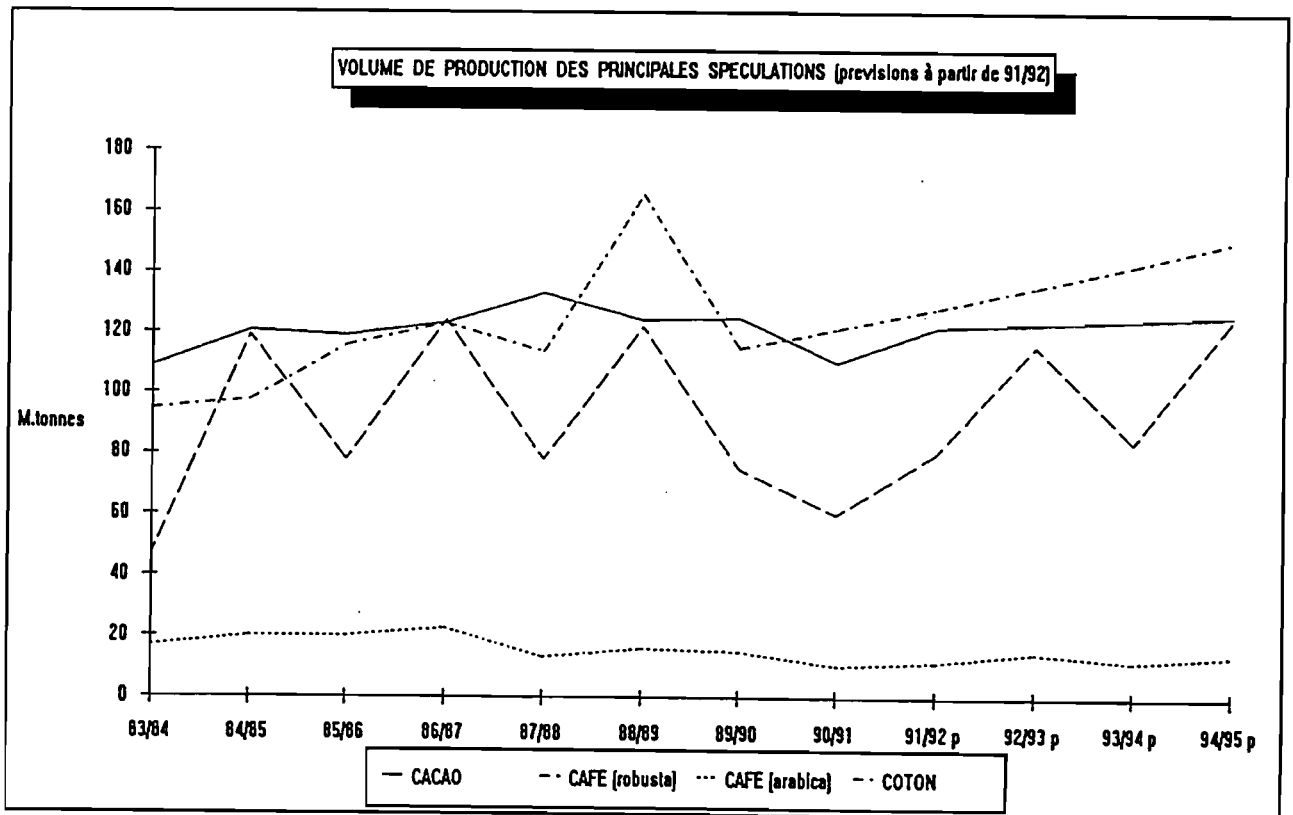
C2.2) Le secteur agricole

Le modèle dispose d'un module d'hypothèses agricoles (prix et volumes produits et exportés) distinguant les principaux produits de rente (11 produits) et vivriers (11 produits). Les prix d'export des grandes spéculations sont tirés des projections de la Banque Mondiale (19). Les prix aux producteurs ont été corrigés pour tenir compte du nouveau mécanisme mis en place à la dissolution de l'ONCPB, qui les rend plus sensibles à l'évolution des cours mondiaux. Les prix de l'agriculture vivrière n'augmentent que de 1% par an sur toute la période.

Les volumes de l'agriculture de rente découlent des prévisions des exports de la Caisse Centrale. Ces hypothèses se traduisent par une croissance lente de la production de cacao, à partir de 1991/92, après le creux enregistré en 1990/91 et récupéré l'année suivante. Quant au café, il enregistre lui aussi une forte baisse en 1990/91, puis remonte rapidement au niveau antérieur, en suivant un cycle heurté de production. Mis à part le coton, pour lequel on a fait l'hypothèse d'une progression de 5,5% l'an, les autres produits croissent au rythme de 2% en volume sur la période.

Pour l'agriculture vivrière, on a tablé sur une production en volume évoluant au rythme de l'accroissement démographique (+2,8%).

GRAPHIQUE 30



C2.3) Les autres hypothèses de prix

Outre les prix des produits pétroliers et agricoles définis plus haut, on a calé les prix des principaux secteurs importateurs et exportateurs.

— Compte tenu de la structure des exportations industrielles du Cameroun, le prix des exportations manufacturières est une pondération des prévisions de prix de l'aluminium ("Commodities Price Prospects" 50%) et des coûts unitaires des exportations de produits manufacturés des pays industriels publiés par la Banque Mondiale (MUV).

19 "Commodities Price Prospects", Banque Mondiale, Washington, dec. 1990.

- Le prix des importations est lui aussi une moyenne pondérée entre la prévision de prix à la consommation de la CEE et du MUV. Les poids respectifs de chacune des deux composantes (respectivement 90%, 10%) traduit la part des importations liée à la "zone franc" (CEE + zone franc) et celle qui provient de la "zone dollar".

- En l'absence d'information spécifique sur les prix des services, les prix des importations et des exportations ont été ajustés de manière à maintenir constants les termes de l'échange sectoriels.

Finalement, ces hypothèses sur le prix du commerce extérieur, ainsi que le maintien de la parité à 270 FCFA par dollar, se traduisent par une légère dégradation des termes de l'échange (<1% l'an) à partir de 1992/93, après une chute importante en 1991/92, suite à la baisse du prix du pétrole de 22,9 à 17 \$ le baril.

C2.4) Le comportement de l'Etat et la prise en compte des mesures d'ajustement structurel

Nos prévisions sur le secteur public ont cherché à prendre en compte, de façon la plus réaliste possible, les mesures d'ajustement (restructuration d'entreprises publiques, projets d'investissement, mode de financement) projetées par les accords entre le Cameroun et les institutions multi et bilatérales.

Les dépenses de fonctionnement hors intérêt (masse salariale, matériel, subventions et prêts nets) ont été gelées en valeur à partir de 1991/92 à 425 milliards de FCFA, soit à une réduction de 10% par rapport à l'exercice 1989/90. Quant à l'année fiscale 1990/91, les informations disponibles font état d'un "dérapage" des salaires (+9% par rapport à 1989/90), malgré la contraction des dépenses de matériel et des subventions de 20%. Ces deux postes se retrouvent en 1994/95 à leur niveau le plus faible depuis 1984/85.

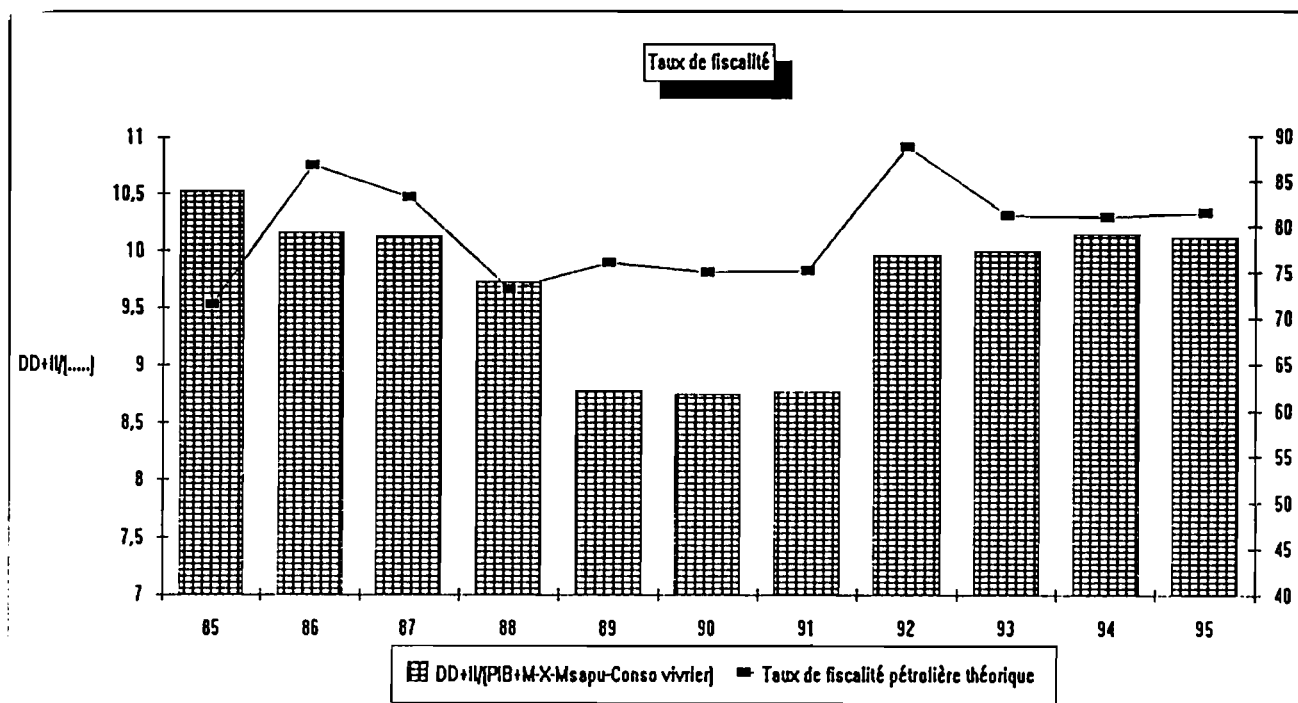
Les dépenses d'investissement ont été fixées à 100 milliards par an sur la période 1990/95, soit un total largement inférieur à celui prévu initialement par le Programme Prioritaire d'Investissement (qui se montait à 800 milliards), puis corrigé à la baisse (la nouvelle enveloppe du PPI est de 600 milliards).

Enfin, toutes les dépenses de restructuration du secteur public et bancaire ont été intégrées. Elles se montent à 237 milliards sur toute la période. On a supposé aussi que les variations d'arriérés seraient nulles, ce qui signifie le non recouvrement, par les agents intérieurs, d'imposants arriérés.

Du côté des recettes, le taux de fiscalité pétrolière a été maintenu sur toute la période à son niveau "théorique" ; on a ainsi supposé que la SNH avait épuisé ses possibilités de rapatriement des ressources placées à l'étranger. Soit un apport net des rapatriements sur des comptes hors budget de 42 Mds FCFA sur cinq ans, alors que ces flux avaient atteint près de 300 milliards pour les seules années 1984/85 et 1985/86. Pour la fiscalité non pétrolière, on a supposé que, parmi les mesures proposées par M. Nashashibi (redevance informatique, redevance d'aéroport, taxe minimum sur les importations, etc...), seules celles adoptées par le gouvernement Camerounais seront intégralement appliquées en 91/92 et, pour moitié, en 90/91, générant un surplus d'environ 33 milliards de FCFA à partir de la seconde année.

La totalité du besoin de financement de l'Etat est supposé couvert par l'extérieur. Nous avons écarté toute possibilité de financement intérieur pour prendre en compte à la fois le degré d'illiquidité de l'économie et la faible confiance des agents privés à l'égard du secteur public.

GRAPHIQUE 31

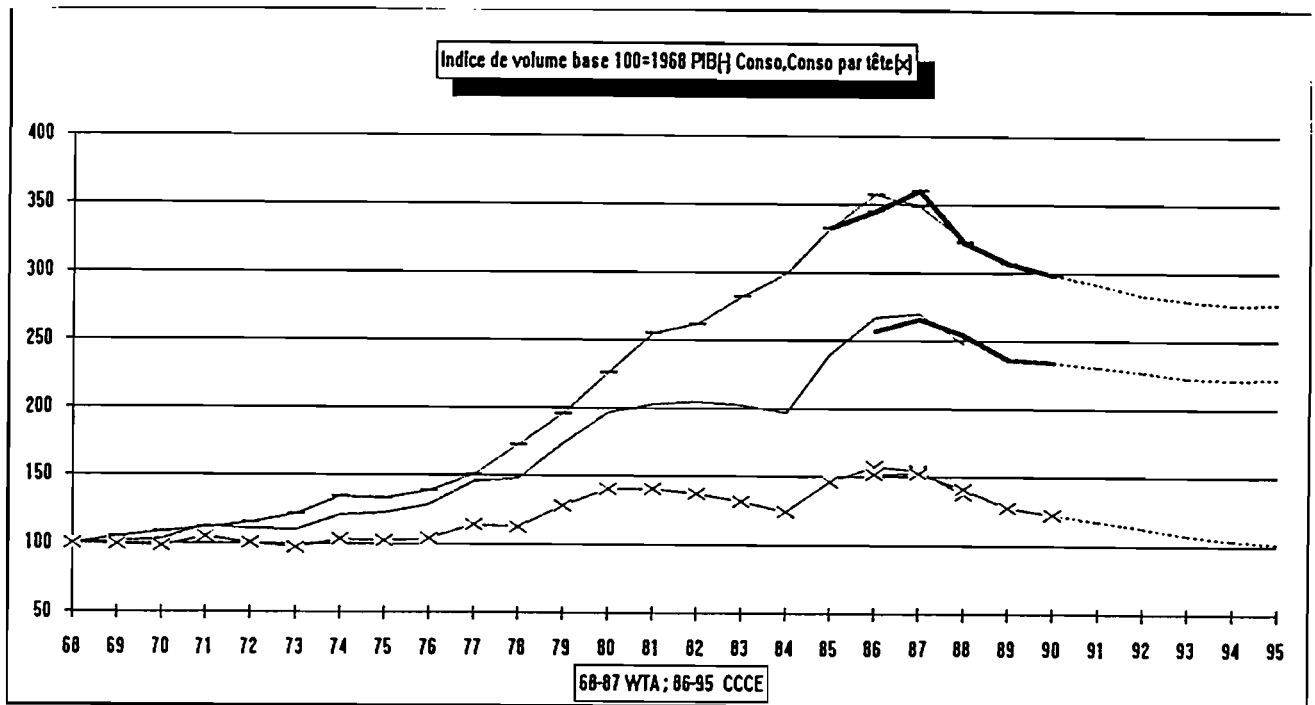


Enfin, et à un niveau global, le jeu d'hypothèses que nous avons retenu peut être qualifié de relativement optimiste, en particulier quant à la capacité des autorités à engager un programme sérieux d'assainissement des finances publiques. La contraction des dépenses publiques comme l'amélioration de la pression fiscale hors pétrole supposent un réel retournement de tendance par rapport à l'évolution du passé récent (croissance inertielle des dépenses de fonctionnement notamment, baisse tendancielle des recouvrements des impôts). Mais le facteur le plus important, en masse, est bien la division par deux de la production pétrolière.

C3- LES RESULTATS : une sévère aggravation de la crise financière malgré un retour de la consommation par tête à son niveau de la fin des années 70

Malgré l'ampleur des mesures d'assainissement du secteur public que nous avons intégrées dans le compte central, les perspectives de croissance sont moroses. Le PIB ne cesse de baisser en volume à un rythme annuel moyen de 0,5%, et ce n'est qu'en 1994/95 qu'il se stabilise (+0,2%). Toutes les composantes de la demande sont orientées à la baisse, même si c'est le secteur public qui fait d'abord les frais de la politique de contraction. La consommation privée régresse sur la période de 5%, ce qui signifie une détérioration de la consommation par tête de près de 20%. La consommation non vivrière des ménages perd, elle, 2,8%. Au total, la consommation par tête des ménages revient au niveau de 1970 ; ainsi, toute l'amélioration de niveau de vie induite par le boom pétrolier serait effacée à l'horizon de 1995. Seul l'investissement des entreprises privées jouit d'un taux de croissance positif à partir de 1991/92.

GRAPHIQUE 32



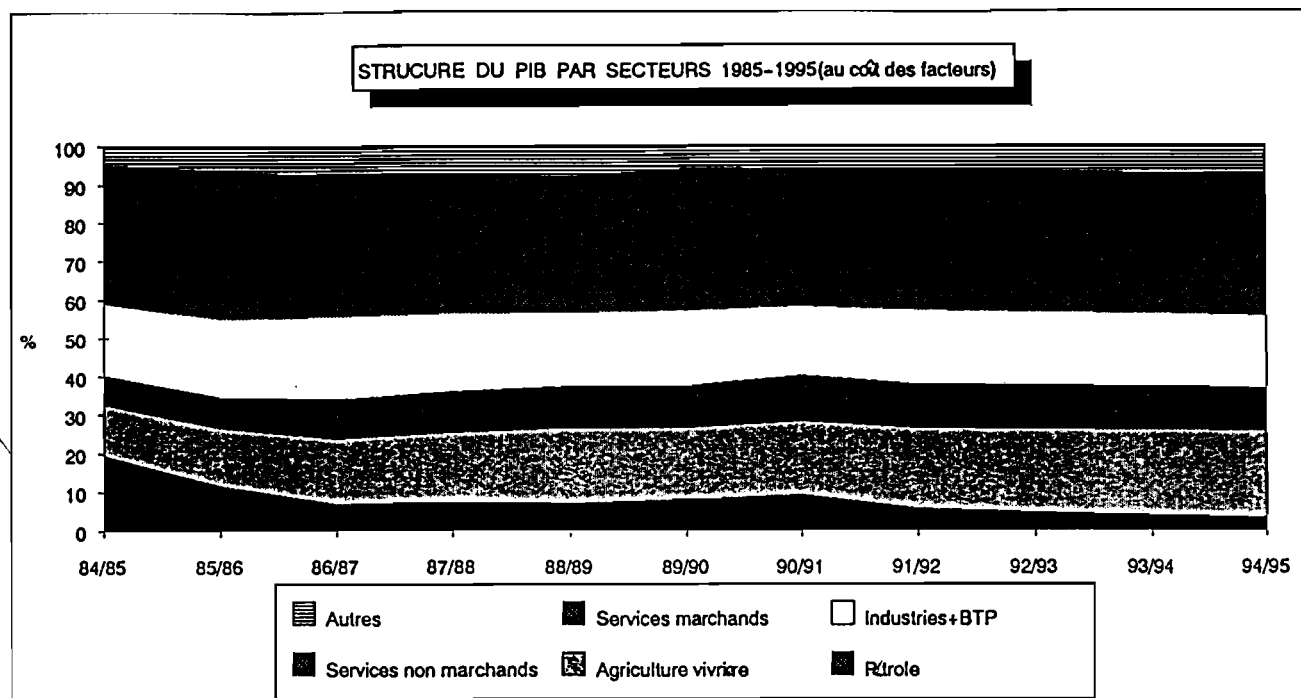
Tous les secteurs de production participent à la baisse du PIB, à l'exception de l'agriculture. En particulier, nos hypothèses "optimistes" dans le secteur de rente engendrent un taux de croissance réel moyen de 6% par an entre 1990/91 et 1994/95 (20). Mais celle-ci n'occupe plus, en fin de période, qu'une place marginale tant dans le PIB (au coût des facteurs) que dans le secteur primaire lui-même (respectivement 1,3% et 4,8%). Le "creux de la vague" est atteint en 1990/91, quand le poids des spéculations dépasse à peine 0,6% du PIB.

Le secteur secondaire pâtit fortement de la dégradation de la production pétrolière (-16% par an en volume), qu'aucune autre branche ne vient atténuer. C'est seulement en 1994/95 que l'industrie, la raffinerie et le BTP arrêtent de régresser.

Dix ans de crise ont profondément affecté l'économie camerounaise, et notamment son "panorama productif". La recomposition sectorielle se traduit par une réduction de 15% (en structure) du secteur secondaire, entièrement imputable au pétrole (dont le poids passe de 19,5% à 3,3%) au profit, d'une part de l'agriculture vivrière (respectivement 13,2% à 22,3%) et d'autre part, des services non marchands. Seul le secteur industriel se trouve à l'écart de ces mouvements et maintient sa part relative dans le PIB (autour de 13%).

L'économie camerounaise se replie donc sur le secteur vivrier et les services non marchands. Paradoxalement, et malgré l'effort entrepris pour "ajuster" l'administration publique camerounaise, le PIB non marchand a non seulement accru son poids dans la structure globale, mais a même cru en valeur absolue, alors que le PIB chutait de 19% en francs courants.

20 Cet "optimisme" se traduit au niveau des prix de l'agriculture de rente par une croissance de 4,6% entre 1991 et 1992.



Le secteur extérieur voit à nouveau sa situation se détériorer : l'excédent de la balance des biens et services (50 milliards enregistrés en 1990/91) se transforme, un an plus tard, en un déficit de 76 milliards, qui croît régulièrement jusqu'à atteindre 136 milliards en 1994/95, soit un solde négatif d'ampleur comparable, relativement au PIB, à celui observé en 1986/87, année la plus désastreuse (respectivement 4,3% et 4,7% du PIB).

Malgré la sévère contraction des importations, le taux de couverture en valeur n'est pas meilleur en 1994/95 qu'il l'était en 1986/87 ($X/M = 79\%$). La légère baisse du contenu en importation de l'absorption interne ($M/(PIB+M-X)$ passe de 23,4% à 21,7%) est contrebalancée par une réduction de l'effort à l'exportation (X/PIB tombe de 17,6% à 16,6%). C'est, bien sûr, le volume des exportations de pétrole et des services marchands liés qui sont à l'origine de la dégradation du solde extérieur. Le recul des importations en volume dans tous les secteurs est insuffisant pour compenser cette chute.

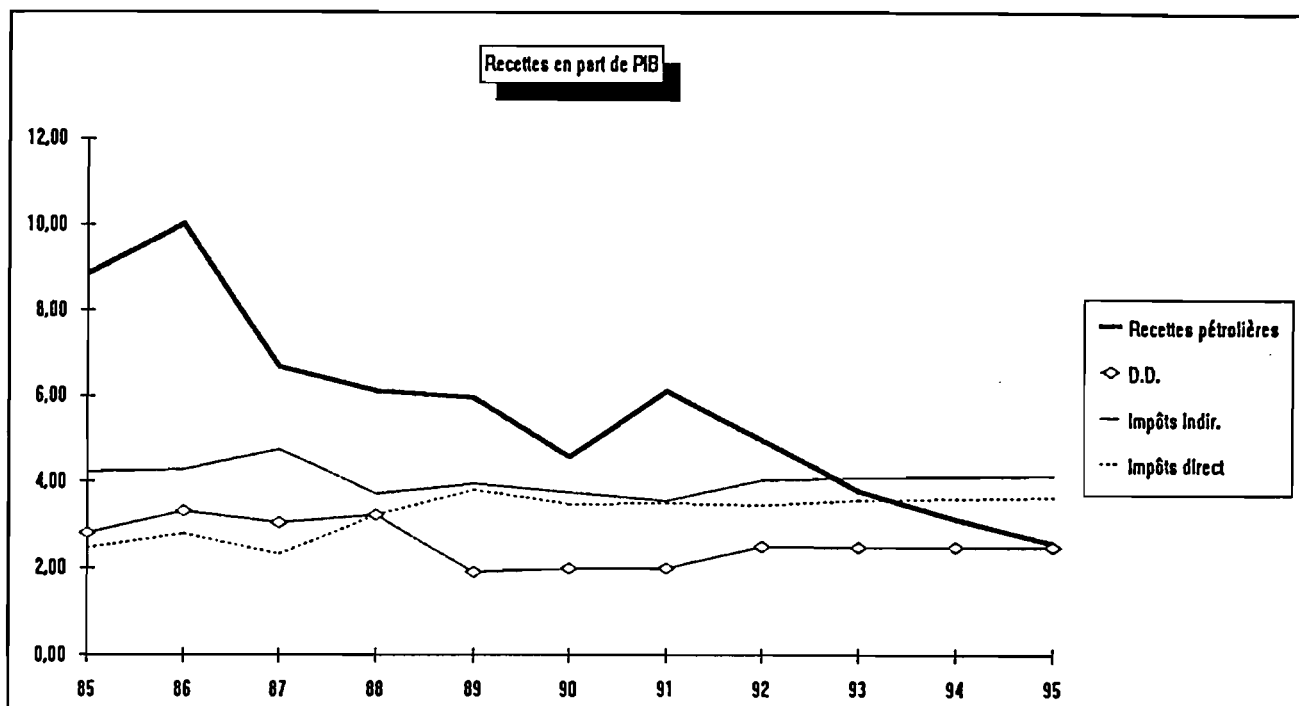
La chute des exportations pétrolières ampute l'Etat de sa principale source de revenu. Les recettes tirées du secteur pétrolier qui représentait 43,3% du total en 1984/85, ne comptaient plus que pour 30% en 1989/90 et 17,9% en 1994/95 et ce malgré le maintien d'un taux de fiscalité très élevé (taux d'imposition de 81,5%). Même si, par ailleurs, les mesures fiscales dans le secteur non pétrolier permettent de maintenir, voire d'accentuer légèrement la pression sur le PIB non pétrolier (le taux apparent d'imposition du PIB hors pétrole passe de 10% à 10,6%), le compte de l'Etat se dégrade. Le déficit total (engagements) atteint 129 milliards en 1990/91, puis dérive à nouveau pour totaliser 234,5 Mds en 1994/95, soit 7,3% du PIB (autant qu'au moment du déficit record de 1986/87).

Les mesures (pourtant non négligeables) de réduction des dépenses (tant de fonctionnement que d'investissement), acquises pour l'essentiel dès 1991, s'avèrent très largement insuffisantes pour ramener le compte de l'Etat à l'équilibre. Les recettes collectées ne suffisent même pas à assurer un solde primaire positif. Ainsi, on passe d'un solde primaire à peu près équilibré en 1990/91, à un déficit de 2,6% du PIB en 1994/95. Quant aux intérêts, ils continuent à croître en part de PIB; mais à un rythme légèrement inférieur à celui observé entre 1987 et 1990. Ils dépasseront 5% du PIB en 1994/95 et 35,8% des recettes. Rappelons que ceux-ci dépassaient à peine 4% des recettes publiques en 1984/85.

Ce solde primaire a été calculé hors dépenses de restructuration, qui sont traitées ici comme des opérations financières (sans contrepartie sur les biens et services). Le solde (optique caisse) est encore plus négatif, compte tenu des opérations de restructuration qui ont été inscrites pour un montant cumulé de 237 mds de FCFA.

Enfin, l'Etat se retrouve face à un déficit structurel que seules les mesures draconiennes visant à modifier en profondeur ses règles de fonctionnement pourront résorber. Il est clair que le financement extérieur requis par une telle situation dépasse largement le volume de prêts que les bailleurs de fonds accepteront de débloquer.

GRAPHIQUE 34



Sources : à partir de CCCE, mars 1991

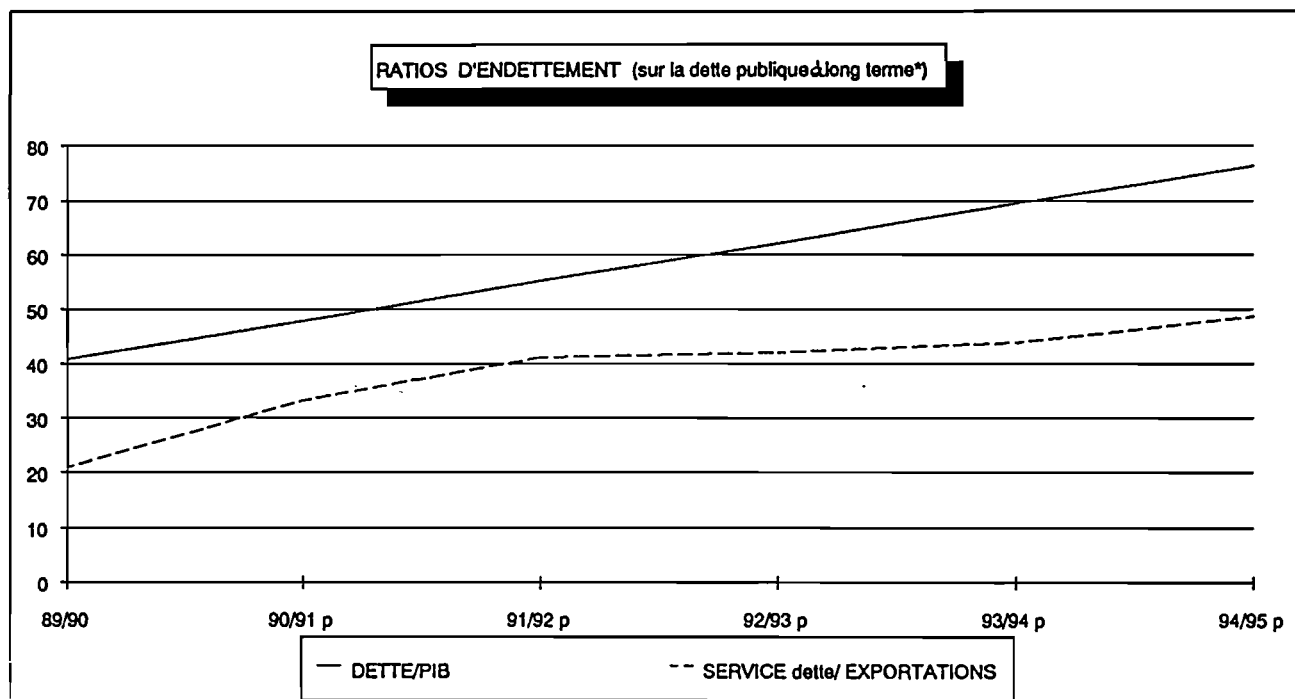
En termes de balance des paiements, cette dynamique se traduit par une croissance accélérée du déficit courant, qui atteint en 1994/95, 336 milliards de FCFA, soit 10,5% du PIB. A titre de comparaison, ce solde se montait à 9,8% en 1986/87 l'année la plus négative qu'ait connu le Cameroun depuis l'indépendance. Mais, si le montant global du déficit de la balance courante est équivalent en part de PIB ces deux années, sa structure est autrement plus inquiétante en 1994/95. La décomposition du solde de la balance courante par grands postes montre que, malgré une légère amélioration de la balance commerciale en fin de période, la charge d'intérêt sur la dette extérieure a doublé en pourcentages du PIB. Elle passe de 2,4% à 4,7%.

**DECOMPOSITION DE LA BALANCE COURANTE PAR GRANDS POSTES
EN 1986/1987 ET 1994/1995 (en % du PIB)**

	Balance commerciale	Balance des services (-dont intérêts)	Balance des transferts	Total Balance courante
1986/87	0	-8,8 [-2,4]	- 1	- 9,8
1994/95	+ 0,8	-10,3 [-4,7]	- 1	-10,5

Il serait hasardeux de commenter dans le détail l'évolution des mouvements de capitaux, dans la mesure où la répartition entre capitaux à court terme et capitaux à moyen et long terme n'est pas quantitativement prévisible. Le seul enseignement que l'on peut tirer du compte central dans ce domaine, c'est l'explosion de la dette extérieure. En cinq ans, la dette extérieure publique à long terme passerait de 1 292 milliards de FCFA à 2 438 milliards en 1994/95. Ce doublement de la dette extérieure se traduit par un doublement du ratio d'endettement (dette/PIB). Celui-ci était de 40,7% en 1989/90 et atteint 76,3% en 1994/95.

GRAPHIQUE 35



* Le stock de la dette n'étant connu qu'au 30/06/90, les variations du dollar, observées depuis, peuvent en avoir modifié le montant.

En conclusion, même si ce compte central ne peut pas être interprété comme l'état le plus probable de l'économie camerounaise en 1994/95, il met en lumière l'urgente nécessité de réformes structurelles qui assurent une autre dynamique macroéconomique. Malgré un jeu d'hypothèses relativement optimiste sur la politique d'ajustement (notamment sur les finances publiques) et le comportement des acteurs (faible réaction des agriculteurs de rente face aux réductions draconiennes de prix internes en 1989/90), la situation continue à se dégrader rapidement. Les tensions générées par ce scénario, notamment sur le montant du besoin de financement extérieur ainsi que sur les ménages (chute libre de la consommation sans perspective de redressement), rendraient ce cheminement de l'économie camerounaise difficilement supportable.

Si la baisse de la production pétrolière apparaît inéluctable à court terme, privant ainsi le Cameroun de l'essentiel de ses ressources, il semble qu'aucune des mesures de restructurations actuelles ne soient de nature à dynamiser les cultures de rentes qui auraient pu assurer un relais en attendant des perspectives de production pétrolière meilleures.

Trois variantes de sensibilité ont été réalisées : hausse du dollar de 10% , hausse de la production et du prix du pétrole de 10%. Ces trois effets seraient acquis en une fois en 1992.

C4- DIFFERENTES VARIANTES

C4.1) Variante hausse du dollar

Hypothèses

- hausse de 10% sur l'exercice 1991/92 (pour Cameroun seul)
- dépenses hors intérêts des APU fixées en valeur
- toute la variation du résultat de l'Etat répercutée sur la dette extérieure
- répercussion aux producteurs de la variation du prix des exports en FCFA

Conclusion : Sous l'hypothèse de la politique publique retenue, la hausse du dollar US est favorable à l'économie camerounaise, car le supplément de recettes à l'export est supérieur au coût des importations. Ainsi une hausse de 10% du dollar entraîne :

- une amélioration de la balance des biens et services de 1,2% du PIB (à rapporter à un déficit du commerce extérieur en 1995 de 4,3% dans la projection centrale) ;

- une amélioration des recettes de l'Etat de 0,6% du PIB qui conduit à une réduction croissante du déficit de l'Etat, mais qui ne deviendrait notable qu'au delà de 1995 en maintenant les hypothèses initiales ; elle passe de 0,4 point de PIB en 1992 à 0,7 en 1995 (à rapporter à un déficit de 7,3% de PIB en 1995 dans le compte central). En effet, les deux premières années, une partie du supplément de recettes est affecté au surcoût d'intérêts généré par la part de la dette extérieure libellée en dollar ; cependant, les excédents dégagés "in fine" permettent de réduire la dette et, au bout de trois ans, les intérêts à payer seraient plus faibles que dans le compte central ;

- des effets quasi nuls sur la croissance en volume, malgré des transferts de pouvoir d'achat importants entre agents économiques et à l'intérieur des différentes catégories d'agents. Ainsi :

- le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages apparaît peu affecté malgré la hausse du prix moyen à la consommation ; celle-ci affecte surtout les salariés alors que les producteurs de produits de rente exportés vont bénéficier de la hausse des prix d'exports ; les entrepreneurs individuels des secteurs abrités maintiennent ou améliorent le pouvoir d'achat, le taux de marge restant constant en valeur.

- l'amélioration du revenu des entreprises privées entraîne une légère hausse de l'investissement en volume ;

- l'accélération des prix à la consommation est équivalente à celle du prix des importations, traduisant un degré d'indexation de l'économie probablement un peu élevé au regard d'un passé qui incorporait certes un système de prix largement administré.

HAUSSE DE 10% DU DOLLAR SUR L'EXERCICE 1991/92

Ecarts au compte central	1992	1995
.Balance des biens et services		
- en Mds FCFA	+36	+40
- en % du PIB	+1,2	+1,2
.Solde de l'Etat		
- en Mds FCFA	+14,6	+20,8
- en % du PIB	+0,4	+0,7
- recettes (en Mds)	+17,1	+19,7
- intérêts (en Mds)	+2,5	-1,1
.Prix (accélération)		
- exports	+6%	
- imports	+1,2%	
- consommation	+1%	
- PIB	+1,9%	

C4.2) Hausse de la valeur des ressources pétrolières

Hypothèses :

- par une hausse du volume de la production de 10%
- ou
- par une hausse du prix du pétrole de 10 %

Comme dans la variante dollar, tout le surplus des administrations, dont les dépenses hors intérêts restent fixes en valeur, est affecté à la réduction du besoin de financement extérieur de l'Etat.

Conclusions : Bien qu'ayant un impact différent sur la balance des paiements, les deux variantes conduisent à un résultat voisin sur le compte de l'Etat, à savoir une réduction du déficit de l'ordre de 0,5% du PIB.

En fait, les deux variantes ne représentent pas le même choc initial dans la mesure où 10% de supplément de production génère plus de valeur des exportations que 10% de hausse du prix du pétrole ; la demande intérieure restant stable, le surplus exportable augmente de plus de 10% quand la production augmente de 10%.

Cependant, la législation applicable à la production pétrolière, et reproduite dans le modèle Tablo-Cameroun de la CCCE, conduit à un résultat très voisin sur les recettes de l'Etat dans les deux circonstances.

La réduction de la dette extérieure (qui n'est pas affectée comme en cas de hausse du dollar par une revalorisation de la part en dollar et des intérêts correspondants), permet une amélioration de solde supérieure à celle des recettes qui va en s'amplifiant.

Les agents privés sont peu affectés par le supplément de richesse ainsi dégagé. La hausse de la production en volume de pétrole a quelques effets d'entraînements très faibles sur les volumes produits dans les autres secteurs de l'économie.

Ecart au compte central	Production de pétrole +10%		Prix du pétrole + 10 %	
	1992	1995	1992	1995
.Balance des biens et services				
- en Mds FCFA	+27,5	+16,0	+23,6	+13,4
- en % du PIB	+0,9	+0,5	+0,8	+0,4
.Solde de l'Etat				
- en Mds FCFA	+15,2	+13,7	15,7	14,2
- en % du PIB	+0,5	+0,4	+0,5	+0,4
- recettes (en Mds)	+14,7	+10,4	+15,5	+11,0
- intérêts (en Mds)	-0,5	-3,3	-0,2	-3,1
.Volume (écart au compte central en %)				
- PIB	+1,0	+1,0	-	-
- Consommation des ménages	+0,1			
- Imports	+0,4			
.Valeur (écart au compte central en %)				
- PIB	+1,0	+0,5	+0,9	+0,3
- consommation des ménages	+0,1	+0,1	+0,2	-0,2
- imports	+0,4	+0,2	0	-0,3
- exports	+4,9	3,3	+3,8	+2,1
.Exportations en valeur (écarts en Mds)				
- biens	+22,6	+13,5	+17,9	+8,8
- biens et services	+30,1	+17,8	+23,6	+11,4
- pétrole	+22,6	+13,5	+17,3	+8,0

Conclusions

Les variantes présentées ici, sous forme de réponse à un aléa, permettent d'apprécier la plausibilité de l'ampleur des déséquilibres mis en évidence dans la projection centrale. Toutes les variantes conduisent à une réduction modérée des déséquilibres au regard de leurs niveaux attendus dans la projection centrale et supposent une politique budgétaire qui reste stricte face à une amélioration des recettes fiscales.

On peut noter de plus que pour des effets voisins des trois variantes sur les soldes publics, celle qui correspond à la hausse du dollar a, certes, l'inconvénient d'accélérer l'inflation interne, mais en augmentant le pouvoir d'achat des producteurs de cultures de rente, pourrait accroître l'opportunité de ce type de production.

Dans l'incertitude qui existe sur la tendance effective de baisse des volumes exportables de pétrole, on peut penser que le compte central retient peut-être l'hypothèse basse ; cependant, la variante faite sur le volume de la production montre que si le **rythme de décroissance** de celle-ci était moins défavorable de 10% par an (effet d'une seule année dans la variante), le solde extérieur s'améliorerait d'environ 60 Mds FCFA au bout de trois ans, soit la moitié du déficit prévu.

Dans un contexte où, de plus, le prix du baril augmenterait de 10% par an, le solde extérieur serait au voisinage de l'équilibre à l'horizon 1995.

Les résultats obtenus à cet horizon apparaissent difficilement acceptables et donc tenables tant pour le pays que pour les bailleurs de fonds.

Le choix de politiques alternatives suppose de se fixer des critères de résultats et de disposer d'un outil apte à éclairer un horizon assez lointain et à tester des politiques alternatives.

C5) Un exercice d'illustration de conditions du redressement financier du Cameroun

Les conclusions ci-dessous ressortissent à des simulations réalisées avec le modèle K2000 élaboré pour la circonstance par G.OLIVE (voir encadré pour sa présentation).

Les configurations suivantes ont été testées pour lesquelles l'utilisation du modèle est avant tout valide dans les périodes où la demande interne reste fortement contrainte parce que l'objectif en matière de service de la dette/exports (S/X) ne serait pas atteint. Dès que la contrainte extérieure commence à se relâcher, divers cheminements sont envisageables, qui ne seront pas abordés ici.

L'objectif de l'exercice est pour l'instant de montrer dans quelles circonstances le ratio S/X peut revenir vers une norme prédéterminée afin de chercher à apprécier l'ampleur et la durée des ajustements à réaliser.

Tous les scénarios ont été prolongés jusqu'en 2010, et dans tous les cas, les dépenses des administrations restent fixes en valeur :

- maintien des tendances actuelles (1988/95) sur la consommation ;
- effet d'une déflation immédiate plus marquée ;
- effet d'une croissance plus soutenue des exportations à partir de 1995.

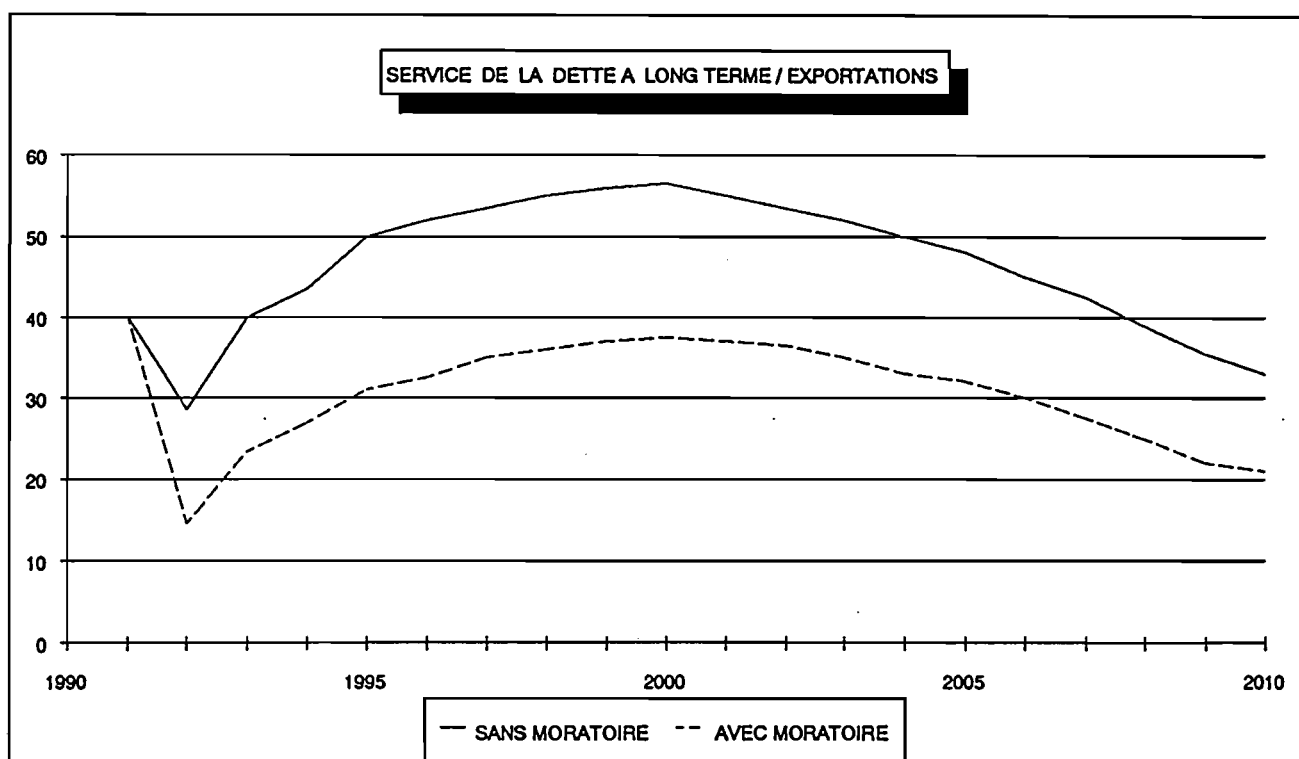
Dans chacun de ces scénarios, on a distingué deux cas : avec ou sans moratoire de 50% sur la dette estimée en début de période.

La valeur initiale du ratio S/X est de 40%. L'objectif est de le ramener à 20 % (supposé être celui du FMI).

Sauf hypothèse contraire, les simulations sont calées sur les hypothèses du compte central de la CCCE pour les exportations, les termes de l'échange et les dépenses des administrations, jusqu'en 1995. Au delà, ces deux dernières variables sont supposées fixes ; les exportations croissent au rythme de 3% l'an.

C5.1) Poursuite des tendances actuelles

GRAPHIQUE 36



Pour caractériser l'ajustement en cours et sa poursuite, on va supposer que les autorités réussissent à contraindre durablement la consommation des ménages en lui imposant une décroissance en volume, de -1% par an, soit un rythme voisin de celui observé depuis trois ans qui représente une baisse de la consommation par tête de 4% .

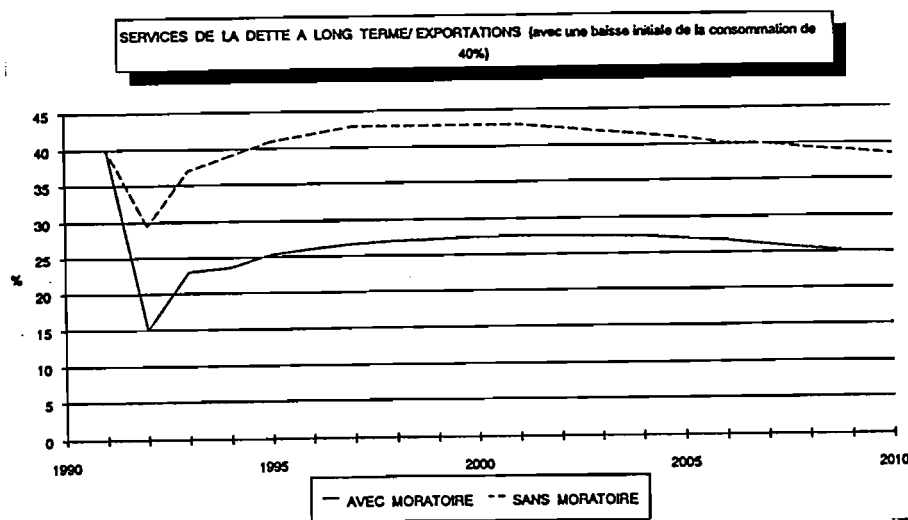
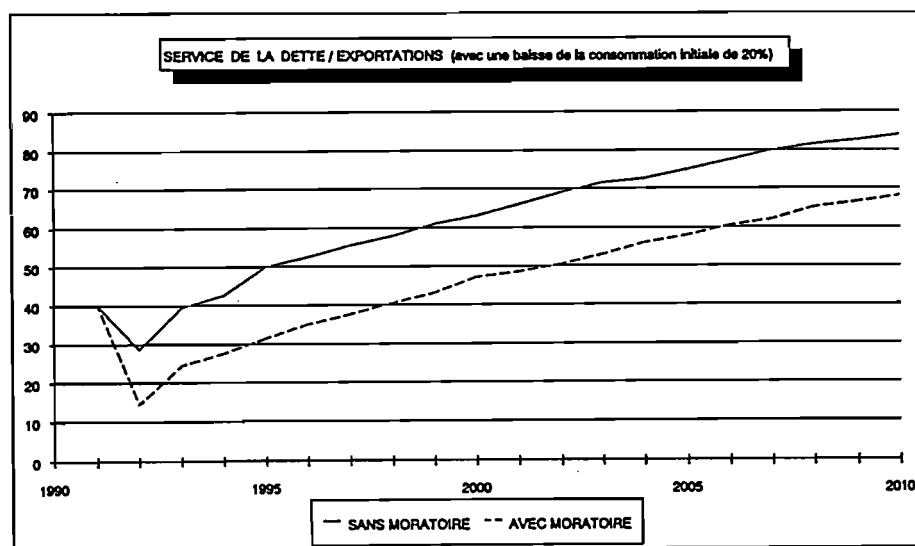
Le ralentissement de la demande intérieure conjuguée avec une reprise des exportations, après 1995, conduit à un ralentissement dans la croissance du service de la dette qui ne devient inférieur à celle des exportations qu'après l'an 2000. Le ratio S/X commence alors à décroître et reviendrait en 2010 au niveau voisin de 1991 (soit 35%).

Une contraction aussi prolongée de la consommation paraît difficilement soutenable puisque la consommation par tête aurait baissé, en 2010, de presque 60% par rapport à 1991.

L'introduction d'un moratoire de 50% de la dette en 1991 ne modifie pas le délai d'inversion dans l'évolution du ratio S/D ; en revanche, le niveau étant abaissé dès le départ, la disparition de la contrainte extérieure se manifeste avant l'an 2010.

C5.2) Déflation immédiate plus marquée et maintien ensuite du niveau de consommation par tête

GRAPHIQUE 37



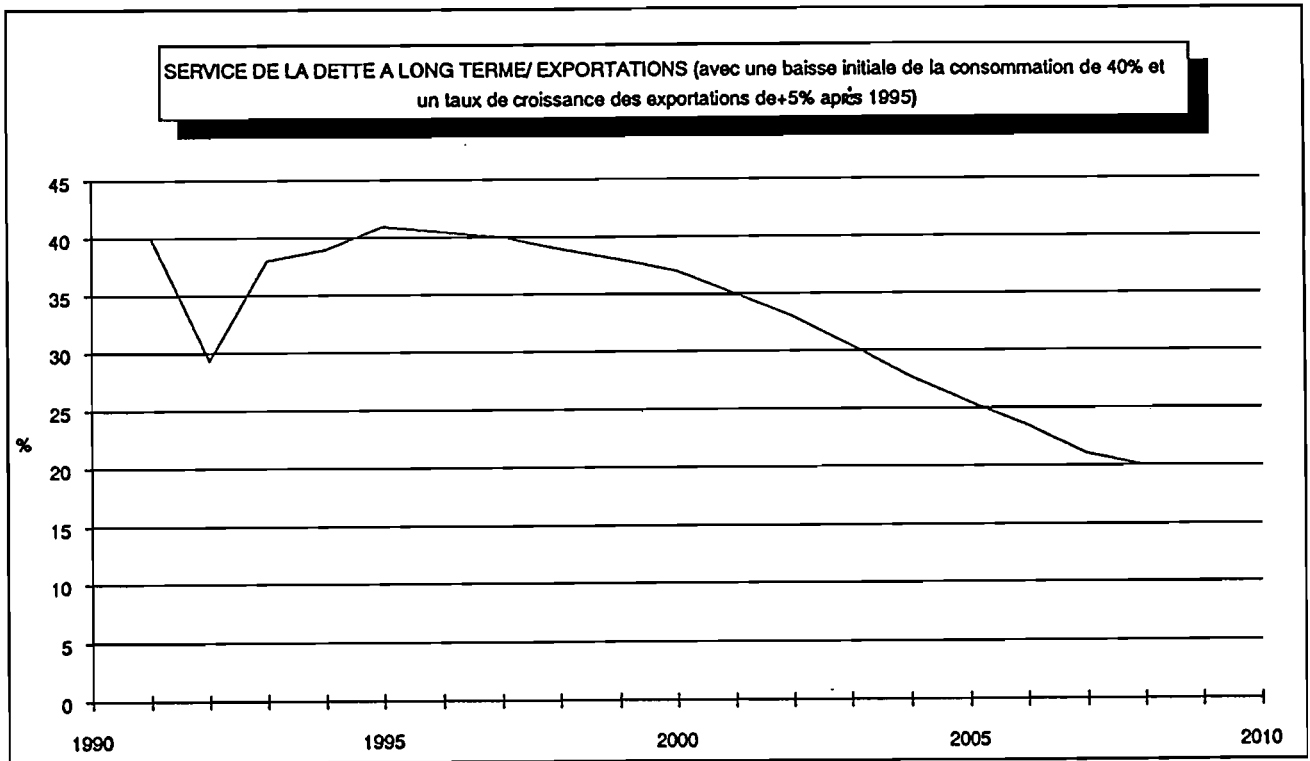
On suppose une politique économique entraînant une très forte baisse instantanée de la consommation dont le niveau par tête se maintiendrait ensuite jusqu'à disparition de la contrainte extérieure. Il faut bien noter que, passé le choc initial, la consommation augmenterait au rythme de la population (environ 3% par an, alors qu'elle baisse chaque année depuis 1988).

Sous ces hypothèses, le ratio S/X augmente continuellement jusqu'en 2010 où il atteint 85% ; la mise en place d'un moratoire a pour seul effet d'abaisser sur toute la période le niveau S/X sans infléchir sa tendance.

A l'inverse, un choc initial plus fort (baisse de 40% de la consommation au lieu de 20%) conduit à une inflexion spontanée du ratio S/X qui revient alors en 2010 à 39%. Le résultat obtenu est encore plus satisfaisant (du point de vue du ratio S/X) en cas de moratoire car le ratio se stabilise à 25%.

C5.3) Croissance plus soutenue des exportations après 1995

GRAPHIQUE 38



Qu'elle vienne des termes de l'échange ou des volumes, cette évolution va évidemment détendre plus vite la contrainte.

Ainsi, par exemple, dans le cas d'une baisse initiale de la consommation de 40%, cette meilleure situation des exportations permettrait de sortir de la crise financière en 2001 (soit au moins dix ans plus tôt que dans les autres cas) ; la reprise possible de la demande intérieure, cohérente avec le maintien du ratio S/X à un bas niveau, serait très forte (de l'ordre de 50% pour la consommation qui reviendrait ainsi à son niveau de départ).

Conclusions

Ces simulations amènent aux conclusions suivantes, en l'absence de découverte rapide de nouvelles ressources pétrolières :

- la dégradation financière sera de longue durée, même si la demande intérieure reste très contrainte ;

- une politique de déflation forte et brève pourrait s'avérer plus efficace pour retrouver un chemin de croissance sans dégradation de la part due à l'extérieur ;

- un moratoire seul ne conduit pas au résultat précédent ; en revanche, associé à une politique de déflation forte (comme contrepartie par exemple), il permet de sortir rapidement et durablement de la crise financière.

Ce type de travaux, qui mettent en évidence la durabilité des contraintes générées par une dette acquise, sont une première illustration des types d'exercices qui peuvent être développés pour replacer des choix ou des contraintes de court terme dans une perspective de long terme.

ENCADRE

UN SCHEMA ILLUSTRATIF DES CONTRAINTES FINANCIERES A LONG TERME :
LE MODELE K2000 (G. OLIVE, le 25.03.91)

Au lieu de décrire l'endettement extérieur qui découle d'un schéma de croissance donnée (comme dans le cas des modèles TABLO ou RMSM par exemple), le modèle K2000 cherche à traduire les contraintes qu'il faut appliquer à la demande intérieure, et la durée pendant laquelle il faut les appliquer, pour respecter un critère de solvabilité donné, en général imposé par l'extérieur ; dans cette première version, la croissance des exportations est une donnée.

Se fixer une norme de service de la dette, rapporté aux exportations, revient à déterminer par solde des importations, dites objectifs, cohérentes avec l'équilibre de la balance des paiements.

Compte tenu du niveau des exportations, dont le pays est capable, et de l'ampleur de la dette initiale, le niveau des importations "objectifs" peut être ridiculement bas, voire même négatif, supposant par là même une demande intérieure contractée dans des proportions peu plausibles.

Aussi, si l'on se fixe, en fonction de contraintes socio-politiques, un niveau minimal de consommation et d'investissement, on peut en déduire le montant d'importations correspondantes (à l'aide d'un TES). Tant que ces importations "spontanées" sont supérieures à celles objectives, la demande intérieure devra rester contrainte. En fait la contrainte portera sur la consommation de façon à préserver ou accroître la capacité de production.

Alors que le niveau de la demande limite les importations spontanées, le montant des importations objectives augmente en fonction du rythme de croissance exogène des exportations et de l'effet, sur le service de la dette effectif, de la dette accumulée.

Le PIB s'ajuste à la demande une fois déterminées les importations spontanées.

Le modèle simule le cheminement d'une économie qui chercherait dans un premier temps à respecter une contrainte financière donnée, puis ensuite à se développer en s'y maintenant.

Pour ce qui est de la première phase, la possibilité d'inverser une dégradation du rapport, charge de la dette sur exportations (S/X), dépendra du poids légué par la dette accumulée, de la flexibilité à la baisse de la demande interne et, enfin, de la capacité d'exportation.

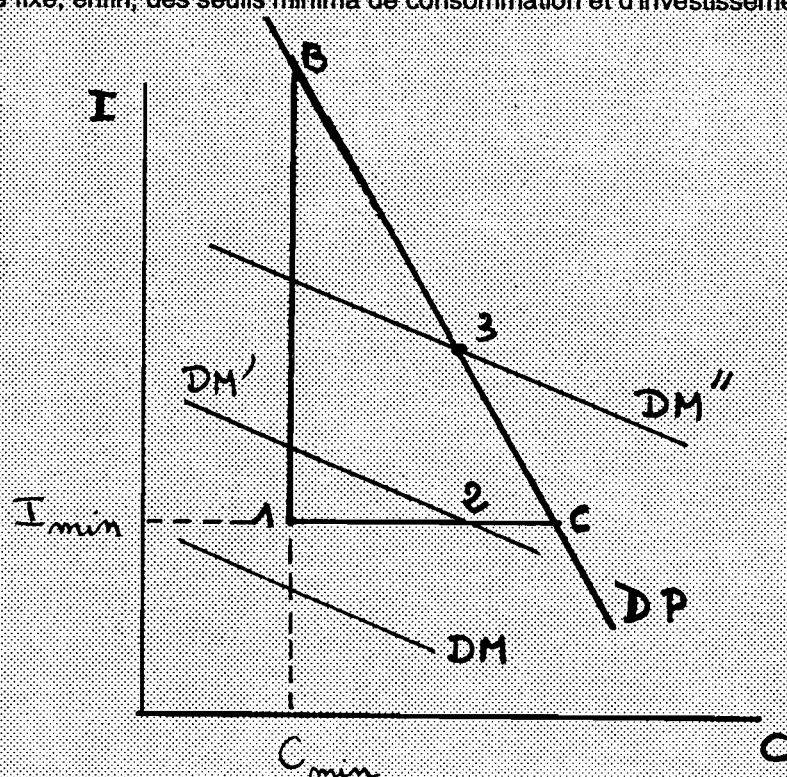
La gestion de la demande interne va porter sur deux agrégats, consommation et investissement, qui peuvent être pris comme un tout dans un ajustement de court terme, mais pas dans le long terme puisque l'investissement conditionne l'évolution de la production potentielle. Aussi, on peut décrire les régimes de croissance générés par le modèle à l'aide de la représentation graphique des deux liaisons existantes dans le modèle entre la consommation et l'investissement :

- la première, droite DM, donne les différentes combinaisons de consommation et d'investissement qui satisfont à un quota donné d'importations, la part relative de chaque agrégat dépendant de son contenu en importation ;

- la deuxième, droite DP, donne les différentes combinaisons de consommation et d'investissement qui permettent d'atteindre le plein usage des capacités de production, les autres éléments de demande étant, par ailleurs, donnés (exportations notamment).

1...

On se fixe, enfin, des seuils minima de consommation et d'investissement.



On peut alors distinguer les cas suivants :

- les importations "objectifs" sont très basses, droite DM, et entraîneraient des niveaux de consommation et d'investissement trop bas ou irréalistes ; on se fixe alors un minimum pour chaque variable (situation 1) au cours de la phase récessive de l'ajustement. Par la suite, tous les points acceptables vont se trouver dans le triangle B1C ;

- la croissance postulée des exportations augmente le niveau des importations objectifs et ce qui permet de passer à la droite DM'. Parmi les points de DM', compris dans le triangle B1C, on a choisi dans l'exercice le point 2 qui maximise la consommation, les capacités de production étant en excédent ;

Arrivé au point C, la capacité de production est utilisée à son maximum et l'investissement doit donc croître plus vite pour que la croissance ne soit pas contrainte ensuite par une insuffisance de stock de capital.

- lorsque DM' se déplace en DM'', on obtient au point 3 la combinaison entre consommation et investissement qui permet de satisfaire la contrainte d'importation et d'utiliser au maximum les capacités de production.

Dans toutes les simulations présentées, la détente sur la contrainte de solvabilité permet de passer du point 1 à des points de type 2.

**D. - FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES
ET INDUSTRIE CAMEROUNAISES**

Document de synthèse

1ère phase

D1.- LES FILIERES AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

Constat et perspectives

Cette contribution constitue la première étape d'un travail plus complet et plus approfondi d'analyse qui doit déboucher sur des propositions stratégiques concernant le développement des filières agricoles de l'économie camerounaise . Il ne s'agit, à ce stade, que d'une analyse documentaire fondée sur une information limitée. La liste des documents de référence est fournie ci-après.

L'information-source est distribuée de manière très inégale ; abondante sur certaines filières et quasi-inexistante sur d'autres. Elle est, sauf exception, dépourvue de portée temporelle longue aussi bien en rétrospective qu'en prévision. Elle est plus abondante là où une entreprise ou un organisme exerce un rôle directeur à l'intérieur d'une filière ; mais alors, elle est focalisée sur le fonctionnement de la société au détriment de l'amont et de l'aval. Ainsi, c'est une constante de nombreux documents : l'analyse des conditions de la commercialisation des produits est pratiquement inexistante.

L'objet du travail a été de faire la synthèse des documents filière par filière, en essayant de mettre au clair les principaux facteurs et paramètres à prendre en compte pour l'étape suivante de la réflexion stratégique. Pour cette raison, on a adopté un schéma commun de présentation des observations : situation avant la crise, réactions à la crise et questions à étudier. Les données chiffrées, quand elles existent, ont été rassemblées en trois séries de tableaux : données physiques (surfaces, rendements, productions) ; prix à la production, revenus des producteurs et prix de revient ; ventes et prix de vente. Les indications sur les données relatives aux productions des pays voisins ou concurrents ont aussi été relevées. Toutes les sources sont indiquées par renvoi aux pages ou chapitres des documents (référéncés par leur numéro dans la liste ci-après).

On a conservé la référence à la crise puisqu'il y a, en effet, retournement ou inflexion dans les situations financières à peu près à la même époque (86 ou 87) pour toutes les filières. Cela dit, si pour les données principales (cacao, café, coton) il semble bien que la baisse des cours mondiaux ait été le facteur décisif d'appauvrissement, c'est beaucoup moins clair pour les autres filières où les erreurs de stratégies ou encore les "malfaçons institutionnelles" ont peut-être joué un plus grand rôle. Partout, la crise institutionnelle couvait ; les institutions étaient structurellement inadaptées à faire jouer des mécanismes de compensation aux revers du marché, ou à mener des politiques cohérentes de promotion des produits locaux. Le manque de dynamisme commercial et la faible place occupée dans les échanges mondiaux, devaient fatalement placer le pays en situation de victime plutôt qu'en position de challenger.

Est-ce que les outils d'intervention (stabilisation ; vulgarisation et techniques culturales ; processus techniques de transformation, etc...) ont été mal conçus ? N'ont-ils pas plutôt été mal utilisés, parfois dévoyés ? Il y a des éléments de réponse concernant le secteur public ; on en est presque dépourvu concernant le secteur privé, sur lequel s'est peu portée l'information. Autant de questions et de compléments d'études (notamment sur le secteur privé - sociétés et informel) à explorer et à engager. Les observations sont rassemblées en annexe, filière par filière, selon l'ordre suivant :

1. Cacaoculture, caféiculture
2. Coton
3. Riz
4. Hévéa
5. Huile de palme
6. Tabac
7. Thé
8. Banane
9. Vivriers
10. Elevage - Pêche
11. Bois
12. Compétitivité du cacao africain

En dépit du caractère limitatif de la documentation, on peut dégager quelques observations générales sur le caractère de la crise et sur ce qu'elle révèle (au delà des effets immédiats du retournement de conjoncture) bien qu'on soit amené, à ce stade de l'étude, à les formuler plus sous forme de questions que d'enseignements irrévocables.

1. REALITE ET ORIGINES DE LA CRISE

Il est difficile de contester que l'ensemble des filières a été marqué dans les années 85 à 87 par un retournement de conjoncture sur les prix de vente. Le tableau ci-après en atteste suffisamment. Les prix sont en général des pris FOB et on constate que pour tous les produits et toutes les denrées indiquées, la baisse des prix s'est échelonnée entre 20 à 70 %, quoiqu'il vaille mieux se contenter d'une première approximation de 30 à 40 % environ qui sont les chiffres relevés sur les trois premières spéculations cacao, café et coton pour lesquelles les séries sont un peu plus longues.

Les tableaux de production montrent que là où la décision de produire relève de petites exploitants (café, cacao) les productions n'avaient pas encore diminué en 1988-89 (limite d'observation rétrospective des documents) ; les effets se feront peut être sentir avec retard et plus progressivement.

Les informations du fonds documentaire ne sont pas très éclairantes. On peut malgré tout tenter d'isoler plusieurs types de causes :

- un phénomène de surproduction mondiale commune pour le cacao, le café et le coton. Les experts sont très prudents sur l'analyse du phénomène mais il semble qu'à l'heure actuelle se dégage une tendance pour annoncer , en ce qui concerne café et cacao, un redressement du marché avant 1995. Pas d'indication pour le coton.

La crise a entraîné au niveau mondial une diminution des rendements (réduction des pratiques intensives) et réduit aussi les surfaces exploitées (renoncement à tout ou partie de la main d'oeuvre salariée), ce qui à terme devrait ramener l'offre au niveau d'une consommation elle-même en augmentation régulière.

- indépendamment du fait qu'il y a peut être eu retournement des cours (mais la-dessus on n'est pas suffisamment renseigné du moins à ce stade de l'étude documentaire) certaines filières ont été condamnées par des erreurs d'appréciation soit de leur développement, soit des modalités de mise en oeuvre de ce développement.

C'est le cas du riz, dont le développement dans la partie enclavée du Nord du pays (à l'exception du phénomène de fuite vers le Nigéria, non prévu dans les objectifs initiaux, mais tari pour l'instant) aurait pu réussir si l'ambition n'avait pas été de satisfaire l'ensemble des besoins de la consommation domestique et non seulement celle des régions septentrionales, comme cela semble être les nouvelles visées commerciales de la SEMRY.

C'est aussi le cas du tabac, mais en l'occurrence il s'agit plus d'une défaillance des pratiques du développement que d'erreurs sur les objectifs. La SCT a lancé la filière en lui offrant des débouchés, mais du jour où elle les a perdus (difficultés de conjoncture et surtout grosses erreurs de commercialisation), elle a condamné la filière qui était totalement dépendante de son bon fonctionnement.

- Sans qu'on puisse affirmer qu'il y a un déséquilibre entre offre et demande au niveau mondial, certains produits ont été affectés par des phénomènes des ventes massives de surplus en provenance d'une zone voisine (cas de la viande de boeuf de la CEE), ou de politiques de dumping (comme cela semble être le cas pour le riz) ou encore par l'apparition de nouveaux producteurs comme pour le thé ou peut-être (à vérifier) pour le caoutchouc.

Filières agricoles
Retournement des prix de vente

	Année charnière Ac	Moyenne Prix de vente (CFA/Kg)		Variation
		de 1980 à Ac - 1	à partir de Ac + 1	
Cacao	86-87	737	537 (89-90) 4 ans	-27%
Robusta	87-88	946	625 (87-88) 1 an	-34%
Arabica	86-87	981	735 (87-88) 2 ans	-25%
Coton fibre	85-86	700 1 an 84-85	382(87-88) 3 ans	-45%
Caoutchouc	85-86	n.d.	280 (85-88 à 88-89) 4 ans	-30% selon commentaires
Huile de palme	86-86	236 1 an 84-85 SOCAPALM	77 (jusqu'à 87-88) SOCAPALM	-67%
Tabac	n.d.	n.d.	n.d.	
Thé	1987	1227 en 1986	550 en 1989	-55%
Riz	86-87	128 en 85-86	76 (86-87 et 87-88) 2 ans	-31%
Viande de boeuf	entre 82 et 85	1220 en 81-82	440 (84-85 et 86-87)	-64%

NB prix en général export FOB

1.2 Données quantitatives

Les principales données quantitatives figurant dans la documentation analysée ont été reportées et commentées dans les douze "notes de synthèse" précédemment évoquées, et qui figurent en annexe en rapport principal.

Plusieurs tableaux regroupant des données relatives à différentes filières ont été constitués pour figurer ici.

- Les principales portent sur les plantations dites "familiales", pour lesquelles les produits sont achetés aux producteurs, ces derniers étant en grand nombre des paysans, et qui sont le cacao, le café (robusta et arabica), le coton, le riz et le tabac.

Les nombres d'exploitations de cacao et de café étaient respectivement de 260 000 et de 470 000 unités en 1985-86. La production, valorisée aux prix de production, était de 100 milliards de FCFA, correspondant à 120 000 t pour le cacao et 96 500 t pour le café. Les revenus par exploitation étaient en moyenne de 176 000 FCFA par an pour le cacao, de 177 000 pour le robusta et 98 000 pour l'arabica.

Les revenus par exploitation du coton et du paddy étaient respectivement de 92 000 FCFA (123 000 exploitations) et 83 000 FCFA, du même ordre de grandeur que pour le robusta.

Ceux des planteurs de tabac étaient de 161 000, plus proches de ceux des planteurs de café et de cacao.

Les fortes baisses des prix aux producteurs décidées pour la campagne 1989/90 vont "mécaniquement" engendrer des chutes des revenus paysans un peu plus fortes encore en moyenne (cf annexes), qui pourraient être encore aggravées par des réductions des quantités produites.

Le deuxième tableau retrace l'évolution sur longue période des productions et des prix aux producteurs des grands produits (cacao, café, coton), ainsi que de ceux du paddy vendu à la SEMRY au cours des dernières années.

La production de cacao ne devrait pas augmenter, puis devrait diminuer, du fait de l'âge des plantations. Celle du café robusta ne progressait plus, tandis que celle d'arabica a baissé de moitié depuis une quinzaine d'années.

Jusqu'à la crise, les évolutions des productions avaient été plus favorables pour le coton et le paddy.

En ce qui concerne les exportations (le manque de fiabilité des données a été souligné), l'ampleur des variations des prix est, évidemment, le problème majeur, devant lequel les structures et les mécanismes mis en place ont définitivement craqué.

On pourra noter aussi qu'au cours des trois seules campagnes 1985-86, 1986-87, 1987-88, les produits cumulés des ventes à l'exportation du cacao et de café ont été de 615 milliards de FCFA. Les valeurs des productions payées aux producteurs durant ces campagnes ont atteint 327 milliards de FCFA. Les surplus pouvaient être importants.

Les perspectives de productions à moyen terme apparaissent d'autant plus incertaines que celles des cours mondiaux le sont, et que les autorités ne semblent pas encore avoir arrêté leur nouvelle position quant à la place que doit occuper ce "sous-secteur" dans l'économie nationale et le développement rural, et quant aux moyens qui peuvent y être consacrés.

- Pour les "plantations industrielles", (hévéa, palmier ¹, thé, banane), les données disponibles sont plus hétérogènes, et les comparaisons intertemporelles, ou entre coûts et prix, par exemple, ont pu être faites surtout pour les entreprises importantes de ces filières, et particulièrement CAMDEV (hévéa, palmier, thé, banane) et SOCAPALM (huile de palme).

CAMDEV assurait, avec 17 800 tonnes, près des 3/4 de la production totale (24 000 tonnes) du latex en 1987-88. Ses plantations sont récentes et la production pourrait encore augmenter de 6 000 tonnes d'ici 1993. La production de la filière pourrait plus que doubler d'ici 1996 (forte montée en production des autres sociétés, dont HEVECAM). La période la plus "difficile" à l'exportation (85-86) est-elle passée ?

La production d'huile de palme industrielle (98 000 tonnes en 1987-88) est assurée par SOCAPALM (59 %), CAMDEV (22 %), toutes deux du secteur parapublic, et trois entreprises privées. 30 000 tonnes d'huile seraient aussi produites à partir de régimes de plantations villageoises.

La capacité de raffinage est très faible. Le Cameroun importe de l'huile raffinée, et exporte à perte ses excédents d'huile brute. Afin de préparer les décisions stratégiques concernant la filière (modes de production -y.c. villageoises-, localisation, investissement, commercialisation, transformation, protection, péréquation ...) d'importantes réflexions sont engagées.

¹ le palmier fait aussi l'objet de plantations villageoises et à une production d'huile estimée à 30 000 tonnes ; il y a également une petite production artisanale de latex.

Abaissement des coûts de production et organisation de la commercialisation sont deux des améliorations à apporter dans un contexte de forte concurrence au niveau régional et avec l'Asie, avec le difficile contrôle des importations des pays voisins.

La baisse des coûts mondiaux et la concurrence de thés vendus à bas prix handicape la production théicole, assurée par CAMDEV, qui a maintenant des prix de revient nettement plus élevés que ses prix de vente.

■ Globalement :

La documentation disponible traite peu de la production vivrière¹, dominée par les cultures traditionnelles (estimations pour 1988 : manioc 1 294 000 t, maïs 462 000, mil et sorgho 252 000, ...), et de la production animale (derniers bilans de 1984-1985).

La consommation de riz serait de 160 000 tonnes, et la production de 70 000 t, le complément étant fourni par l'importation.

Le secteur traditionnel assurerait 10 % de la consommation (autoconsommation), SEMRY couvrirait 90 % de la production commercialisée.

La commercialisation était mal assurée ; avec la forte baisse des prix aux producteurs la production commercialisée pourrait diminuer, et l'autoconsommation et les importations augmenter dans des proportions difficiles à anticiper.

Dans les filières des produits dits industriels et d'exportation, sauf exceptions (cf hévéa), les perspectives à court terme sont très incertaines et orientées à la baisse. Les alternatives apparaissent très limitées¹. Pour les paysans peuvent-elles se réduire au repli sur les cultures traditionnelles ? Quelles possibilités en milieu urbain ? et à quels coûts ? Ces questions actuellement posées et étudiées dans certaines filières devraient l'être également dans les autres filières ainsi qu'à un niveau intersectoriel, et dans une optique de moyen-long terme permettant de faire ressortir les implications des choix en termes de coûts et de revenus pour les différents agents économiques, ainsi que les ressources externes qui seront nécessaires et celles qui seront engendrées par les activités dans l'avenir.

¹ et de la politique alimentaire

¹ surtout compte tenu des coûts et des délais des opérations de productivité

1.3. La position de l'institutionnel

L'intervention de l'Etat s'est manifestée de plusieurs manières :

1.3.1 Là où il y a eu conjoncture d'un marché à l'exportation et d'une production dispersée entre de petites exploitations familiales, il y a eu très vite, parfois dès les années 50, une intervention massive des pouvoirs publics.

a) Pour le coton, l'intervention semble avoir été assez cohérente : la SODECOTON a toujours assuré l'écoulement des récoltes, aux cours mondiaux. Sa politique a couvert, jusqu'à la crise, tous les aspects techniques (encadrement, intrants ...), sociaux (appui à la culture complémentaire de vivriers sur un mode intensif) et commerciaux. Elle maîtrisait le cycle d'amont en aval.

Seulement, ayant été délestée de ses fonctions de stabilisation sur l'ONCPB, qui n'a pas joué son rôle, la crise l'a obligée non seulement à baisser le prix d'achat aux producteurs de plus de 30 % mais aussi à leur retirer une grande part de son appui technique et social. Cette décision risque d'avoir, à long terme, des effets plus néfastes sur la production et la qualité du produit que la simple baisse des prix.

Dans un cas semblable, il semble que la présence institutionnelle a été bénéfique, au mécanisme de la stabilisation près, (ou à la politique de prix d'achat près - hors stabilisation) et c'est à ce dernier aspect qu'il faut s'attacher pour permettre à la SODECOTON de continuer à jouer un rôle moteur.

b) En ce qui concerne le cacao et le café l'intervention de l'Etat s'est limitée à la stabilisation et à la réglementation des achats par les exportateurs agréés.

La stabilisation avait pour corollaire un accroissement mesuré des prix aux producteurs (et négatif en valeur réelle) ; on peut se demander si cette politique n'est pas condamnée dans ses principes mêmes pour une double raison :

- . l'évolution des prix d'achat n'est pas incitative ; elle maintient les producteurs dans la même précarité monétaire et ne les incite pas à améliorer les pratiques culturelles ou à investir.
- . La simple accumulation de réserves financières par l'ONCPB sans articulation sur une politique d'encadrement et de soutien aux producteurs (à part cas de SODECAO mais qui ne semble pas avoir joué un rôle très actif) n'a pas compensé l'absence de politique d'investissement chez les producteurs.

Quand on s'est aperçu que l'ONCPB avait dissipé (ou gelé) ces réserves financières toute l'accumulation pratiquée par l'office pour le compte des producteurs s'est évanouie sans laisser de trace de modernisation sur les exploitations. Si, à l'inverse, la réserve financière avait été correctement gérée elle aurait pu contribuer à soutenir les prix aux producteurs pendant quelque temps, mais sans effet notable, non plus, sur la modernisation.

Les paysans risquent d'être conduits à réduire au minimum (de revenu monétaire) leur effort de production sur les cultures de rente s'ils continuent d'être contraints sans assistance en retour: mise en dépendance vis à vis d'un opérateur extérieur qui maintient les revenus à un niveau dérisoire, et par ailleurs, absence de soutien (informations, crédit, vulgarisation, formation ...). La population rurale vieillit et les jeunes qui pourraient être l'amorce du développement de nouveaux types d'exploitation sont découragés par une politique qui maintient les revenus à un niveau presque toujours inférieur à celui de l'emploi salarié en ville (même si l'accès du dit emploi n'est souvent qu'un mirage).

Il serait intéressant d'évaluer, par comparaison avec d'autres pays producteurs, d'autres formes d'organisations sociales : soit celle pratiquée dans certains pays anglophones et assez proche de l'expérience SODECOTON (commercialisation garantie et appui aux producteurs) mais qui suppose vraisemblablement une assistance technique forte (du type de celle de la CFDT), soit une libéralisation du marché associée à des mesures d'encouragement de groupement dans la (les) profession(s). Il ne semble pas que l'expérience des coopératives ait été concluante au Cameroun mais c'était sauf erreur, plus de petits offices publics de développement que des groupements volontaires de planteurs. Là aussi, l'expérience des pays où la libéralisation (ou plutôt le libéralisme comme tradition) et l'organisation professionnelle ont permis l'apparition de petites exploitations de type intensif ainsi que de grandes plantations devrait être étudiée pour correctement orienter les planteurs vers les meilleures formules d'association.

c) Le cas du tabac est un peu particulier car son organisation est calquée sur celle de la filière coton, mais avec des résultats inverses. Il semble que le SCT (Société Camerounaise des Tabacs) installée en position d'interlocuteur unique, comme la SODECOTON, n'a pas su conduire sa mission avec succès pour deux raisons (qu'il serait nécessaire d'approfondir) :

- . L'apport de la société s'est au fil des ans de plus en plus réduit à une simple garantie commerciale et encore, il ne semble pas que la SCT ait eu l'obligation d'acheter la totalité des récoltes. L'appui technique et social, s'il existait au départ (?) s'était en tout cas réduit à peu de choses dans les années 80.

- L'assistance technique a qui la SODECOTON a dû une partie de son succès, n'a pas eu semble-t-il les mêmes effets à la SCT, soit qu'elle n'ait pas été en mesure de les exercer pour des raisons purement organiques (répartition des pouvoirs à la SCT), soit qu'elle ait commis des erreurs d'appréciation.

En tout état de cause on mesure a posteriori le risque qui a été pris de "verrouiller" une filière par une seule société en position de monopole et de lier le sort de milliers de planteurs à sa bonne marche. On peut aussi apprécier (cas SODECOTON, cas SCT) l'importance du rôle de l'assistance technique.

1.3.2 Pour les cultures destinées au marché intérieur et organisées aussi en petites exploitations traditionnelles, l'intervention de l'Etat n'a été que très modeste à l'exception du riz et dans une moindre mesure de l'huile de palme.

- a) Pour le riz, on retrouve le schéma de la SCT : par sa position de monopole et surtout par sa politique d'investissements massifs, la SEMRY rendait les petits planteurs totalement dépendants d'elle. On a vu quelles en ont été les conséquences quand la fermeture du marché du Nigéria et la perte de pouvoir d'achat du naira (exprimé en CFA) a contribué à l'asphyxie de la SEMRY.

Les riziculteurs ne sont pas abandonnés à eux-mêmes comme les planteurs de tabac en raison de leur dépendance technique (incontournable ?) à l'égard de la SEMRY (maîtrise de l'eau). En revanche la société s'est défaussée de la responsabilité de la commercialisation sur les planteurs. Mais réussiront-ils là où la SEMRY a échoué, et à quels prix ? Cela dit, on reste dans une situation complexe car tant que les producteurs produisent (avec l'aide de la SEMRY), ils doivent continuer à lui payer une redevance en paddy, ce qui oblige bien la SEMRY à commercialiser soit le paddy soit le riz transformé dans ce qui lui restera de rizeries.

Mais les paysans continuent-ils de produire, versent-ils la redevance, la SEMRY transforme-t-elle le paddy et comment et à quel prix toutes les productions sont-elles écoulées sur le marché ? La dernière campagne devrait permettre de le savoir mais il semble bien que l'expérience soit condamnée au mieux à un repli sur l'approvisionnement du Nord du pays.

Est-ce qu'il y a eu erreur d'appréciation à l'origine sur les avantages d'une telle action dans cette région, par rapport aux riz offerts sur le marché international ? C'est vraisemblable. Le Nigéria a joué un moment le rôle d'exécutoire et peut être est ce un marché à reconquérir avec des pratiques commerciales différentes. Les mesures de protection contre l'importation -sans même parler de leur satisfaction- n'ont jamais correctement joué. Mais est-ce dû à un vice de la fonction administrative, inévitablement contournée dès que des intérêts privés sont en

cause, ou d'une impossibilité pratique de surveiller toutes les entrées ? Il semble que se soit plutôt dû au détournement des procédures et si c'est vraiment le cas, cela condamne -mutatis mutandi- définitivement la poursuite d'une expérience SEMRY élargie au marché national. Si elle n'a que peu de chance d'intéresser le Nigéria, reste à voir si la SEMRY, réduite à la portion congrue de son marché local, peut encore aménager une position viable de repli. La "dimension sociale" de l'Ajustement Structurel pourrait-elle faire le reste pour reclasser les paysans laissés pour compte par la réduction des surfaces exploitées ?

- b) Pour les vivriers, les informations manquent, peut-être parce qu'il n'y a pas d'organisme public d'interventions sur la filière. C'est un peu la même chose pour l'élevage, placé dans une situation semblable : multitude de petits éleveurs et marché intérieur à cette différence près que les importations constituent depuis quelque temps une concurrence importante pour la production intérieure et qu'il ne semble pas que les mesures de protection aient mieux joué que pour le riz.

Au moins pour la viande de boeuf, il semble qu'il soit tout à fait justifié de protéger la production intérieure contre des importations (surplus CEE) écoulées au prix marginal. Il faudrait voir si la difficulté de mettre en place un système efficace de protection ne pourrait être résolue par des accords avec les organismes d'intervention de la CEE.

La présence des pouvoirs publics s'exerce à travers les ministères correspondants et ne semble pas avoir été un facteur de développement ni des vivriers, ni de l'élevage. L'intervention est allée un peu plus loin pour l'élevage (stations vétérinaires et SODEPA avec 2 abattoirs et 4 ranches) mais sans grand succès semble-t-il.

Le mouvement amorcé sous l'égide de la Banque Mondiale qui consiste à privatiser tout ce qui est commercial (dont les services vétérinaires) et corrélativement à renforcer la capacité des ministères à s'informer et à informer, à mieux analyser les tendances et à assurer le minimum de protections aux producteurs nationaux n'est pas contestable en soi et pourrait être complétée par la recherche active de partenaires pour relancer les ventes extérieures de denrées dotées d'avantages comparatifs (fruits tropicaux, cuirs et peaux ? ...)

1.3.3 Plantations industrielles

Il s'agit essentiellement du thé, de l'hévéa, du palmier à huile et par assimilations des exploitations forestières. Pour chacune de ces sous-branches -à l'exception semble-t-il du bois, mais cela reste à vérifier- on trouve une ou plusieurs entreprises publiques.

Les documents ne donnent pas d'information sur la nature réelle de la crise dans ces filières (est-ce que le retournement des prix à l'exportation a été aussi net que pour le café, le cacao et le coton ?) non plus que sur les avantages comparatifs de ces cultures par rapport aux pays concurrents. Le document de la Banque Mondiale sur l'agriculture signale cependant que les producteurs asiatiques sont mieux placés dans la compétition pour le caoutchouc et l'huile de palme (14.1, 7) et ailleurs (14.1, 29) que tous les produits camerounais d'exportation possèdent des avantages comparatifs sur la plan agronomique (hors coût de main d'oeuvre sans doute) à l'exception de l'huile de palme qui serait donc doublement condamnée.

Les entreprises publiques analysées dans les documents CDC-CAMDEV et SOCAPALM connaissent toutes deux des graves difficultés financières, mais on n'a aucune indication sur la santé des entreprises privées quand il y en a (ce qui est le cas pour l'huile de palme). En revanche, on retrouve les symptômes habituels du dépérissement de l'entreprise publique africaine : effectifs pléthoriques, manque de dynamisme commercial ... ce qui permet de douter de la pérennité de ces sociétés dans un marché difficile (baisse des prix de vente, nouveaux concurrents).

L'expérience, semble-t-il réussie, d'amorce de privatisation avec les accords passés entre CDC et DEL MONTE (Etats Unis) pour le développement de grandes plantations de banane indique une voie à suivre au moins pour l'exportation. C'est d'ailleurs, sans revenir sur la viabilité de l'entreprise publique africaine exposée à la concurrence, la tendance de toutes les recommandations des études concernant les sociétés publiques à objet commercial.

En ce qui concerne les produits tournés vers le marché intérieur (il s'agit essentiellement de l'huile de palme, mais ce pourrait être le cas -progressivement- du caoutchouc et du bois), l'intervention commerciale de l'Etat ne semble pas plus se justifier. En revanche les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour la promotion des produits locaux sur le marché national (notamment bois), associée, pour les investisseurs, aux mesures classiques d'incitation (code des investissements par ex.) et de protection extérieure.

Tableau 1

PLANTATIONS FAMILIALES
Production

	(1)				Production 1988-89 (t)	Prix au 1988-89	(2)	
	Nombre exploitations	Surface cultivée	Production (t)	Rendement Ng/ha			producteur 1989-90	Revenu annuel par exploit.
Cacao	260000	350000	120000	343	123900	(3) 450	250	176000
Robusta	300000	150000	76900	513	111000	440	175	177000
Arabica	170000	100000	19600	196	13200	475	250	98000
Coton	129000	111600	165400	1482	165400	140	95	92000
Paddy	22000	11300	61400	5400	n.d.	98	45	93000
Tabac	5900	1800						161000

(1) 1985-86 pour cacao, café ; 1988-89 pour coton ; 1987-88 pour paddy et tabac

(2) 1985-86 sauf paddy : 1987-88 pour 1 seule culture annuelle, hors groupement

(3) y compris bonus de 30 CFA

Tableau 2

PLANTATIONS FAMILIALES
Production

	Productions (t)					Prix aux producteurs (2)					
	Cacao	Robusta	Arabica	Coton graine	Paddy SEMRY	Cacao	Robusta	Arabica	Coton officiel	Coton réel	Paddy
1970-71	112000	50000	26200	38500		85	125	145	30		
1975-76	96000	57200	22800	49500		130	145	185	43		
1980-81	117100	87010	25600	84200	35307	300	320	330	80		
1981-82	118300	78160	24900	79800	53639	310	330	350	100		
1982-83	105200	103200	22000	69900	74026	330	350	370	105		
1983-84	109000	46900	16800	93000	80240	370	390	410	117		
1984-85	120100	119000	20000	97500	78897	410	430	450	145		
1985-86	120000	76900	19600	115500	102965	450(1)	470(1)	520(1)	155(1)	136	78
1986-87	123100	124000	22700	122700	80403	450(1)	470(1)	520(1)	155(1)	134	78
1987-88	132800	74600	13100	113700	61392	450(1)	470(1)	520(1)	155(1)	126	78
1988-89	123900	111000	13200	165400		420	440	475	140	124	78
1989-90						250	175	250	95	87	45

(1) y compris bonus (30 F cacao et robusta, 45 arabica, 15 coton)

(2) prix officiels 1ère qualité

Tableau 3

**PRODUCTIONS VALORISEES AUX PRIX A LA PRODUCTION
en millions FCFA**

	1980-81	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
Cacao	35130	54000	55395	59760	52038
Robusta	27840	36143	58280	35062	48840
Arabica	8448	10192	11804	6812	6270
S/Total (1)	71418	100335	125479	101634	107148
Coton graine	6736	15708	16442	14326	20510
Paddy (SEMRY)		8031	6271	4789	
S/Total (2)		23739	22713	19115	
TOTAL		124074	148192	120749	

Tableau 4

PLANTATIONS FAMILIALES
Ventes à l'exportation et sur le marché local

	Ventes (t)		Prix de vente FOB CFA/Kg				Prix de revient FOB	Année	PV FOB
	1980-81	1988-89	1980-81	1984-85	1988-89	1989-90			
Cacao	111000	124000	472	961	486	341 ⁽¹⁾	393	89-90	375 ⁽¹⁾
Robusta	87000	75000	744	1274	625 ⁽²⁾	300	329	89-90	300
Arabica	25000	n.d.	693	1275	735 ⁽²⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Coton export (fibre)	n.d.	63067	n.d.	700	419	530	525 ⁽³⁾	87-88	530
Riz ventes locale	n.d.	34674 ⁽²⁾	n.d.	n.d.	102	n.d.	n.d. ⁽⁴⁾		100
Tabac	14429 ⁽⁶⁾	8894 ⁽²⁾	215000	253000	142000 ⁽²⁾	n.d.	n.d.		

(1) chiffres différents pour la même année ; laissés tels quels pour respecter la cohérence des références à l'intérieur des 2 blocs

(2) 87-88

(3) Prix de revient CAF (560) moins une estimation du supplément CAF (35) ; origine : coûts standards SODECOTON

(4) au moins le double de (5)

(5) prix de vente CAF du riz asiatique importé

(6) Nombre de balles (de 80 Kgs) et PV par balle

Tableau 5

PLANTATIONS FAMILIALES
Ventes à l'exportation

	Exportations (t)				Prix FOB CFA/Kg				Exportations (milliards CFA)			
	Cacao	Robusta	Arabica	Coton	Cacao	Robusta	Arabica	Coton	Cacao	Robusta	Arabica	Coton
1980-81	111000	87000	25000		172	744	693		52,4	64,7	17,3	
1981-82	116000	79000	25000		477	575	704		55,3	45,4	17,6	
1982-83	102000	103000	22000		725	866	704		73,4	89,2	15,5	
1983-84	107000	47000	17000		842	1092	1098		90,1	39,6	18,7	
1984-85	120000	111000	17000		961	1274	1275	700	115,3	141,4	21,7	
1985-86	119000	100000	20000	38911	947	1013	1411	312	112,7	101,3	20,3	12,2
1986-87	123000	124000	23000	42163	715	1056	736	403	87,9	130,9	24,3	16,9
1987-88	133000	75000	13000	38967	607	625	735	423	80,7	46,9	9,6	16,5
1988-89	124000	n.d.	20000	63067	484			419	60,0	n.d.	n.d.	26,4
1989-90	120000	75000	n.d.	38632 ⁽¹⁾	341			530	40,9	n.d.	n.d.	20,7

(1) prévision de décembre 1989

Tableau 6

**PLANTATIONS INDUSTRIELLES
Production**

			Surfaces en rapport ha	Production de la Société t	Rendement t/ha	Production nationale totale (t)	Transformation (1)	
							Production t	Rendement
1987-88	Hévéa	CAMDEV	15500	17800 ⁽²⁾	1,15	24000 ⁽²⁾	18000 ⁽³⁾	100%
1987-88	H. de palme	SOCAPALM	21000	243000 ⁽⁴⁾	11,5	98000 ⁽⁵⁾	52000 ⁽⁵⁾	20,70%
1987-88	Thé	CAMDEV	1240	2900	2,3	2900		
1987-88	Banane	CDC/EKONA	380	8700	22,7	env 700000		
(P) 1990-91	Banane	CDC/TINO	1200	45000	37,5	n.d.		

(1) de la production + achats (faible % du total)

(2) latex

(3) caoutchouc

(4) régimes

(5) huile de palme brute

Tableau 7

PLANTATIONS INDUSTRIELLES
Ventes

	Ventes (t)		Prix de vente CFA/Kg		Prix (CFA/kg)		P. de vente
	1985-86	1988-89	1985-86	1988-89	P. de revient		
Hévéa/CAMDEV	13900	18201	270	307	219	1987-88	295
Huile de/SOCAPALM palme	40427	49278	192	177	184	1986-87	134
dont export	19414	15485	78	90	184	1986-87	76
Thé/CAMDEV	1686	2530 (1)	1227	549	878	1986-87	773
Banane/CAMDEV TINO		6000 (2)		110 (2)	94	1990-91	110

(1) prévisions de juillet 89

(2) prévisions de juillet 89 pour 1990-91

D2. - LE SECTEUR INDUSTRIEL

2.1 Données globales et sous-sectorielles

Les données globales et sous-sectorielles les plus récentes disponibles proviennent des comptes nationaux relatifs aux années 1984/85 et 1985/86. Plusieurs tableaux en ont été introduits dans ce chapitre, afin de présenter des repères et situer les ordres de grandeurs des diverses productions et des agrégats décrivant les activités.

Ils faisaient apparaître une industrie manufacturière dont la valeur ajoutée (515 milliards de FCFA) représentait 14 % du PIB, en 1985-86 ; y occupaient des places notables :

- les industries de transformation des produits agricoles et agro-alimentaires :	VA = 240 milliards	46,6 % du total
- textiles et cuirs	80,3 milliards	15,6 % du total
- industries du bois	44,8 milliards	8,7 % du total
- chimie, caoutchouc, plastiques	73,3 milliards	14,2 % du total
- industries mécaniques et électriques	48,1 milliards	9,3 % du total
- autres	28,5 milliards	5,6 % du total

Electricité, gaz et eau avaient une V.A. de 45,1 milliards de FCFA.

L'activité du BTP était élevée et la V.A. du sous secteur était de 278,6 milliards de FCFA.

Quant aux industries extractives, avec le pétrole, le PIB était de 504,7 milliards de FCFA, du même ordre de grandeur que celui des industries manufacturières.

Le pourcentage V.A./production des industries manufacturières était d'un peu moins de 35 % attestant d'une valorisation encore modeste des produits transformés ¹.

¹ le même pourcentage pour le secteur commerce était un peu supérieur à 20 %

En 1985-86 la contribution de l'industrie aux exportations camerounaises était de 100 milliards de FCFA environ et provenait essentiellement des ventes :

- de produits des filières agro-industrielles et alimentaires (40 milliards)
- des produits de première transformation du bois (9,5 milliards)
- d'aluminium et de sous-produits (28,2 milliards)

Les ressources externes provenaient essentiellement du pétrole (321 milliards), du cacao en fèves (82,6 milliards), du café (111,6 milliards) et dans une moindre mesure du bois brut (21 milliards), pour des exportations totales de 693 milliards.

La production du secteur manufacturier était encore très largement destinée au marché intérieur (production totale 1483 milliards - exportation 100 milliards = 1383 milliards).

2.2 PLAN DIRECTEUR D'INDUSTRIALISATION DU CAMEROUN

Les travaux effectués par l'Administration Camerounaise avec l'appui de l'ONUDI en 1987 et 1988 ont donné lieu à l'établissement du Plan Directeur d'Industrialisation, présenté et discuté à un séminaire en juillet 1988, puis semble-t-il adopté en 1989.

Le document de synthèse présentant ce Plan est le principal "recueil" d'information disponible ici, complété par un document plus récent de l'ONUDI "Industrial development review series" du 5.01.90, rédigé à la suite d'une mission d'expert effectuée en 1989. Ce dernier document comporte quelques données sous-sectorielles et ponctuelles allant parfois jusqu'en 1988, et le plus souvent jusqu'en 1985/86.

Les rares éléments "relativement" globaux provenant de ce document ont été regroupés dans l'annexe : grandeurs caractéristiques du secteur industriel et place dans l'économie. Ils apportent très peu d'informations supplémentaires par rapport aux comptes nationaux déjà utilisés à la CCCE.

La préparation du Plan Directeur n'a pas donné lieu à une appréhension quantitative relativement complète du secteur industriel. Elle a compris notamment:

- l'analyse de l'environnement dans lequel interviennent les entreprises : système d'incitations protections, infrastructures et problèmes institutionnels
- des études sectorielles, dans le cadre desquelles ont été inventoriées systématiquement les potentialités, les opportunités et les besoins débouchant sur des projets d'investissement, et les analyses de ces projets.

- une étude quantitative, sur base d'enquêtes auprès de 50 entreprises, assurant ensemble environ 30 % de la production industrielle, et portant sur des données 1985/86.
- l'établissement de scénarios prospectifs intégrant les recommandations de stratégies.

Le Plan Directeur comporte des "recommandations" principalement sur :

1. Les améliorations à introduire en matière institutionnelle et dans l'environnement des entreprises, qui nécessiteraient, semble-t-il :
 - . une réforme générale du tarif douanier, du régime des exonérations et du code des investissements, de la fiscalité (avec institution de la TVA), ...
 - . le renforcement de la planification industrielle et du secteur public dans :
 - . la promotion de l'investissement privé.
 - . le soutien aux pme, pmi,
 - . la promotion des exportations ...etc

Les propositions correspondantes seraient à élaborer.

2. Les projets et les investissements, pour lesquels de nombreuses études, de faisabilité notamment, devraient être réalisées en vue de la recherche d'investisseurs privés.

Dans chaque secteur des projets ont été identifiés, analysés et chaque fois que cela a été possible leur faisabilité a été étudiée, leur "rentabilité" a été calculée et leur date de réalisation souhaitable indiquée.

Un "portefeuille" de projets a ainsi été constitué : les projets qui y figurent ont plus ou moins précisément et complètement été instruits en fonction des informations disponibles et des recherches qu'il avait été possible d'effectuer.

Les résumés et les tableaux récapitulatifs correspondant à ces 2 volets des propositions se trouvent en annexe aussi.

Le Plan Directeur présente un calendrier où apparaissent nettement les projets prioritaires (toujours compte tenu de l'état de l'information) à court, moyen et long terme.

- à court terme

C'est surtout dans le secteur agro-alimentaire que des projets ont été sélectionnés en raison de leur rentabilité : il s'agit en priorité des sept projets suivants, d'importances très diverses :

	investissements (millions FCFA)	capacités (tonnes)	rentabilité interne
Raffinerie d'huile de palme	2050	25000	11 %
Extraction d'huile de soja par pression	59	160	17,3 %
Malterie	3500	50000	23 %
Fabrication d'alcool 96	420	7500 hl	9,3 %
Jus concentré de tomates	455	1500	11,8 %
Tranches et jus d'ananas	1080	3300 tranches 13100 jus	10 %
Café soluble	1575	4160	*

Selon les auteurs du Plan Directeur , 4 abattoirs (investissement 12400 milliards) méritent aussi de faire l'objet d'études de faisabilité en vue de réalisations prochaines.

Compte tenu des difficultés actuellement rencontrées dans la plupart des filières agro-industrielles, des baisses des cours mondiaux et des modifications des perspectives internes de marchés, des actualisations devraient être faites :

Toujours à court terme, il est recommandé de lancer le plus rapidement possible :

- la production de charbon de bois utilisant des déchets de l'exploitation forestière (projet de 100 000 t I = 1680 MCFA)

Des investissements de 7,2 milliards de FCFA étaient jugés nécessaires pour augmenter de 450 000 m³ la production de bois destinée aux sociétés.

Jusqu'en 1986-87 les productions de grumes et de sciages semblaient peu dynamiques. Les perspectives de marchés se seraient donc améliorées ?

*sensibilité aux cours mondiaux, rentabilité économique discutable.

- à moyen terme

Le secteur de la transformation du bois recèle des possibilités pour les projets suivants :

	investissements	capacités m3	TRI
. bois scié avec séchage à 30 %	2820	25000	30 %
. bois débité simple	375	8000	55 %
. bois scié avec séchage à 12 %	3260	25000	25 %
. contreplaqué et placage	4055	20015	34 %
. produits débités développés	1530	8000	100 % +
. aggloméré	2770	30000	17 %
. complexe de bois composé (sérage, placage, agglo)	11615		50 %

Pour approvisionner les unités de transformation, des investissements supplémentaires de 9,9 milliards de FCFA seraient nécessaires dans le secteur de l'exploitation forestière.

A court et moyen terme sont encore recommandés prioritairement :

- deux projets dans le secteur chimie (sacs et produits pharmaceutiques)
- deux projets de petite mécanique.

- A plus long terme

des projets importants sont envisageables :

- *dans la première transformation de l'aluminium :*
 - . fonderie de 100 000 tonnes (I = 175 milliards FCFA) utilisant l'alumine provenant de la bauxite locale
 - . cela nécessiterait de nouvelles installations hydro-électriques et la construction d'un port en eau profonde à Grand Batanga.
- *dans la chimie :*
 - . fabrication de soude caustique et de chlore : 95 000 tonnes (I = 14,5 milliards FCFA)

- *dans la sidérurgie*
 - . implantation d'un complexe intégré dans la région de Kribi, à proximité des gisements de minéral de fer
- *dans le secteur pétrolier et gazier*
 - . craquage catalytique fluide (FCC) (capacité 15 000 barils/jour) coût 39,3 milliards
 - . gaz de pétrole liquéfié : coût 4,8 milliards
 - . gaz naturel liquéfié 254 milliards

Par ailleurs, les données avaient manqué pour évaluer la rentabilité des projets identifiés dans le secteur textile, et notamment les suivants :

- filature, tissage
de tissus-pagne C = 37,5 millions m ; I = 22 milliards
- filature tissage
cotonniers divers C = 20 millions m ; I = 30 milliards
- fils bonneteries C = 5460 x ; I = 7 milliards
- tissage fibres synthétiques C = 3 millions m ; I = 1 milliard

Le secteur lui-même est en grande difficulté, face à une concurrence asiatique féroce et à des importations incontrôlées.

Les orientations qui se dégagent de cette approche accordent une large place à la valorisation des ressources naturelles, et sauf quelques gros projets à moyen et long terme, à la reconquête (ou conquête ?) du marché intérieur, pour lequel un certain nombre de projets auraient des rentabilités relativement élevées.

Face à une demande intérieure déprimée comme elle l'est actuellement, elles ne peuvent à elles seules avoir une influence décisive sur la relance de l'économie. Compétitivité et adéquation du système des protections incitations sont, à ce titre, très importantes, dans un contexte de vive concurrence avec l'Asie du sud Est, les pays de la région, et en particulier le Nigéria. Une protection contre les importations frauduleuses serait également nécessaire.

Le problème du désengagement de l'Etat et de la transmission au secteur privé ainsi que des restructurations et réhabilitations en cours, également importants, n'ont pas été aussi systématiquement traités que la recherche d'opportunités d'investissements.

ANNEXE 1

**Recommandations et principaux projets
du Plan Directeur d'Industrialisation**

(extraits du PDI - Rapport de synthèse)

PRODUIT INTERIEUR BRUT ET REVENU DES FACTEURS PAR GENRE D'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 1985/1986 (en millions de F CFA)

GROSS DOMESTIC PRODUCT AND FACTOR INCOMES, BY KIND OF ECONOMIC ACTIVITY IN 1985/1986 (millions of CFA F)

Secteurs Sectors	Branches Industries	Genre d'activité économique Kind of economic activity	production Gross out put 1	Consomma- tion inter médiaire Intermedia te consump tion 2	Produit intérieur brut Gross domestic product 3 = 1 - 2	Impôts ind. nets de sub d'expl. Indirect taxes less subsidies 4	C.C.F. C.F.C. 5	Revenu des facteurs Domestic factor in- comes 6 = 7 + 8	Rémunéra- tion des salariés Compensa- tion of employees 7	Excédent net d'ex- ploitation Operating surplus 8		
I	A . Branches d'activité marchandes Industries	Agriculture, élevage, chasse, pêche, sylviculture	6 046 715	2 390 051	3 656 664	352 826	164 590	3 139 248	779 587	2 359 661		
		Agriculture, breeding, hunting, fishing, forestry	1 191 134	283 268	907 866	23 758	22 100	862 008	138 462	723 546		
		01 Agriculture des produits vivriers Agricultural crop production	509 383	42 168	467 215	1 488	10 106	455 621	52 668	402 953		
		02 Agriculture pour l'industrie et l'exportation Agricultural production for industry and exports	311 180	114 424	196 756	5 720	3 922	187 114	45 604	141 510		
		03 Elevage, chasse et piégeage Breeding and hunting	181 301	32 634	148 667	1 013	4 344	143 310	6 853	136 457		
		04 Pêche Fishing	15 772	9 028	6 744	389	532	5 823	3 171	2 652		
		05 Sylviculture et exploitation forestière Forestry and logging	173 498	85 014	88 484	14 648	3 696	70 140	30 166	39 974		
		II	Industries extractives Mining and quarrying	648 150	143 492	504 658	23 216	41 563	439 879	20 874	419 005	
				06 Industries extractives Mining and quarrying	648 150	143 492	504 658	23 216	41 563	439 879	20 874	419 005
		III	Industries manufacturières Manufacturing	1 483 399	968 609	514 790	79 782	39 679	395 329	170 025	225 304	
				07 Travail des grains, légumes et pro- duction farine Production of flour and vegetables	199 377	156 391	42 986	9 988	1 715	31 283	9 643	21 640
				08 Transformation des produits d'ori- gine agricole Processing of agriculture products	163 562	130 686	32 876	862	3 954	28 060	18 442	9 618
				09 Boulangerie, pâtisserie et fabrica- tion des pâtes alimentaires Bakery, pastry and fancy pastes pro- duction	25 902	12 468	13 434	885	1 168	11 381	4 714	6 667
				10 Autres industries alimentaires Other food industries	14 047	7 336	6 711	214	510	5 987	1 706	4 281
				11 Fabrication des boissons et tabacs Beverages and tobacco	262 741	119 194	143 547	38 920	8 777	95 850	32 677	63 173
				12 Industries des textiles et confection Textiles and wearing apparel	166 443	107 164	59 279	3 591	4 402	51 286	24 612	26 674
13 Fabrication de chaussures et industrie du cuir Shoes and leather industry	46 525			25 538	20 987	4 536	1 260	15 191	11 589	3 602		
14 Industries du bois et fabrication d'ou- vrages en bois (meubles) Wood and wood products including	136 720			91 899	44 821	7 827	2 247	34 747	22 554	12 193		
15 Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et édition Paper and paper products, printing and publishing	7 756			3 690	4 066	108	464	3 494	3 017	477		
16 Industrie chimique et fabrication des produits chimiques sauf caoutchouc Chemicals and chemical products excepts rubber	171 339	130 987	40 352	2 525	5 688	32 139	7 081	25 058				

Secteurs Sectors	Branches Industries	Genre d'activité économique Kind of economic activity	Production	Consomma- tion inter- médiaire	Produit intérieur brut	Impôts ind. nets de sub: d'expl:	C.C.F.	Revenu des facteurs	Rémuné- ration des salariés	Excédent net d'ex- ploitation
			Gross out- put 1	Interme- diate con- sumption 2	Gross do- mestic product 3 = 1 - 2	Indirect taxes less subsidies 4	C.F.C. 5	Domestic factor incomes 6 = 7 + 8	Compensa- tion of employees 7	Operating surplus 8
	17	Industrie du caoutchouc et fabrica- tion d'ouvrages en matière plastique Rubber and plastic products	72 047	38 968	33 079	1 510	3 810	27 759	8 831	18 928
	18	Fabrication des matériaux de cons- truction Production of construction materials	40 746	22 333	18 413	3 165	1 486	13 762	3 194	10 568
	19	Industrie métallurgique de base Basic metal industries	95 112	73 143	21 969	1 398	2 961	17 610	9 232	8 378
	20	Fabrication d'appareils mécaniques et électriques, autres appareils métalliques Fabricated metal products, machinery and equipment	57 488	34 666	22 822	3 507	518	18 797	9 561	9 236
	21	Construction de matériel de transport Fabricated transport equipment	7 083	4 746	2 337	108	123	2 106	1 152	954
	22	Autres industries manufacturières Other manufacturing industries	16 511	9 400	7 111	638	596	5 877	2 020	3 857
IV		<u>Electricité, Gaz, et Eau</u> Electricity, Gas and Water	68 838	23 718	45 120	297	7 783	37 040	18 984	18 056
	23	Electricité, gaz et eau Electricity, gas and water	68 838	23 718	45 120	297	7 783	37 040	18 984	18 056
V		<u>Bâtiments et travaux publics</u> Construction	481 985	203 405	278 580	24 823	10 133	243 624	87 560	156 064
	24	Bâtiments et travaux publics Construction	481 985	203 405	278 580	24 823	10 133	243 624	87 560	156 064
VI		<u>Commerce de gros et de détail, Res- taurants et Hôtels</u> Whole sale and retail trade, Res- taurants and hotels	846 521	188 126	658 395	155 933	15 199	487 263	143 739	343 524
	25	Commerce de gros et détail Whole sale and retail trade	792 295	160 971	631 324	151 908	13 460	465 956	132 738	333 218
	26	Restaurants et Hôtels Restaurants and Hotels	54 226	27 155	27 071	4 025	1 739	21 307	11 001	10 306
VII		<u>Transports, entrepôts et communications</u> Transports, storage and communications	538 856	290 052	248 804	9 549	13 043	226 212	89 072	137 140
	27	Transports, entrepôts et communications Transports, storage and communications	538 856	290 052	248 804	9 549	13 043	226 212	89 072	137 140
VIII		<u>Banques, assurances, affaires immobi- lières, services aux entreprises</u> Finance insurance real estate and business services	701 531	231 111	470 420	30 379	11 302	428 739	82 209	346 530
	28	Institutions financières Financial institutions	241 448	65 261	176 187	15 699	9 197	151 291	51 544	99 747
	29	Affaires immobilières et services fournis aux entreprises Real estate and business services	460 083	165 850	294 233	14 680	2 105	277 448	30 665	246 783

GROSS DOMESTIC PRODUCT AND FACOR INCOMES, BY KIND OF ECONOMIC ACTIVITY IN 1985/1986 (millions of CFA F)

Secteurs Sectors	Branches Industries	Genre d'activité économique	Production	Consomma- tion inter médiaire	produit intérieur brut	Impôts ind. nets de sub. d'exploit.	C.C.F.	Revenu des facteurs	Rémunéra- tion des salariés	Excédent net d'ex- ploitation	
		Kind of economic activity	Gross out- put 1	Intermedi- ate con- sumption 2	Gross do- mestic 3 = 1 - 2	Indirect taxes less subsidies 4	C.F.C. 5	Domestic factor incomes 6 = 7 + 8	Compensa- tion of employees 7	Operating surplus 8	
IX	30	<u>Services fournis à la collectivité</u>									
		<u>services sociaux et personnels</u>	86 301	32 270	54 031	5 589	3 288	45 154	28 662	16 492	
		<u>Community social and personal services</u>									
		Services	86 301	32 270	54 031	5 589	3 288	45 154	28 662	16 492	
		Services									
		Ajustement pour intermédiaires finan- ciers	-	26 000	- 26 000	-	-	- 26 000	-	- 26 000	
X	31	B) Branches non marchandes des admi- nistrations publiques et des IPSBL au service des ménages	517 149	204 505	312 644	551	8 414	303 679	303 679	-	
		Producers of government services and private non-profit services to households									
		B-1) Administrations publiques	495 239	200 097	295 142	262	7 938	286 942	286 942	-	
		Public administrations									
		. Administrations centrales	439 507	179 182	260 325	-	1 636	258 689	258 689	-	
		Central government									
		. Communes	20 462	8 358	12 104	-	254	11 850	11 850	-	
		Councils									
		. Caisse Nationale de prévoyance sociale	10 103	1 592	8 511	-	2 116	6 395	6 395	-	
		National social insurance fund									
		. Autres organismes publics	25 167	10 965	14 202	262	3 932	10 008	10 008	-	
		Other public organisations									
B-2) Institutions privées sans but lucratif au service des ménages (IPSBL)	21 910	4 408	17 502	289	476	16 737	16 737	-			
Producers of private non-profit services to households											
C) <u>Services domestiques des ménages</u>	31 020	-	31 020	-	-	31 020	31 020	-			
<u>Domestic services of households</u>											
D) <u>Droits et taxes à l'importation</u>	134 799	-	134 799	134 799	-	-	-	-			
<u>Import duties</u>											
		TOTAL (A + B + C + D)	6 729 683	2 594 556	4 135 127	488 176	173 004	3 473 947	1 114 286	2 359 661	